|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****32ème réunion, Genève, Suisse, 12-16 mai 2025** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
|  | **Document** **TDAG-2****5/2-F** |
|  | **4 avril 2025** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directeur du Bureau de développement des télécommunications |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali |
|  |
| **Résumé:**Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Kigali **de mai 2024 à avril 2025**, en mettant en avant les principales réalisations dans les régions conformément aux objectifs du Plan d'action de Kigali. La mise en œuvre du Plan d'action de Kigali de juin 2023 à avril 2024 est décrite dans le [Document TDAG-24/2](https://www.itu.int/md/D22-TDAG31-C-0002/en).**Suite à donner:**Le GCDT est invité à examiner le présent rapport et à donner les orientations qu'il jugera nécessaires.**Références:**Plan d'action de Kigali (CMDT-22); [Document TDAG-24/2](https://www.itu.int/md/D22-TDAG31-C-0002/en) |

**Table des matières**

**Page**

[Priorité 1 de l'UIT-D: Connectivité financièrement abordable 3](#_Toc197331609)

[Priorité 2 de l'UIT-D: Transformation numérique 19](#_Toc197331610)

[Priorité 3 de l'UIT-D: Environnement politique et réglementaire propice 28](#_Toc197331611)

[Priorité 4 de l'UIT-D: Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du
développement durable 46](#_Toc197331612)

[Priorité 5 de l'UIT-D et Catalyseurs 6 et 7 de l'UIT-D: Mobilisation de ressources,
partenariats et coopération internationale 52](#_Toc197331613)

[Catalyseur 1 de l'UIT-D: Travaux reposant sur les contributions des membres 53](#_Toc197331614)

Catalyseur 2 de l'UIT-D: Présence régionale 59

[Catalyseur 3 de l'UIT-D: Diversité et inclusion 60](#_Toc197331615)

[Catalyseur 4 de l'UIT-D: Engagement en faveur de la durabilité environnementale 66](#_Toc197331616)

[Catalyseur 5 de l'UIT-D: Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle 70](#_Toc197331617)

**Rapport d'activité pour la période allant de mai 2024 à avril 2025**

|  |
| --- |
| Priorité 1 de l'UIT-D: Connectivité financièrement abordable*Encourager le développement d'infrastructures et de services sûrs, modernes etfinancièrement abordables grâce aux télécommunications/TIC* |
| Télécommunications d'urgence***Résultat****: renforcement de la capacité des États Membres à utiliser les télécommunications/TIC pour l'atténuation et la gestion des risques de catastrophes, pour garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence et pour appuyer la coopération dans ce domaine.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| De mai 2024 à avril 2025, le BDT a renforcé la capacité des États Membres à utiliser les TIC pour atténuer et gérer les risques de catastrophe et garantir la disponibilité des télécommunications d'urgence.Il a renforcé la capacité des membres à utiliser les TIC pour la gestion des catastrophes en fournissant des cadres politiques et des supports de connaissances, en particulier les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP), et en apportant une assistance technique, des formations et des conseils sur les systèmes d'alerte avancée. Le BDT a fourni des équipements d'intervention en cas d'urgence et des formations pour aider les pays victimes de catastrophes. Il s'agissait notamment de déployer des produits et des services, y compris des équipements satellitaires, et de réaliser des exercices de simulation pour aider les États Membres à renforcer la confiance dans l'utilisation des télécommunications/TIC et la sécurité de celle-ci. Le BDT a en outre dirigé et soutenu un certain nombre d'initiatives, notamment en participant à plusieurs manifestations visant à renforcer les capacités nationales, à consolider les capacités en matière de télécommunications d'urgence à l'échelle mondiale et à améliorer la préparation en prévision des catastrophes et les interventions en cas de catastrophe.Dans le cadre de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All), lancée à l'initiative du Secrétaire général de l'ONU, le BDT a appuyé les États Membres dans leurs actions visant à renforcer l'utilisation des TIC pour mettre en place des systèmes d'alerte avancée efficaces et sauver des vies. En particulier, le BDT a poursuivi les travaux relatifs à la mise en œuvre de l'initiative EW4All en menant des évaluations techniques, économiques et réglementaires en vue du déploiement de systèmes d'alerte avancée. Les systèmes mobiles d'alerte avancée et la mise en œuvre de la diffusion cellulaire continuent d'être des technologies essentielles pour tirer parti des réseaux et des services numériques, ainsi que de la possession de téléphones mobiles, afin de sauver des vies. I) Initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All)L'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All) bénéficie du soutien du Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC) du Japon, de l'Agence suédoise de développement international (SIDA), du Ministère des affaires étrangères du Danemark et du Fonds pour les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS), auquel s'ajoute le Fonds pour le développement des TIC de l'UIT (FD-TIC).Dans le cadre de l'initiative EW4All, l'UIT, en tant que chef de file du pilier 3 (Diffusion et communication des alertes), a collaboré avec les autres responsables de pilier, à savoir le Bureau des Nations Unies pour la réduction des catastrophes (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant‑Rouge (FICR).L'UIT, aux côtés de l'UNDRR, de l'OMM et de la FICR, a ainsi organisé plusieurs ateliers nationaux et régionaux dans l'ensemble des régions, en vue d'évaluer les lacunes existantes et d'élaborer des feuilles de route pour déployer les systèmes d'alerte avancée à plus grande échelle et promouvoir l'utilisation des technologies multicanaux afin de diffuser les alertes en cas de catastrophe grâce au Protocole d'alerte commun. Dans le cadre d'une démarche de sensibilisation, le BDT a fourni aux États Membres une assistance technique pour leur apporter les outils et les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'un système efficace d'alerte avancée.Afin de mettre en lumière et de promouvoir les travaux réalisés dans le cadre de l'initiative EW4All et de renforcer les capacités nationales et régionales, le BDT a participé à plusieurs manifestations à l'échelle mondiale, notamment à la réunion parallèle virtuelle du Groupe de travail du G20 sur la réduction des risques de catastrophe, organisée par le Brésil, qui visait à discuter de l'intégration de la technologie de diffusion cellulaire pour améliorer l'efficacité de la diffusion d'alertes avancées. Le BDT a également pris part à la Quatrième Conférence internationale des petits États insulaires en développement (PEID4), à Antigua‑et‑Barbuda, en organisant un dialogue thématique de haut niveau sur la connectivité universelle et efficace dans les PEID et en participant à l'organisation d'une série de manifestations destinées aux partenaires sur des sujets importants liés à la transformation numérique, [dans le cadre du programme officiel de la Conférence](https://www.itu.int/itu-d/sites/ldcs/2024/02/20/itu-at-sids4/), afin d'identifier des solutions concrètes pour répondre aux besoins urgents des PEID en matière de développement.Lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan) en novembre, l'UIT a organisé et coorganisé cinq manifestations de l'initiative EW4All et participé à trois autres manifestations organisées sous l'égide de partenaires, à savoir: 1) manifestations de l'initiative EW4All sur les technologies évoluées, l'innovation et les transformations numériques au service de l'observation de la Terre; 2) manifestation de haut niveau organisée par le Secrétaire général de l'ONU sur la diffusion d'alertes précoces pour tous et la lutte contre les chaleurs extrêmes; 3) présentations sur l'application de météorologie intelligente des Tonga et de la Jamaïque; 4) manifestation sur les progrès accomplis et l'apprentissage croisé dans le cadre de l'initiative EW4All; 5) manifestation sur l'accroissement du financement de l'action climatique pour la prise de mesures ambitieuses sur les systèmes d'alerte précoce pour l'adaptation, en mettant l'accent sur les plus vulnérables; 6) quatrième réunion du Groupe consultatif de l'initiative EW4All; 7) manifestation de haut niveau sur l'enrichissement des informations climatiques et le renforcement des systèmes d'alerte précoce multirisques pour une résilience accrue; 8) l'intelligence artificielle (IA) dans le cadre de l'initiative EW4All.L'UIT s'est également jointe à la Table ronde ministérielle EW4All du Congrès mondial de la téléphonie mobile (MWC), dans le cadre de laquelle les opérateurs de réseaux mobiles ont été encouragés à appuyer le système d'alerte avancée sur téléphone mobile.**– Ateliers de consultation régionaux et nationaux****Afrique**: le BDT a appuyé des ateliers de consultation nationaux visant à élaborer des feuilles de route nationales pour la mise en œuvre de l'initiative EW4All, en particulier pour le pilier 3 (Diffusion et communication des alertes), au Ghana, au Libéria, à Madagascar, au Mozambique, au Niger, au Soudan, en Ouganda, aux Seychelles, à Sao Tomé-et-Principe, au Rwanda, en Tanzanie, en Gambie et au Kenya. L'atelier du BDT consacré au pilier 3 de l'initiative EW4All a permis de renforcer les capacités de Madagascar pour l'aider à introduire la diffusion cellulaire comme moyen de communication pour les alertes d'urgence.Le BDT a fourni une assistance technique au Mozambique, au Libéria et à la Tanzanie pour la mise en œuvre de la feuille de route nationale et des systèmes d'alerte avancée. Le Malawi, les Seychelles, la Zambie et le Botswana ont bénéficié d'une assistance technique pour la mise en œuvre de la diffusion cellulaire, qui incluait une évaluation technique, économique et réglementaire pour chaque pays.En collaboration avec l'Union africaine des télécommunications (UAT), le BDT a organisé un webinaire sur l'initiative EW4All, qui a permis de mieux faire connaître celle-ci, de favoriser une compréhension approfondie du pilier 3, dont l'UIT est responsable, et de fournir aux participants les connaissances et les outils nécessaires pour mettre en œuvre des systèmes d'alerte avancée efficaces.**Amériques**: des ateliers de consultation nationaux ont été organisés dans plusieurs pays des Amériques, à savoir le Guyana, Haïti, la Barbade, Antigua-et-Barbuda, le Guatemala et l'Équateur.En Haïti, le BDT, en collaboration avec l'opérateur national de télécommunication et deux opérateurs de réseaux mobiles, a animé un atelier national en vue de valider la feuille de route pour l'initiative EW4All et de tester le système mobile d'alerte en cas de catastrophe à Cap-Haïtien.En collaboration avec la GSMA, le BDT a organisé une session à Curaçao, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de CANTO Connect, au cours de laquelle il a fourni un aperçu de l'initiative EW4All, en mettant l'accent sur les progrès réalisés en ce qui concerne les systèmes de diffusion cellulaire et l'intégration de l'IA pour améliorer les capacités d'alerte avancée. Cette session a souligné l'importance des opérateurs de réseaux mobiles et de la coopération public-privé pour accroître la possibilité de sauver des vies grâce aux systèmes mobiles d'alerte avancée dans la région.**États arabes**: des ateliers de consultation nationaux, y compris des formations sur les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP) et sur le protocole d'alerte commun (CAP), ont été organisés dans plusieurs pays de la région, à savoir les Comores, Djibouti, la Somalie, la Mauritanie et le Soudan.**Asie-Pacifique**: des ateliers de consultation nationaux ont été organisés en Malaisie, au Bangladesh, aux Maldives, au Népal, en République démocratique populaire Lao, au Cambodge, à Kiribati, au Samoa, dans les Îles Salomon, à Fidji et aux Tonga, tandis qu'un appui technique a été assuré en Inde et aux Maldives par l'intermédiaire d'un atelier sur le protocole d'alerte commun et sur la diffusion cellulaire.Avec le soutien du BDT, la République démocratique populaire Lao a pu achever et publier sa feuille de route pour l'initiative EW4All, et Kiribati est en train d'élaborer la sienne. Au Népal, un groupe de travail technique a été créé et travaille actuellement à l'élaboration de sa propre feuille de route pour l'initiative EW4All. Aux Tonga, l'atelier national a identifié les lacunes existantes et a abouti à l'élaboration d'un projet de cadre pour l'initiative EW4All aligné sur la politique nationale en matière de systèmes multirisques d'alerte avancée, qui a été présenté au cabinet du gouvernement.Au Bangladesh, l'UIT et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) ont réalisé des simulations d'évacuation de communautés, dans le cadre desquelles l'UIT a testé la composante de l'exercice relative à la diffusion et à la communication des alertes avancées.Fidji et le Cambodge ont reçu une aide pour préparer des propositions au titre du Fonds vert pour le climat (FVC) afin d'obtenir le financement nécessaire à la mise en œuvre d'activités visant à améliorer la diffusion et la communication inclusives des alertes pour réduire les risques de catastrophe.Le BDT, en collaboration avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA), la GSMA et le Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique Sud (SPREP), procède à une évaluation de faisabilité concernant une solution régionale de diffusion cellulaire pour les pays insulaires du Pacifique.À l'occasion du 12ème Forum Asie-Pacifique pour le développement durable (APFSD), qui s'est tenu à Bangkok, l'UIT a coorganisé une manifestation parallèle sur le thème "Ne laisser personne de côté: promouvoir des alertes avancées inclusives et une coopération au développement plus large dans la région Asie-Pacifique". Cette manifestation, qui a été organisée en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la FICR, l'Ambassade du Japon en Thaïlande, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'OMM et l'UNDRR, a permis de souligner l'importance d'une réduction des risques de catastrophe au bénéfice de tous et d'un renforcement de la coopération. Lors de la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe (APMCDRR24) qui s'est tenue à Manille, le BDT a organisé un forum régional multi-parties prenantes sur la manière de tirer parti des progrès numériques pour la diffusion et la communication d'alertes avancées. La session, organisée en collaboration avec la GSMA, a mobilisé des coordonnateurs multisectoriels et des partenaires, et a permis de renforcer les capacités de mise en œuvre du pilier 3 de l'initiative EW4A dans la région.**Communauté des États indépendants**: dans la CEI, le BDT a aidé le Tadjikistan à devenir le premier pays de la région à organiser un atelier de consultation national pour évaluer les lacunes et créer une feuille de route pour les systèmes d'alerte avancée dans le pays.**Europe**: dans les Balkans occidentaux, un atelier d'accélération d'initiatives régionales sur le renforcement de la préparation aux situations d'urgence dans la région a permis de renforcer les capacités de la sous-région et de jeter les bases d'actions rationalisées visant à façonner une initiative sous-régionale couvrant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie. Cet atelier a permis le déploiement efficace de la diffusion cellulaire et la mise en place d'une assistance en faveur de la Macédoine du Nord et du Monténégro.En Moldova, l'UIT a contribué au renforcement des capacités du pays en réalisant une étude de faisabilité sur le déploiement et la mise en œuvre d'une solution de diffusion cellulaire permettant d'envoyer des messages d'alerte. Grâce à l'approbation de cette étude, le pays a pu obtenir des fonds supplémentaires pour mettre en œuvre la solution au niveau national.**– L'IA au service de l'initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All)**Le [sous-groupe "L'IA au service de l'initiative EW4All",](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/AI-Sub-Group-EW4All-.aspx) coordonné et dirigé par l'UIT, vise à étudier, à mettre en œuvre et à développer les applications d'IA à l'appui de l'initiative EW4All. Parmi les principaux partenaires et organisations concernés figurent l'UNDRR, l'OMM, la FICR, Google, Microsoft AI for Good Lab, Planet, l'Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), la GSMA, l'initiative "Data Insights for Social and Humanitarian Act" (DISHA) du programme Global Pulse des Nations Unies et le Groupe sur l'observation de la Terre (GEO). Ce sous-groupe est à l'origine du lancement d'initiatives pilotes d'IA dans divers pays afin de démontrer les avantages pratiques qu'apporte l'IA pour améliorer les systèmes d'alerte avancée. Il collabore avec une série de partenaires, dont la NASA, l'UCL, Google, la GSMA, Everbridge, Pelmorex et plusieurs universités. Pour assurer la réussite de la mise en œuvre, le sous-groupe forme des groupes de travail dédiés pour chaque projet pilote, réunissant des spécialistes techniques, des parties prenantes locales et des collaborateurs pertinents.L'un des projets pilotes de ce groupe est le développement d'un outil destiné à aider les pays à surveiller et à cartographier le nombre de personnes qui ne sont pas couvertes par les réseaux numériques. Produite en collaboration avec l'UIT, Microsoft, Planet et l'Institute for Health Metrics and Evaluation, cette technologie utilise l'IA pour analyser l'imagerie satellite et produire des cartes de densité de population à haute résolution afin de visualiser la connectivité sur la base de la [carte de connectivité en cas de catastrophe de l'UIT](https://dcm.itu.int/). Les premiers résultats sont disponibles pour le Vanuatu, Fidji, la République dominicaine, le Mozambique, la Somalie, le Soudan du Sud, Haïti et les Tonga, et le concept de cette technologie est présenté dans la carte mondiale des populations non connectées.Le BDT a également organisé un atelier intitulé "Prévoir l'avenir: l'IA dans les systèmes d'alerte avancée" lors du Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social, organisé par l'UIT en mai 2024. Lors du Sommet de l'avenir qui s'est tenu à New York en septembre 2024, l'UIT a organisé une manifestation sur le thème des coalitions permettant de mettre l'IA au service de la préparation en prévision des catastrophes et des interventions en cas de catastrophe dans le domaine humanitaire, en collaboration avec le programme Global Pulse des Nations Unies et le laboratoire d'innovation du Secrétaire général de l'ONU.Dans la perspective du Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social de 2025, l'UIT dirige le défi d'innovation consacré à l'IA au service de l'initiative EW4All, un hackathon mondial visant à exploiter la puissance de l'IA au profit des systèmes d'alerte avancée. Lancée en avril 2025, cette initiative vise à aligner des solutions innovantes fondées sur l'IA sur les quatre piliers de l'initiative EW4All. Les participants élaboreront des solutions d'IA pour remédier aux lacunes spécifiques qui ont été recensées dans ces quatre piliers, en tirant parti des capacités de l'IA pour améliorer la gestion et la prévision des risques de catastrophe ainsi que la communication et les interventions en cas de catastrophe. Ce défi relève du sous-groupe "L'IA en faveur de l'initiative "Alertes précoces pour tous"".En tant que membre de ce groupe, l'UIT élabore un catalogue de solutions IA. Il s'agit d'un répertoire en ligne d'outils, de modèles et d'applications d'IA présentant un intérêt pour les systèmes d'alerte avancée. Ce catalogue vise à classer les solutions en fonction de leur maturité, du type de risque et du cadre de l'initiative EW4All. Avant d'être ajoutées au catalogue, les solutions feront l'objet d'une évaluation par les pairs et d'une validation par le sous-groupe.II) Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP)Un plan national pour les télécommunications d'urgence (NETP) est un document global qui inclut le cadre réglementaire de la gestion des risques de catastrophe et identifie les actions spécifiques requises pour tirer parti des TIC à chaque phase du cycle de gestion des catastrophes. Le BDT continue d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des plans NETP dans toutes les régions, en fournissant une assistance ciblée, en organisant des ateliers et en réunissant toutes les principales parties prenantes pour favoriser les communications et la coordination avant, pendant et après les situations d'urgence.Le BDT a organisé une série **d'ateliers multi-parties prenantes nationaux sur l'élaboration de plans NETP**, qui constituaient dans leur ensemble des étapes cruciales pour assurer des communications fiables pendant les phases d'atténuation des catastrophes, de préparation en prévision des catastrophes, d'intervention en cas de catastrophe et de reprise après sinistre, en particulier en ce qui concerne les changements climatiques, les risques naturels et les pandémies. Le BDT a apporté son soutien à l'élaboration de plans NETP pour quarante et un pays de cinq régions:**États arabes**: le BDT a fourni un appui pour l'élaboration de plans NETP à Djibouti, aux Comores et en Mauritanie.**Asie-Pacifique**: le BDT a apporté son soutien à l'élaboration de plans NETP à Tuvalu. Au Bangladesh, l'UIT a lancé un programme d'assistance directe aux pays en vue de mettre en place le plan NETP ainsi que d'autres activités connexes dans le cadre de l'initiative EW4All.À Fidji, le BDT a appuyé l'organisation d'une réunion de groupe national sur les télécommunications d'urgence, qui a permis d'examiner un projet de plan national pour les télécommunications d'urgence et de présenter vingt-trois mesures pour examen. Au Pakistan, le BDT a collaboré avec la GSMA et l'UNICEF pour organiser un atelier sur le "rôle des télécommunications dans la préparation en prévision des catastrophes, les interventions en cas de catastrophe et la reprise après sinistre", qui portait sur les moyens d'améliorer la résistance du pays face aux catastrophes grâce aux technologies mobiles, de mettre à jour le plan NETP et d'évaluer l'efficacité des stratégies et des plans nationaux d'utilisation des TIC dans la réduction des risques de catastrophe grâce à un exercice de simulation théorique.Pour renforcer l'appui à la mise en place d'un plan NETP, l'UIT a signé un accord de coopération avec le Centre de coordination de l'ASEAN pour l'aide humanitaire dans le domaine de la gestion des catastrophes (Centre AHA). Cette démarche permettra de consolider le renforcement des capacités en matière de télécommunications d'urgence, en particulier en ce qui concerne l'élaboration de plans NETP, la formation à la mise au point d'exercices de simulation théoriques et l'utilisation des nouvelles technologies pour les interventions en cas de catastrophe.**Amériques**: le BDT, en collaboration avec le Groupe des télécommunications d'urgence, a organisé un atelier dans les Caraïbes qui a permis de renforcer la collaboration entre les parties prenantes en vue de l'application concrète des plans NETP, d'améliorer la capacité de mise en œuvre des systèmes d'alerte avancée et d'accroître les connaissances sur l'utilisation des équipements satellitaires de l'UIT.**Afrique**: le BDT a fourni un appui à l'élaboration des plans NETP en Guinée-Bissau, en Gambie, en Namibie, en Tanzanie, au Zimbabwe, à Cabo Verde, au Botswana, aux Seychelles et en Zambie. Cette initiative de soutien comprenait un certain nombre d'ateliers de renforcement des capacités concernant l'analyse de la situation en matière de plans NETP pour les pays d'Afrique de l'Ouest, dans le but de partager les bonnes pratiques.Au niveau régional, l'UIT a organisé des sessions de renforcement des capacités concernant l'analyse de la situation en matière de plans NETP pour les pays d'Afrique de l'Ouest, dans le but de diffuser les meilleures pratiques relatives à l'élaboration des plans NETP parmi les participants.La région a également bénéficié de l'élaboration de deux cadres NETP régionaux, l'un pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui couvre 16 pays (Angola, Botswana, Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République sudafricaine, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe) et l'autre pour les pays anglophones d'Afrique, dont 11 pays (Gambie, Ghana, Nigéria, Libéria, Sierra Leone, Kenya, Angola, Guinée équatoriale, Guinée, Sao Tomé‑et‑Principe, Cabo Verde).À la suite de l'atelier régional sur les plans NETP, l'UIT et le Secrétariat de la SADC ont organisé au Malawi un atelier sur la mise en œuvre du modèle NETP de la SADC et un atelier de sensibilisation à l'initiative EW4All. Cet atelier, auquel ont participé les États membres de la SADC, a fourni aux pays une plate-forme qui leur a permis d'évaluer leur état de préparation à la concrétisation et à la mise en œuvre du modèle NETP de la SADC.**Europe**: le BDT a fourni au Gouvernement de la Géorgie un appui à l'élaboration de recommandations relatives à l'établissement d'un plan NETP. Dans le cadre de cette activité, un document décrivant en détail la solution de diffusion cellulaire pour l'envoi de messages d'alerte a été ajouté à la série existante de produits livrables, ce qui a contribué à améliorer les cadres nationaux de préparation.III) Interventions en cas de catastrophe**– Déploiement des équipements de télécommunication**Au lendemain de catastrophes, le BDT a poursuivi ses travaux **sur les interventions en cas de catastrophe** et contribué à renforcer la capacité des États Membres à déployer rapidement des terminaux de télécommunication par satellite et à coordonner les interventions nationales après les catastrophes. Cet appui a été fourni grâce au positionnement préalable stratégique par le BDT d'équipements de télécommunications d'urgence par satellite dans diverses zones géographiques afin de réduire les délais d'intervention après une catastrophe.Le BDT a finalisé le positionnement préalable des équipements satellitaires dans les régions suivantes:• À Dubaï, pour couvrir les États arabes, l'Afrique, l'Asie et le Pacifique.• Au Zimbabwe, pour couvrir les États membres de la SADC.• À la Barbade, pour couvrir la région Amériques et les Caraïbes.Entre mai 2024 et avril 2025, des équipements satellitaires ont été déployés pour couvrir:• la **Jamaïque, Grenade, Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, pour appuyer les interventions après les ouragans;• le **Mozambique**, afin d'aider le gouvernement à remettre en état son infrastructure de Terre, endommagée par le cyclone Chido.Le BDT noue également des partenariats pour veiller à ce que les capacités des États Membres en matière de préparation en prévision aux catastrophes et d'intervention en cas de catastrophe soient renforcées. Le BDT a collaboré avec la GSMA pour organiser un atelier sur "le rôle des télécommunications dans la préparation en prévision aux catastrophes, les interventions en cas de catastrophe et la reprise après sinistre", dans le cadre de la Charte de la connectivité humanitaire de l'Association. Cet atelier visait à explorer les moyens d'améliorer la résistance du pays en cas de catastrophe grâce aux techniques mobiles, en mettant à jour le plan NETP et en évaluant l'efficacité des stratégies et des plans nationaux d'utilisation des TIC dans la réduction des risques de catastrophe grâce à un exercice de simulation théorique.Dans le cadre des efforts déployés récemment pour les interventions en cas de catastrophe, le BDT et Intelsat ont annoncé la conclusion d'un accord de coopération visant à améliorer la préparation en prévision des catastrophes et les interventions en cas de catastrophe grâce aux télécommunications par satellite. Aux termes de cet accord, Intelsat a fait don à l'UIT d'équipements VSAT (microstations terriennes) déployables et s'est engagé à fournir des services en cas de catastrophe. Intelsat a également dispensé une formation sur l'utilisation de ces équipements.**– Carte de connectivité en cas de catastrophe (DCM)**Dans les situations d'urgence, le BDT fournit un appui pour surveiller les insuffisances et les pannes de connectivité. Lancée en 2020 par l'UIT en collaboration avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) et la GSMA, la carte de connectivité en cas de catastrophe (DCM) fournit des informations en temps réel sur le type, le niveau et la qualité de la connectivité disponible sur le terrain lors de catastrophes. Hébergé par l''UIT, cet outil surveille les lacunes en matière de connectivité afin d'informer les premiers intervenants et d'appuyer leurs décisions stratégiques. Il montre également les zones qui ont besoin d'une assistance pour rétablir les liaisons de télécommunication, qui sont essentielles à la coordination efficace des interventions sur le terrain.En 2024 et en 2025, la Carte DCM a été activée pour fournir des données en temps quasi réel sur la connectivité dans les régions suivantes:• **Mozambique**: 3-24 mars 2024 (cyclone tropical Chido).• **Madagascar**: 26 mars – 9 avril 2024 (cyclone Gamane).• **Grenade et Saint-Vincent-et-les-Grenadines**: juin 2024 (ouragan Beryl).• **Kenya et Tanzanie**: 1er mai – 3 juin 2024 (cyclones tropicaux Hidaya et Idaly).• **Myanmar et Thaïlande**: 28 mars 2025 (tremblement de terre de magnitude 7,7 au Myanmar). | **Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP):****• États arabes**: Libye, Mauritanie, Comores et Djibouti.**• Asie-Pacifique**: Tuvalu.**• Europe**: pays des Balkans occidentaux.**• Afrique**: SADC et pays d'Afrique de l'Ouest.**Initiative "Alertes précoces pour tous" (EW4All):****• Afrique**: Libéria, Seychelles, Mozambique, Tanzanie, Ouganda.**• Amériques**: Barbade (en appui à la région Caraïbes), Grenade.**• Asie-Pacifique:** Bangladesh, Cambodge, Fidji, Lao (R.d.p.), Maldives, Népal, Tuvalu.**• États arabes**: Somalie.**• CEI**: Tadjikistan.**Déploiement d'équipements:****• Afrique**: Zimbabwe (plate‑forme pour les pays de la SADC)**• Amériques:** Barbade (en appui à la région Caraïbes), Grenade**• États arabes**: Dubaï (en appui à la région des États arabes et aux régions Afrique et Asie-Pacifique)**Pays les moins avancés (PMA)/ pays en développement sans littoral (PDSL) et petits États insulaires en développement (PEID) mobilisés ou aidés – Connectivité financièrement abordable:****• 46 PMA, PDSL et PEID, dont** 27 ont bénéficié d'une assistance technique.• Des cadres politiques et des supports de connaissance ont été élaborés dans 26 pays.• 6 pays ont bénéficié d'une assistance en matière de données et de statistiques.• **4 projets sont en cours dans le domaine thématique de la connectivité financièrement abordable**. |
| Réseau et infrastructure numérique***Résultat****: amélioration de l'infrastructure et des services de télécommunication/TIC, en particulier la couverture large bande.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Le BDT a apporté des contributions importantes dans toutes les régions en cartographiant et en analysant les infrastructures, ce qui a permis de mieux faire connaître les lacunes en matière d'infrastructures des TIC **dans plus de 25 pays de toutes les régions et d'améliorer la prise de décisions concernant la couverture large bande et la résilience**. Des recherches, des collectes et des traitements de données sur l'infrastructure des TIC ont été menés dans les régions Afrique, Amériques, la région des États arabes, la région Asie-Pacifique et la région de la CEI.Une analyse de la connectivité et des infrastructures a été présentée aux États Membres et des cartes des infrastructures ont été réalisées sur des aspects spécifiques tels que les besoins des [écoles en matière de connectivité](http://www.itu.int/go/schoolconnectivity) pour les pays sélectionnés dans le cadre des projets du BDT, ce qui a permis de **renforcer les efforts déployés pour cartographier le large bande à l'échelle mondiale**.De mai 2024 à mars 2025, avec l'appui du Ministère des sciences et des TIC de la République de Corée (MSIT), le BDT a organisé des ateliers et des sessions de formation pratiques sur la cartographie, l'analyse et la planification des infrastructures TIC pour l'Uruguay, l'Algérie, l'Indonésie, la Malaisie, la République dominicaine et le Tadjikistan. Les ateliers ont permis **d'améliorer les connaissances théoriques et les compétences pratiques** des participants concernant l'application des outils des systèmes d'information géographique (SIG) à l'analyse et à la planification de la connectivité. L'atelier organisé en Uruguay et en République dominicaine **incluait une analyse des infrastructures nationales et a permis de renforcer les capacités des États Membres à élaborer des cadres de cartographie des infrastructures TIC**. En outre, une assistance initiale a été fournie à Sao Tomé-et-Principe pour l'analyse des infrastructures scolaires, qui a ensuite donné lieu à un projet distinct.En **Afrique**: dans le cadre du projet Giga sur la connectivité dans les écoles (Sao Tomé-et-Principe), le BDT a réalisé une étude de faisabilité sur différentes solutions de connectivité, qui incluait une analyse des coûts et de la tarification de la connectivité, y compris un budget complet du coût de la connexion de toutes les écoles à l'Internet. Dans le cadre du même projet, une formation sur la cartographie de l'infrastructure numérique a été dispensée à Sao Tomé-et-Principe, qui a **permis de faire prendre mieux conscience de l'importance de l'utilisation des données sur les télécommunications/TIC pour stimuler les investissements en faveur d'une connectivité universelle et efficace** dans le pays**, et transmettre l'état des connaissances à ce sujet**. Cette manifestation, à laquelle ont participé des parties prenantes clés relevant de l'autorité de réglementation générale AGER, du gouvernement ainsi que des secteurs de l'éducation et des télécommunications, a permis de souligner l'importance de l'organisation et de l'utilisation des données géospatiales sur les télécommunications/TIC ainsi que de passer en revue et de valider les informations existantes disponibles en collaboration avec l'AGER et les opérateurs nationaux du pays.Le BDT a joué un rôle déterminant en encourageant l'utilisation des outils des systèmes d'information géographique (SIG) pour résoudre les problèmes complexes liés à la fourniture d'une connectivité dans les zones les plus difficiles. Un kit pratique sur la cartographie des infrastructures TIC est disponible à l'adresse suivante: <https://bbmaps.itu.int/toolkit>.En ce qui concerne les technologies nouvelles et dans le but de favoriser leur adoption effective par les pays en développement dans l'intérêt de la société, le BDT dirige, avec l'appui du projet MSIT/Corée, [un nouveau programme](https://www.itu.int/go/emergingtech) axé sur l'élaboration de formations sur l'IA et la promotion de cas d'utilisation de l'IA pour le développement de réseaux. Ce programme a servi de support à la session "[Technologies porteuses de transformations: une analyse approfondie de l'intelligence artificielle au service de la connectivité](https://www.itu.int/itu-d/meetings/global-youth-summit-25/programme/schedule/session-details/?sessionid=13#/fr)" lors du Sommet mondial sur la jeunesse de 2025 (GYS-25) organisé à Varadero (Cuba). Les intervenants ont fourni des informations utiles, chacun offrant un angle différent sur la façon dont l'IA remodèle le monde.Le BDT prépare actuellement le premier cours technique sur l'intelligence artificielle, qui vise à fournir aux membres de l'Union une initiation sur cette technologie appliquée au développement des infrastructures TIC, et qui sera dispensé au deuxième trimestre de 2025.En ce qui concerne le renforcement des capacités dans le domaine des **infrastructures et du spectre**, le BDT a dispensé, par l'intermédiaire de l'Académie de l'UIT, plusieurs cours en ligne gratuits à suivre en autoformation, à savoir:• [Introduction à la cartographie du large bande](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping-0#/fr): cette formation rassemble des informations sur la prise en main des systèmes d'information géographique appliqués à l'analyse des lacunes des réseaux de TIC et à la planification de ces réseaux, entre autres concepts de base et pratiques.• [Formation avancée sur la cartographie du large bande – autoformation](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/business-planning-ict-infrastructure-development#/fr): cette formation fait suite à la formation existante "Introduction à la cartographie du large bande" et complète celle-ci en abordant des sujets plus pointus, notamment: 1) la gestion des données géospatiales; 2) des outils géospatiaux avancés pour l'analyse des infrastructures; 3) un cadre de données ouvertes sur la fibre.• [Planification des activités pour le développement des infrastructures TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/business-planning-ict-infrastructure-development#/fr): ce cours offre aux régulateurs, aux décideurs et aux parties prenantes une approche pratique permettant d'évaluer économiquement avec précision les plans d'installation et de déploiement des infrastructures large bande, sur la base du kit pratique de l'UIT pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC – réseaux 5G.• [Les fondamentaux de la réglementation des satellites à l'échelle mondiale: principes clés, paysage institutionnel et rôle de l'UIT | Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/global-satellite-regulation-essentials-key-principles-institutional-landscape-and-role-itu#/fr): ce cours présente les principes fondamentaux de la réglementation relative aux projets de systèmes à satellites qui régissent l'utilisation et la gestion du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites de satellites associées. Des scénarios pratiques et des études de cas illustrent l'application de cette réglementation dans des situations réelles.• [Initiation à la gestion du spectre](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-spectrum-management-1#/fr): cette formation, élaborée en 2024, constitue une initiation à la gestion de la ressource du spectre des fréquences, qui est le fondement de toutes les applications mobiles.• Présentation de la cartographie des infrastructures à l'Académie de l'UIT, axée sur la "Réglementation du numérique pour la région Afrique", disponible à l'adresse suivante: [https://academycourses.itu.int/course/view.php?id=1832&section=2](https://academy.itu.int/cas/login?service=https%3A%2F%2Facademycourses.itu.int%2Flogin%2Findex.php#/fr).Le BDT a également organisé des interventions de renforcement des capacités, notamment des ateliers de cartographie des TIC et une formation à suivre à son rythme sur la [cartographie et la planification des infrastructures](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping#/fr) dans le cadre du projet conjoint de l'UIT et du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO), ce qui a permis de **développer la capacité des États Membres à renforcer la connectivité des zones rurales et mal desservies**.En outre, dans le cadre de ce projet, une formation à suivre à son rythme sur la [cartographie et la planification des infrastructures](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-broadband-mapping#/fr) a été lancée sur le portail de l'Académie de l'UIT et a **permis à 440 professionnels des TIC de renforcer leurs connaissances**.Le BDT continue d'aider les États Membres à mettre en œuvre les décisions des conférences mondiales et régionales de l'UIT, notamment en ce qui concerne la planification du spectre, la coordination des activités entre les membres de l'UIT, l'échange de connaissances, la tenue à jour des outils logiciels et la prise en charge plus efficace par les administrations des pays en développement de leurs responsabilités en matière de gestion du spectre.En vue de la CMDT-25, dans le cadre des réunions des commissions d'études (CE) et des groupes de travail (GT), le BDT recueille régulièrement des informations pertinentes et élabore des documents et d'autres contributions ou produits pertinents pour la CMDT, les réunions des CE et les réunions des GT de l'UIT qui tiennent compte des besoins particuliers des pays en développement en matière de gestion du spectre. La soumission de propositions à la CMDT-25 est un moyen de garantir que les besoins actuels des pays en développement en matière de gestion du spectre sont dûment pris en compte.Grâce à l'**assistance directe fournie aux États Membres dans le domaine de la gestion du spectre**, le BDT **a sensibilisé les décideurs nationaux** aux moyens **d'assurer une gestion efficace du spectre au service du développement économique et social**.En 2024, une assistance a été fournie à la Gambie dans le domaine de la stratégie et de la réglementation relatives au spectre. Le projet de planification des fréquences pour la radiodiffusion audionumérique (DAB) dans la bande 174-230 MHz a été lancé en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie, et un groupe de travail technique du BDT et des trois pays concernés est en cours de création. Le projet sur l'amélioration de l'environnement réglementaire de la gestion du spectre, qui vise essentiellement à développer les tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences (NFAT), a été lancé en faveur de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et des pays insulaires de la région Pacifique (Nauru, Vanuatu et Palau).En ce qui concerne les **systèmes informatisés de gestion et de contrôle des fréquences**, le BDT continue d'améliorer le logiciel SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) et fournit l'assistance et la formation nécessaires à sa mise en œuvre. En outre, le BDT donne des avis spécialisés aux pays en développement sur leur participation à des activités de contrôle des émissions radio régionales ou internationales, et aide les administrations à mettre en place des systèmes régionaux de contrôle des émissions radio. En 2024 et début 2025, la mise à jour de l'outil logiciel SMS4DC sur la base des résultats de la Conférence mondiale des radiocommunications de 2023 (CMR-23) a été achevée. Les exigences et les conditions relatives à la migration de la base de données Oracle du logiciel SMS4DC vers la plate-forme SQL sont en cours d'évaluation.Le BDT continue de fournir un appui pour le développement de l'outil logiciel de la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCM4A). La première série de modules logiciels a été fournie et une formation a été dispensée à l'intention des administrations d'Afrique concernées en mars 2025. La méthode HCM4A a pour principal objectif d'organiser des séminaires spécialisés de l'UIT, afin d'aider les responsables de la gestion des fréquences à acquérir une connaissance approfondie des tendances réglementaires modernes en matière de gestion du spectre, et d'échanger des connaissances sur les technologies nouvelles et les méthodes d'utilisation du spectre qui visent à améliorer l'efficacité d'utilisation du spectre et sa rentabilité, dans le cadre de formations, de séminaires et d'expériences nationales.En collaboration avec l'Académie de l'UIT et les centres d'excellence, le BDT a lancé le programme UIT complet de formation à la gestion du spectre (SMTP). Le projet de modification des "**Lignes directrices relatives aux système national de gestion du spectre pour les pays en développement**" a été lancé en septembre 2024 et le BDT a grandement contribué à la diffusion de connaissances et au partage de données d'expérience sur l'élaboration et la tenue à jour de tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences dans le cadre de trois ateliers régionaux de l'UIT.Concernant la connectivité spatiale et la connectivité par satellite, le BDT a dispensé un cours de formation en ligne sur les **fondamentaux de la réglementation mondiale des satellites: principes clés, paysage institutionnel et rôle de l'UIT**.Le BDT a également organisé des ateliers sur la connectivité spatiale et par satellite en collaboration avec le Secteur des radiocommunications à Saint George (Grenade) et en Mongolie, et a participé à des manifestations sur l'espace en Arabie saoudite.**En Afrique**: le projet portant sur des systèmes de cartographie du large bande en Afrique, soutenu par la Commission européenne, a été lancé. Il vise à aider les pays à établir et à améliorer leurs systèmes de cartographie des infrastructures afin d'encourager l'investissement et la transformation numérique dans l'ensemble de l'Afrique. Il profitera dans un premier temps à 11 pays: Bénin, Botswana, Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Malawi, Nigéria, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Une réunion de lancement pour la mise en œuvre des activités du projet a été organisée les 26 et 27 mars 2025, afin de présenter la situation de chaque pays bénéficiaire en matière de cartographie des infrastructures et de définir les prochaines étapes pour chacun d'entre eux.En vue de renforcer la collaboration avec les associations régionales de régulateurs dans les domaines d'intérêt commun, l'UIT et l'Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO) ont signé une lettre commune pour soutenir une collaboration concrète et un plaidoyer commun sur la collecte et la gestion des données relatives aux infrastructures et la cartographie de ces dernières pour la prise de décision, afin de parvenir à une connectivité financièrement abordable pour tous. La collaboration se poursuivra afin d'étudier le partage d'informations sur les ressources disponibles pour renforcer les capacités en matière de cartographie des infrastructures et du large bande et d'organiser, au besoin, une formation conjointe à l'intention des États Membres. Un atelier technique conjoint s'est tenu lors de la réunion du Groupe de travail sur le développement des infrastructures de l'ARTAO en Gambie en juin 2024.**Dans la région des** **États arabes**: l'atelier régional de l'UIT "Vers une connectivité universelle et efficace pour la région des États arabes" a été organisé par le BDT en collaboration avec Algérie Télécom, sous le haut patronage du Ministère des postes et des télécommunications à Alger. Cet atelier a rassemblé 278 participants (dont 24% de femmes), parmi lesquels figuraient des représentants de haut niveau, issus d'un large éventail de parties prenantes, notamment des décideurs, des régulateurs, des dirigeants du secteur privé, des universitaires et des organisations régionales et internationales, qui se sont attachés à examiner le développement des infrastructures ainsi que les défis urgents et les possibilités qui s'offrent pour parvenir à une connectivité universelle et efficace dans la région des États arabes. La manifestation a permis d'encourager le partage des connaissances, d'étudier des solutions collaboratives, de mettre en avant des approches innovantes et de **promouvoir la cartographie du large bande et la collaboration multi-parties prenantes, dans le but de stimuler la transformation numérique grâce à des données factuelles et à la mobilisation de multiples parties prenantes**. L'atelier a ouvert la voie à des partenariats percutants et à des stratégies concrètes favorisant une connectivité durable, universelle et efficace dans l'ensemble de la région.**Dans la région Asie-Pacifique**: avec l'appui du MSIT RoK, des formations nationales sur la planification, la cartographie et l'analyse des infrastructures large bande ont été dispensées en Indonésie (17-18 février 2025) et en Malaisie (20-21 février 2025). Grâce à une approche pratique reposant sur des outils à code source ouvert, les participants de différents services gouvernementaux ont acquis des compétences en matière de collecte, d'analyse et de visualisation de données sur les infrastructures TIC, ainsi que de planification et d'optimisation des réseaux large bande. Ces formations ont permis de renforcer les compétences des participants pour identifier les disparités en matière de connectivité, planifier des projets d'infrastructure et prendre des décisions fondées sur des données en vue d'étendre l'accès au large bande aux zones non connectées ou peu connectées.Avec l'appui du Ministère des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts de l'Australie, un cours magistral sur le développement d'une radiodiffusion inclusive et intelligente a été organisé par le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique lors du 19ème Sommet des médias asiatiques de 2024. Cette manifestation était organisée par l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion (AIBD). Elle a encouragé l'adoption de nouvelles technologies et stratégies dans les services de production et de distribution et dans d'autres services de radiodiffusion au service du développement durable.Atelier de l'UIT sur les Tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences pour la Région 3 (RR), 28-31 mai 2024, Shanghai (République populaire de Chine). Cet atelier a réuni 70 participants de 10 pays qui ont débattu des difficultés liées à l'attribution de bandes de fréquences à l'échelle régionale. Il a eu pour principal résultat d'harmoniser les tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences, afin d'améliorer la connectivité transfrontière dans la Région 3 au profit de plus de 500 millions d'utilisateurs d'ici à 2030. Le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique a veillé à ce que les travaux du BDT sur la gestion nationale du spectre soient présentés convenablement, avec une mise en valeur du Système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) en tant que principal outil national d'automatisation de la gestion du spectre, et des informations sur les principales activités du Bureau régional et les solutions d'assistance directe aux pays en ce qui concerne les questions de gestion nationale du spectre et de contrôle des émissions radioélectriques.Formation sur le Système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC), du 29 avril au 2 mai 2024, Vanuatu. L'UIT a organisé une formation sur le logiciel SMS4DC à l'occasion de la 28ème Assemblée générale annuelle de l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) à Vanuatu. Des participants de 10 petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique ont été formés à l'automatisation des processus de gestion du spectre. La formation a donné satisfaction, et les participants ont renforcé leurs capacités techniques en vue de gérer efficacement le spectre à l'aide du système SMS4DC.Réunion du groupe des utilisateurs de Syniverse en Asie-Pacifique, 8 et 9 mai 2024, Bangkok (Thaïlande). L'UIT était présente à la réunion du groupe des utilisateurs de Syniverse en Asie-Pacifique, qui avait pour objet d'examiner les principaux catalyseurs du déploiement de la 5G dans la région Asie-Pacifique, d'analyser des données et d'échanger des données d'expérience tirées de la région. La manifestation était organisée par Syniverse Technologies (China) Limited, nouveau Membre du Secteur de l'UIT-D. L'UIT a souligné l'importance d'utiliser des données statistiques pour orienter l'adoption de la 5G et les décisions réglementaires.Sommet Asie-Pacifique sur les TIC, 14 août 2024, Bangkok (Thaïlande). L'UIT a présenté les principales conclusions du rapport "5G Enabler" ("Catalyseur de la 5G"), qui examine les principaux facteurs influant sur le développement de la 5G dans la région Asie‑Pacifique. Cette manifestation a permis de renforcer la collaboration entre l'UIT et Huawei à l'appui de la transformation numérique dans la région.Réunion virtuelle de l'équipe stratégique de l'AIBD, 14 mars 2024. L'UIT a participé, en qualité de conseiller, à la réunion de l'équipe stratégique de l'AIBD, qui a rassemblé des radiodiffuseurs et des partenaires de la région Asie-Pacifique. Les discussions ont porté sur l'examen des activités et des projets menés par l'AIBD et sur la définition d'initiatives futures. La participation de l'UIT a mis en évidence la collaboration dans le secteur de la radiodiffusion visant à renforcer la transformation numérique et à améliorer l'élaboration de politiques dans la région.Les 1er et 2 octobre 2024, l'UIT et le Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (ITTLLDC), s'appuyant sur leur collaboration fructueuse de 2023, ont organisé conjointement un séminaire à Oulan-Bator (Mongolie), avec l'appui du Ministère des infrastructures, des transports, du développement régional, des communications et des arts de l'Australie, afin de mettre en lumière et d'examiner la manière dont les services spatiaux et satellitaires peuvent assurer une connectivité financièrement abordable, résiliente et universelle. Au programme de la manifestation figuraient 10 études de cas de pays et des sessions consacrées à la réglementation sur les satellites et aux politiques spatiales au niveau national. Une cinquantaine de participants de plus de 15 pays ont participé à la manifestation en présentiel. La session prévoyait également un segment Partner2Connect (P2C) durant lequel, pour la première fois, des entités mongoles ont présenté des engagements. Les engagements liés à la connectivité et aux satellites ont également été mis en avant pour que les délégués et les pays expriment leur intérêt, afin de faciliter les éventuelles mises en relation entre les orateurs et les participants.À l'invitation de la Commission malaisienne des communications et du multimédia, le BDT a participé à la série Perspectives numériques de 2024, sur le thème "Innovations orbitales: dévoiler l'avenir des communications par satellite", en octobre 2024. Le BDT a présenté les mécanismes internationaux de réglementation des communications par satellite, notamment les décisions de la CMR-23 et les points de l'ordre du jour de la CMR-27 concernant les communications par satellite, y compris les communications des satellites non géostationnaires (non OSG), des réseaux autres que les réseaux de Terre (NTN) et des plates‑formes à haute altitude en tant que stations de base des Télécommunications mobiles internationales (HIBS). Les principaux résultats de la manifestation UIT-ITTLLDC 2024 concernant les politiques et les réglementations spatiales nationales ont également été présentés dans le cadre des résultats de la session.En octobre 2024, le BDT a participé à l'atelier de clôture du projet de l'ASEAN sur les indications relatives au contrôle évolué du spectre concernant les technologies large bande mobile, organisé à l'intention des États Membres de l'ASEAN et lancé par l'Indonésie en 2022. Le BDT a présenté les dernières tendances en matière de contrôle des fréquences radioélectriques, y compris l'utilisation de l'IA, de l'analyse fondée sur l'apprentissage profond et du contrôle participatif. L'UIT a également présenté ses recommandations concernant l'élaboration d'accords régionaux pour atténuer les problèmes de brouillages radioélectriques transfrontières. Les résultats de l'atelier et du projet seront présentés aux réunions des Ministres des télécommunications et des technologies de l'information (TELMIN) aux fins de l'élaboration du cadre de développement des TIC à l'horizon 2025 de l'ASEAN.En appui à l'objectif de l'initiative régionale 3 pour l'Asie-Pacifique et, en particulier, le résultat attendu 6, le BDT a aidé le BR à organiser un [séminaire régional des radiocommunications pour l'Asie-Pacifique en septembre 2024 au Samoa](https://www.itu.int/en/ITU-R/seminars/rrs/rrs-24-asia%26pacific/Pages/default.aspx). En plus d'avoir apporté son concours à l'organisation, le BDT a échangé des bonnes pratiques fondées sur les solutions d'assistance qu'il a fournies concernant le passage de l'analogique au numérique, et a abordé les services fournis dans le cadre de la gestion nationale du spectre, y compris l'automatisation permise par le système SMS4DC.**Dans la CEI**: **la capacité des États Membres à assurer la gestion du spectre a été renforcée** grâce au premier séminaire régional UIT/OMM organisé dans le monde sur le thème "Observations de la Terre aux fins de la réalisation des Objectifs de développement durable: technologies, spectre, applications et incidences". Ce séminaire, auquel ont participé plus de 100 spécialistes, a été organisé juste avant la réunion des groupes de travail de la Commission d'études 7 de l'UIT-R à Almaty (Kazakhstan).**Une table ronde sur la technologie VoLTE (voix sur LTE) a été organisée à Tachkent (Ouzbékistan)**. Au cours de la table ronde, les opérateurs ont fait le point sur la situation des services VoLTE et discuté du lancement sur le marché de nouveaux services de voix sur WiFi (VoWiFi). Les participants ont également examiné les aspects techniques et les stratégies de mise en œuvre des modèles d'itinérance dans la technologie VoLTE, en se concentrant sur le routage domestique S8 (S8HR) et le "local breakout" (LBO).À la demande des États Membres, l'UIT a commencé à mettre au point un **programme de renforcement des capacités intitulé "L'avenir de la connectivité"**. L'année 2024 a été marquée par des consultations approfondies avec les parties prenantes de la région et l'élaboration de matériels didactiques. Des formations nationales devraient être organisées en 2025, avec la tenue d'un premier atelier en mars 2025 à l'intention des autorités chargées des politiques et de la réglementation et des acteurs du secteur arménien.À l'occasion de la Conférence annuelle Digital Almaty, le BDT a aidé Intersputnik à organiser un atelier intitulé "Les activités spatiales dans les réalités modernes". Cette manifestation a offert une occasion unique d'échanger des bonnes pratiques concernant l'élaboration ou l'amélioration d'une législation nationale relative aux activités spatiales, tout en examinant les problèmes liés aux politiques nationales d'accès aux marchés pour les systèmes à satellites. Cette manifestation a bénéficié d'une participation élevée de la communauté des télécommunications par satellite et a été très appréciée par les membres.En mars 2025, un atelier et une formation sur les infrastructures TIC ont été organisés au Tadjikistan. Cette manifestation visait à aider la République du Tadjikistan à assurer une connectivité intégrale et durable. L'atelier était spécialement conçu pour être axé sur les travaux de cartographie, d'analyse et de planification des infrastructures de TIC. Il a permis d'améliorer les compétences théoriques et pratiques des participants en matière de collecte de données sur les infrastructures TIC, d'identification des zones mal desservies, d'application d'outils SIG et d'utilisation de modèles de connectivité pour tester et comparer certains scénarios de connectivité. Les participants ont reçu d'abondantes connaissances sur la manière d'explorer des solutions de connectivité réalisables et de prendre des décisions éclairées sur la base des données disponibles.Un atelier sur le déploiement de la 5G a été organisé à l'intention des éducateurs et des professeurs à l'Université technique d'État de la République kirghize en avril 2025, ce qui a permis aux participants de mieux connaître les spécifications techniques et le déploiement des technologies 5G, ainsi que de renforcer leur capacité de mettre à niveau leur matériel didactique.**Dans la région** **Amériques**: dans le cadre du programme Giga sur la connectivité dans les écoles, il a été envisagé d'établir une meilleure cartographie des écoles à Trinité-et-Tobago, au Belize, au Suriname et dans les pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO). Un atelier national de formation sur les cartes du large bande et les systèmes d'informations géographiques de l'UIT s'est tenu en Uruguay.Une série d'ateliers en ligne ont été organisés à ce sujet, avant la tenue de l'atelier de l'UIT et de la Commission européenne concernant l'outil d'assistance technique et d'échange d'informations TAIEX pour la mise en œuvre de la 5G.**En Europe**: le Monténégro a bénéficié d'une assistance dans le cadre de l'élaboration d'un plan national de développement des réseaux d'accès à l'Internet large bande. Ce plan a été officiellement présenté au Ministère du développement économique en septembre dernier et décrit la vision stratégique, les objectifs poursuivis et les résultats attendus. Élaboré sur la base de recherches et de consultations avec les parties prenantes, le plan national a pour objectif d'élargir l'accès à l'Internet large bande à haute capacité dans tout le pays entre 2025 et 2029, tout en tenant compte de la modernisation des infrastructures, de la conformité aux réglementations, de la facilitation des investissements, ainsi que de la nécessité de connecter les zones rurales et les zones mal desservies. | **Cartographies du large bande:****• Amériques**: Uruguay.**• États arabes**: Algérie.**• Asie-Pacifique**: Indonésie, Malaisie.**• Europe**: Albanie, Moldavie, France, Italie, Portugal, Roumanie, Chypre, Croatie, Slovénie, Lituanie.**• CEI**: Azerbaïdjan, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Fédération de Russie, Tadjikistan, Ouzbékistan. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 136 de la PP; 34, 43 et 66 de la CMDT; 646 et 647 de la CMR; Questions 1/1, 3/1, 5/1, 4/2 |

|  |
| --- |
| Priorité 2 de l'UIT-D: Transformation numérique*Accélérer la transformation numérique grâce à l'entrepreneuriat dans le secteur des TIC et aurenforcement de l'innovation en matière de TIC dans l'écosystème des TIC* |
| Écosystème de l'innovation numérique***Résultat****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC et la généralisation du numérique dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Le BDT a continué à aider les États Membres à **accélérer la transformation numérique**, en fournissant des outils pour l'élaboration de politiques en faveur de l'innovation et du développement des écosystèmes, en proposant des activités de renforcement des capacités, en apportant une assistance technique et en mettant en œuvre des projets visant à promouvoir l'innovation. Le BDT a achevé l'élaboration de sept manuels, qui constituent des cadres et des outils complets pour le développement d'écosystèmes et la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, notamment pour la prospective stratégique, l'expérimentation de politiques, la mise en place d'initiatives écosystémiques, la croissance des start-up et des petites et moyennes entreprises (PME), l'innovation dans le domaine des technologies ouvertes, la communication stratégique, les partenariats et la mobilisation des ressources.**Dans la région des États arabes**: le processus de mise au point du profil d'innovation numérique de Bahreïn a été achevé, processus au cours duquel une évaluation complète de l'écosystème a été effectuée et des recommandations essentielles visant à faire passer l'écosystème au niveau supérieur ont été présentées. En outre, des profils d'innovation numérique pour le Qatar et la Jordanie sont en train d'être établis et devraient être achevés respectivement aux premier et deuxième trimestres de 2025. L'élaboration d'un profil d'innovation numérique a également été initiée pour la Palestine.**Dans la CEI**: une assistance spécialisée en matière d'innovation numérique et de création d'un écosystème de start-up est actuellement fournie au Kirghizistan. Le Service de la propriété intellectuelle et de l'innovation du Kirghizistan, en sa qualité d'autorité publique responsable, évalue actuellement avec l'appui d'experts de l'UIT la situation générale de l'écosystème de l'innovation et des start-up dans le pays et élabore un programme de formation spécial à l'intention des responsables des accélérateurs de start-up, qui seront chargés d'élaborer et de lancer des programmes d'accélération. Les résultats de ce programme ont été présentés lors du Forum régional sur le développement pour la région de la CEI 2025.**En Europe**: afin d'aider au mieux l'Albanie à accélérer l'innovation numérique, un rapport sur la mise en œuvre du profil d'innovation numérique est également en passe d'être achevé; celui-ci met l'accent sur des suggestions pratiques visant à aligner le profil d'innovation numérique sur la stratégie de spécialisation intelligente du pays et le programme de réforme du pays pour la période 2024-2027.Afin de soutenir l'écosystème de l'innovation de Malte, un rapport intitulé "Paysage de l'innovation de Malte: bonnes pratiques et orientations futures" a été élaboré dans le cadre du Forum mondial de l'innovation de 2024 et est sur le point d'être achevé. Ce rapport est axé sur la Vision économique de Malte à l'horizon 2031, dont il expose en détail l'alignement sur les priorités nationales et régionales et l'accent sur l'innovation, la croissance économique, la durabilité et l'agilité. Il se penche également sur les bonnes pratiques au sein de l'écosystème de l'innovation de Malte, en analysant les contributions de six groupes de parties prenantes essentiels: le secteur public, le secteur privé, les institutions financières, les établissements universitaires, les réseaux de soutien aux entrepreneurs et les entrepreneurs. Enfin, le rapport donne un aperçu de l'orientation future de Malte et vise à inspirer ainsi d'autres pays à bâtir des écosystèmes compétitifs et résilients capables d'exercer une influence mondiale.**En Afrique**: l'UIT a organisé un atelier de cocréation et de validation sur l'écosystème de l'innovation du Zimbabwe et une manifestation de mobilisation des parties prenantes en septembre 2024. Les travaux d'évaluation des profils numériques pour le Mozambique et la Zambie ont commencé. En mars 2025, dans le cadre du projet "Construire les bases de VaMoz Digital!", un atelier technique national sur le profil d'innovation numérique s'est tenu à Maputo pour parachever le profil d'innovation numérique du Mozambique.Le BDT a publié une nouvelle série de rapports prospectifs stratégiques, à commencer par le premier rapport destiné à façonner l'avenir de l'éducation. Il est prévu d'élaborer d'autres rapports, dont deux pour le G20 et un pour la Commission des communications, des sciences et des technologies de l'Arabie saoudite. Ces rapports présentent des capacités améliorées de recherche de tendances, qui peuvent aider les pays à s'orienter dans un environnement en mutation.Le BDT a continué de mettre en œuvre l'Alliance de l'innovation et de l'entrepreneuriat au service du développement du numérique. Grâce au Centre d'accélération de l'UIT, une formation sur un service de développement d'initiatives pour la conception, la validation et l'écosystème en vue de la transformation numérique durable au Malawi a été organisée. Le plan pour le Centre a fait l'objet de discussions en collaboration avec les parties prenantes de l'écosystème, afin d'en définir la vision, la mission, le modèle de fourniture de service, la stratégie, les ressources humaines, les partenariats, la mobilisation des ressources et les cadres de gouvernance. La conception et la validation du centre d'accélération de l'UIT ont également été réalisées en Tanzanie, en Zambie, au Kenya, en Chine, en République dominicaine et en Argentine. De plus, en collaboration avec le BDT, le Gabon a officiellement lancé son Centre d'accélération de l'UIT en septembre 2024. Les travaux sont en cours pour achever et lancer tous les centres offrant des services en 2025.À la suite de nouvelles demandes de pays et d'une nouvelle validation, le BDT a accepté deux nouveaux centres dans l'Alliance, l'un du Département des communications et des technologies numériques de République sudafricaine et l'autre de la Commission des communications, de l'espace et de la technologie d'Arabie saoudite. La nouvelle approche adoptée par le BDT en matière d'acceptation des candidats pour de nouveaux centres sera progressive et fondée sur les capacités et l'appui disponibles pour les déployer.Le rapport complet sur les travaux de l'Alliance est disponible dans le [Rapport du GCDT](https://www.itu.int/md/D22-TDAG32-C-0010/).L'Accélérateur d'initiatives régionales, financé par le Fonds de collaboration UIT-MIIT Chine, a été lancé à Chongqing (Chine) à l'occasion de la conférence annuelle UIT-MIIT. Cette initiative pilote vise à démontrer de nouvelles possibilités d'améliorer la mise en œuvre des priorités régionales en donnant le coup d'envoi à l'idéation et à la définition d'initiatives régionales et de concepts de projet. La première édition, qui s'est déroulée du 3 au 5 février 2025 à Podgorica, au Monténégro, était axée sur l'initiative RI‑EUR2 et comprenait plus de 45 participants de cinq pays des Balkans occidentaux. Le projet a donné lieu à l'élaboration de cinq concepts d'une valeur totale de 20 millions de dollars. La prochaine édition doit se tenir dans la région Asie‑Pacifique le 27 avril, et le BDT prévoit d'en organiser d'autres avec les pays en développement.Le BDT fournit également un appui au Gouvernement de la République sudafricaine, qui consiste à aider le président sudafricain du G20 à faire de l'écosystème de l'innovation numérique une priorité et à participer à l'élaboration de deux rapports prospectifs intitulés "Façonner l'avenir des PME" et "Façonner un écosystème africain de capital-risque pour un financement équitable".L'UIT, en partenariat avec le FNUAP au Bénin, a participé à la conception et à l'élaboration d'un plan de mise en œuvre et des prochaines étapes pour le projet "Développer et entretenir des écosystèmes de l'innovation numérique durables propres à améliorer la résilience et l'autonomisation des jeunes au Bénin grâce à une approche solide des considérations hommes‑femmes". Le kit pratique sur les procédures opérationnelles normalisées a été approuvé. | **Stratégies, politiques et feuille de route pour le développement de l'écosystème de l'innovation et profils d'innovation numérique:****• Afrique**: Zambie, Mozambique.**• États arabes**: Bahreïn, Qatar, Jordanie, Palestine.**Pays les moins avancés (PMA)/pays en développement sans littoral (PDSL) et petits États insulaires en développement (PEID) mobilisés ou aidés – Transformation numérique:**• 37 PMA, PDSL et PEID ont bénéficié d'un soutien.• 17 pays ont bénéficié d'une assistance technique.• Des cadres politiques et des supports de connaissance ont été élaborés dans 22 pays.• Des séances de sensibilisation ont été menées dans 6 pays.• 8 projets sont en cours. |
| **Projets et initiatives d'accélération de l'innovation numérique** |
| Écosystème de l'innovation numérique***Résultat****: renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT dans le domaine des télécommunications/TIC pour favoriser la transformation numérique.* |
| Le BDT continue de renforcer les capacités humaines et institutionnelles des États Membres pour innover et appuyer la transformation numérique.Une attention particulière est accordée aux capacités humaines des jeunes par l'intermédiaire d'activités de coopération avec le soutien des établissements universitaires membres et d'autres parties prenantes intéressées.**Dans la CEI**: en mai 2024, l'UIT a organisé un **concours d'idées consacré à la création de start-up à l'intention des étudiants et des jeunes professionnels à Khodjent (Tadjikistan)**. Pendant deux jours, les participants ont bénéficié d'une formation intensive sur la production d'idées, l'élaboration de modèles économiques, la rédaction d'argumentaires convaincants, les discussions avec les investisseurs et la mise en relation avec leurs publics cibles. Des experts du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan ont partagé leurs points de vue sur les écosystèmes de start-up dans leurs pays respectifs et mis en avant les possibilités qui s'offrent aux nouvelles entreprises à différents stades, de l'idéation à l'obtention d'un produit minimum viable et à la conquête de leurs premiers utilisateurs. Le deuxième jour, les participants ont présenté leurs idées lors d'une session de présentation. Six équipes ont présenté leur concept d'entreprise à un jury et à d'autres participants. Au total, plus de 30 jeunes innovateurs du Tadjikistan ont participé à la manifestation.**Un hackathon axé sur la création de start-up spécialisées dans les villes intelligentes a été organisé à l'intention d'étudiants d'universités techniques du Bélarus en octobre et en novembre 2024.** **Mis en place dans le cadre d'un programme d'une durée de deux mois,** le hackathon comprenait des sessions de formation avec des conférenciers experts et des consultations personnalisées avec des mentors, et s'est terminé par une manifestation de présentation lors de laquelle les participants ont présenté leurs idées de startup. Au total, 107 étudiants de six universités bélarussiennes et d'une université russe y ont participé. En 2025, des programmes analogues ont été organisés conjointement avec des établissements universitaires membres participant aux travaux de l'UIT:• Plus de 60 jeunes de l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï ont participé à l'initiative AI-Challenge, au cours de laquelle 26 d'entre eux ont atteint la finale en présentant leurs propres solutions fondées sur l'IA.• L'Université technique d'État kirghize, dans le cadre d'une initiative conjointe avec les autorités régionales de Batken et l'Université d'État de Batken, a mobilisé plus de 100 participants au hackaton "Batken 4.0 – Solutions numériques pour la région de Batken".**En Afrique**: le BDT a appuyé la 4ème édition du concours annuel "Innovation Challenge" de l'Union africaine des télécommunications, qui vise à identifier et à soutenir de jeunes innovateurs et institutions africains. L'objectif est d'élaborer des solutions et de créer un environnement propice pour relever les défis critiques à travers le continent. L'édition de cette année visait spécifiquement à rechercher des innovateurs proposant des solutions d'IA révolutionnaires.**Dans la région Asie-Pacifique**: le BDT a organisé une réunion de consultation avec les États Membres (Inde, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Maldives) et d'autres parties prenantes pour examiner ses travaux et ses activités futures. La réunion a permis d'échanger sur les possibilités de coopération dans le domaine de l'innovation, et les enseignements qui en ont été tirés ont servi à planifier les activités futures du Centre d'innovation en Inde. L'UIT et ses partenaires ont réfléchi à de nouveaux moyens de promouvoir l'innovation numérique dans la région. | **Soutien en faveur de l'écosystème des start-up** |
| L'édition de 2024 du Forum mondial de l'innovation s'est tenue à La Valette (Malte) du 23 au 30 octobre. Le Forum avait pour thème "Façonner nos avenirs numériques pour parvenir à la prospérité et au bien-être pour tous" et a donné la possibilité d'échanger des connaissances, de nouer des relations et de promouvoir l'innovation. Il a constitué une occasion importante de réduire les disparités en matière d'innovation numérique par divers moyens, notamment l'échange de connaissances sur l'accélération de la mise en œuvre des politiques et l'autonomisation des parties prenantes. Le Forum a été ouvert par la Présidente de Malte et a accueilli des participants de multiples organisations et pays, y compris des représentants de haut niveau de nombreux gouvernements.Le BDT a poursuivi l'élaboration de son programme sur le développement de l'écosystème de l'innovation avec l'ajout de deux nouveaux cours avancés sur la prospective stratégique et l'élaboration d'initiatives relatives aux écosystèmes.Le BDT a dispensé une formation régionale I-codi sur la base des manuels de prospective stratégique de l'Alliance et a permis d'établir un modèle expérimental visant à mieux cerner les priorités régionales à partir de cet exercice. Ce processus a été présenté au Forum régional sur le développement pour les États arabes, avec une contribution des Émirats arabes unis.Le BDT a appuyé le lancement de produits et de services du Café de l'innovation à Fidji, le bureau régional dirigeant les efforts de cocréation aux côtés des États Membres. Le Café de l'innovation de l'UIT est une plate-forme dynamique conçue pour favoriser la cocréation, l'échange de connaissances et la résolution collaborative de problèmes entre diverses parties prenantes de l'écosystème de l'innovation numérique. Dans le cadre de l'engagement de l'UIT en faveur de l'innovation, le Café offre un environnement structuré et participatif dans lequel les décideurs, les dirigeants du secteur, les universitaires et les entrepreneurs peuvent participer à une conception conjointe et adopter des approches centrées sur l'humain. | **Forum mondial de l'innovation et renforcement des capacités d'innovation:****• Europe**: Malte.**• Asie-Pacifique**: Fidji.**• États arabes**: Dubaï. |
| Services et applications numériques***Résultat****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT à accélérer la transformation numérique et le développement économique et social durable en mettant à profit et en utilisant les télécommunications/TIC et les services nouveaux et émergents.* |
| Le BDT a continué d'aider les États Membres à élaborer et à promouvoir des solutions numériques pour répondre aux besoins en matière de développement durable:**Dans la région des États arabes**: un forum national sur le thème "La 5G et au-delà: créer des villes et des communautés intelligentes et durables", qui s'est tenu les 10 et 11 décembre 2024 au "Smart Village" (Égypte), vise à obtenir des résultats concrets en réunissant des experts, des décideurs, des dirigeants du secteur et des parties prenantes du monde entier. Ce forum avait pour objet d'exploiter le potentiel de transformation de la 5G et des technologies nouvelles pour accélérer le développement urbain intelligent et durable, en favorisant la collaboration et l'innovation pour un avenir connecté.En Jordanie, une étude d'évaluation de l'environnement propice aux technologies immersives a été menée en partenariat avec le Ministère de l'économie numérique et de l'entreprenariat et la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO). L'étude visait à recenser les forces, les faiblesses, les possibilités et les menaces pour l'écosystème dans le but de créer de nouveaux emplois dans ce secteur en plein essor et de formuler des recommandations à cet égard.**En Afrique**: le BDT a engagé des consultations stratégiques avec plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, notamment la Guinée‑Bissau, la Gambie, la Guinée, le Sénégal et le Nigéria. Ces discussions sont appuyées par des projets financés par la Banque mondiale visant à adopter l'approche GovStack et l'architecture de référence de l'écosystème de l'administration publique pour faciliter la transformation numérique coordonnée et efficace des services publics et gouvernementaux. Les consultations ont porté sur plusieurs aspects importants, notamment l'élaboration de cadres d'interopérabilité, la mise en œuvre d'une architecture d'entreprise, les spécifications techniques applicables aux plates-formes de services publics et d'échange de données, et des programmes complets de renforcement des capacités. Ces discussions étaient centrées sur la vision de GovStack consistant à accélérer la transformation numérique grâce à des modules numériques réutilisables et interopérables. Cette approche devrait permettre de réduire les coûts, de simplifier les architectures des solutions et de raccourcir le temps nécessaire à la mise en œuvre des programmes de numérisation. L'initiative met l'accent sur l'adoption durable grâce à une gestion ciblée du changement aux niveaux des gouvernements et des administrations publiques.Au Kenya, le BDT a lancé le projet OSEE (Open-Source Ecosystem Enabler) dans le cadre d'une démarche stratégique visant à renforcer les capacités nationales en matière de code source ouvert. Cette initiative marque le début de la création d'un Bureau national des programmes à code source ouvert (OSPO), dont l'objectif est de renforcer l'écosystème numérique du Kenya et d'accélérer le développement des biens publics et des infrastructures numériques. L'OSPO kenyan proposera une série complète de programmes de formation, du niveau de base au niveau expert, visant à renforcer l'expertise locale et à catalyser les services publics numériques à grande échelle axés sur les sources ouvertes. Grâce à cette initiative, le Kenya est bien placé pour devenir un chef de file régional en matière de transformation numérique ouverte, inclusive et durable. Parallèlement, et en étroite collaboration avec la GIZ, le BDT aide également le Gouvernement du Kenya à élaborer sa feuille de route nationale pour l'infrastructure publique numérique, renforçant ainsi les ambitions stratégiques du pays en matière de numérique. Le BDT collabore en outre avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour soutenir le G20 en ce qui concerne les garanties relatives à l'infrastructure publique numérique et contribue au prochain Sommet DPI, qui aura lieu à la fin de l'année au Cap (République sudafricaine).Compte tenu de la convergence croissante des télécommunications et des services financiers dans le cadre de l'initiative relative aux services financiers numériques (DFS), l'UIT continue d'aider les autorités nationales de régulation à faciliter l'interaction et la collaboration avec les régulateurs financiers, afin de garantir l'intégrité, la sécurité, la stabilité et la protection des participants et des utilisateurs finals dans le cadre de la fourniture de ces services.D'autres pays africains ont continué d'étudier l'infrastructure publique numérique dans leur contexte national, en s'aidant des ressources de GovStack et des enseignements tirés.**Dans la région Amériques**: dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies sur la finance novatrice au service des groupes non desservis, le BDT, en collaboration avec les Gouvernements d'Antigua-et-Barbuda et de Sainte-Lucie, renforce l'écosystème des services financiers numériques grâce à une approche exhaustive englobant les aspects politiques, réglementaires et de cybersécurité. Un kit pratique et des recommandations sur la sécurité mobile des services financiers numériques ont été présentés à plus de 65 personnes de la communauté des services financiers numériques de ces pays, et plus de 15 personnes ont suivi une formation pratique pour assurer la sécurité mobile, y compris les audits des applications et de l'infrastructure de paiement mobile.**Dans la région Asie-Pacifique**: les initiatives sur les îles intelligentes et les villages intelligents, ainsi que le programme d'appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale (STREIT) de l'Union européenne (UE), ont permis de former plus de 2 000 membres de communautés dans tout le Pacifique à des compétences numériques essentielles, et ont ainsi contribué à transformer des vies et des communautés en 2024. Plus de 1 623 participants du Pacifique ont acquis des compétences essentielles leur offrant de nouvelles possibilités dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et de l'économie dans le cadre de l'initiative sur les îles intelligentes et les villages intelligents. En outre, grâce au projet STREIT de l'UE en Papouasie-Nouvelle-Guinée (STREIT PNG), plus de 450 personnes en Papouasie-Nouvelle-Guinée disposent d'outils numériques leur permettant d'accroître leurs moyens de subsistance dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. Ces réalisations accomplies en 2024 ont été rendues possibles grâce à la collaboration avec les communautés des îles intelligentes, les gouvernements de la région du Pacifique, les parties prenantes nationales, les institutions des Nations Unies, le Fonds commun pour les ODD, l'UE, la Banque asiatique de développement, les établissements universitaires et les partenaires de la société civile, qui témoigne du pouvoir de l'action collective pour porter la transformation numérique dans les communautés rurales et isolées du Pacifique. Le déploiement du projet de villages intelligents au Pakistan s'est poursuivi au-delà de Gokina, dans les villages de Sambriyal et de Swabi, grâce à des services et à des compétences numériques. En 2024, 65 participants ont amélioré leurs compétences.En 2024, plus de 800 participants ont renforcé leurs connaissances et leurs compétences concernant l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques dans le cadre de GovStack grâce à des formations et à des ateliers en ligne et hors ligne. Une assistance spécialisée a été fournie au Bangladesh, au Cambodge, à la République démocratique populaire Lao et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le renforcement de leur capacité à mettre en œuvre GovStack, y compris des missions en ligne et physiques. L'UIT a entamé une collaboration avec le Secrétariat de l'ANASE en vue de l'élaboration d'un cadre technique à l'échelle de l'ANASE pour l'ensemble des entités publiques.Par l'intermédiaire du Centre d'innovation pour l'Asie du Sud de Delhi, le BDT a organisé un certain nombre de formations ciblées en partenariat avec plusieurs parties prenantes dans toute l'Inde de mai à juillet, dans le cadre de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC en Inde. Plus d'un millier de participants ont assisté à cette manifestation. Celle-ci visait à accroître la participation des femmes indiennes au secteur des TIC, à tirer parti du rôle des TIC pour faire progresser l'égalité hommes‑femmes et à donner aux femmes les moyens de participer activement à la construction d'un avenir numérique inclusif et durable. Des ateliers de formation organisés en partenariat avec le Centre for Development of Telematics (C-DOT) ont permis à des étudiants indiens d'acquérir des compétences en matière de programmation en Python et en Java; ces ateliers ont donné lieu à un concours national de programmation.Un atelier Govstack sur le thème "Tirer parti de la transformation numérique de l'ensemble des entités publiques" a été organisé au Bangladesh les 26 et 27 juin. Cet atelier a rassemblé des parties prenantes concernées du Bangladesh et a examiné les discussions les plus récentes sur la gouvernance numérique, les tendances mondiales et les innovations locales pour une infrastructure numérique sécurisée et interopérable.**Dans la CEI**: afin de continuer d'aider les États Membres à faire progresser les services numériques, un accord-cadre de coopération incluant un projet intitulé "Coopération en matière de services publics numériques dans les pays d'Asie centrale et du Caucase" a été signé entre l'UIT et la National Information Technology JSC de la République du Kazakhstan. Le projet bénéficie du soutien de la Banque eurasienne de développement. Ce projet, d'une durée de deux ans, a démarré en janvier 2025 et s'inscrit dans le cadre de l'initiative régionale 3 pour la CEI visant à créer un environnement juridique et réglementaire propice à l'accélération de la transformation numérique.**En Europe**: des partenariats stratégiques noués avec des organismes des Nations Unies dans le cadre des trois projets de l'enveloppe du Fonds commun pour les ODD dédiée aux projets numériques ciblant l'Albanie, le Monténégro et la Serbie, ont permis de favoriser l'adoption de l'approche modulaire.La manifestation de lancement du projet, qui s'est tenue le 8 novembre 2024 en Albanie, a réuni les principaux partenaires apportant une contribution essentielle pour obtenir les résultats escomptés. De plus, les partenaires du projet ont pris part avec succès au programme GovStack Architects, qui garantit le respect des valeurs et principes fondamentaux qui orienteront les phases de mise en œuvre du projet.En Serbie, le projet **"Centre de conception de services numériques – Cliquer avec les citoyens"** a été lancé conjointement avec des partenaires en octobre 2024. En sa qualité de partenaire pour le partage de connaissances, l'UIT a fourni tous les renseignements et outils nécessaires pour améliorer les services publics grâce à une conception centrée sur l'utilisateur et exploite les compétences spécialisées du pays pour accélérer la transformation technologique. À cet égard, les partenaires ont tiré parti de l'atelier de présentation de GovStack et de la boîte à outils contenant notamment des ressources, des manuels et une liste de manifestations pour le déploiement de l'approche modulaire. Le projet **"Transformation numérique des collectivités locales au Monténégro"**, lancé en décembre 2024, vise à soutenir la transformation numérique des collectivités locales et la mise en place d'une cybergouvernance locale, jetant ainsi les bases du cadre relatif à l'initiative Villes intelligentes et durables. L'UIT est chargée du renforcement des capacités de six administrations locales en vue de concevoir des services rentables et conviviaux en utilisant l'approche GovStack. Pour ce faire, une série d'activités en ligne et sur place seront assurées et donneront lieu à la création de trois prototypes de services.Le Sommet mondial sur l'infrastructure publique numérique, qui s'est tenu du 1er au 3 octobre 2024 au Caire (Égypte), a réuni des représentants de plus d'une centaine de pays, ainsi que des parties prenantes du secteur public, du secteur privé et de la société civile, qui ont examiné les effets transformateurs de l'infrastructure publique numérique sur les infrastructures publiques et la promotion de partenariats stratégiques en faveur du développement durable.Le BDT a participé activement à de nombreuses manifestations sur l'infrastructure publique numérique (IPN) afin de promouvoir des écosystèmes numériques inclusifs et sûrs. En mai 2024, l'UIT a coorganisé à Genève la Manifestation de haut niveau du SMSI+20, qui comportait une session spéciale sur l'IPN visant à intégrer divers points de vue sur ses possibilités pour les programmes nationaux ([itu.int](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2024/fr/Agenda/SpecialTrack/36?utm_source=chatgpt.com)).Le BDT a également contribué à la réunion annuelle des membres de l'Alliance pour les biens publics numériques (DPGA), qui s'est tenue du 13 au 15 novembre 2024 à Singapour, en organisant diverses sessions sur les biens publics numériques et les sources ouvertes, grâce à la représentation locale des projets GovStack et OSEE.En octobre 2024, à l'occasion du Sommet mondial sur l'IPN au Caire, les sessions du BDT ont mis en avant des initiatives telles que le plan directeur africain pour l'IPN et les normes ouvertes d'interopérabilité ([itu.int](https://www.itu.int/hub/2024/10/defining-and-building-digital-public-infrastructure-for-all/?utm_source=chatgpt.com#/fr)).En outre, le BDT a lancé L'"Initiative pour les investissements dans l'infrastructure numérique", en collaboration avec les communautés financières internationales et la présidence brésilienne du G20, afin de réduire la fracture numérique ([itu.int](https://www.itu.int/hub/publication/s-dii-diii-whitepaper-2025/?utm_source=chatgpt.com#/fr)).En janvier 2025, l'UIT a coorganisé la conférence "Citizen Stack 2025" à Genève, consacrée aux transformations numériques axées sur les citoyens et aux expériences de l'Inde en matière de DPI ([itu.int](https://www.itu.int/hub/2025/02/citizen-centric-services-digital-public-infrastructure/?utm_source=chatgpt.com#/fr)).En outre, l'UIT a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de politiques et de cadres relatifs à l'IPN dans les villes intelligentes et durables dans le cadre de l'initiative "Tous unis pour des villes intelligentes et durables" (U4SSC) ([u4ssc.itu.int](https://u4ssc.itu.int/digital-public-infrastructure/?utm_source=chatgpt.com#/fr)). |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 205 de la PP; 16, 30, 37, 85 et 90 de la CMDT; Questions 2/1, 4/1, 1/2, 2/2 |

|  |
| --- |
| Priorité 3 de l'UIT-D: Environnement politique et réglementaire propice*Promouvoir la mise en place d'un environnement politique et réglementaire favorableau développement durable des télécommunications/TIC* |
| Renforcement des capacités***Résultat****: renforcement des capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT, dans le domaine des télécommunications/TIC, à exploiter pleinement le potentiel de l'économie et de la société numériques.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Dans le cadre de son engagement à renforcer les capacités humaines et institutionnelles de ses membres, l'UIT a continué à mettre en place de programmes de formation de qualité. Ces cours ont été organisés par l'intermédiaire de [l'**Académie de l'UIT**](https://academy.itu.int/#/fr) et des [**centres de formation de l'Académie de l'UIT**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres#/fr), dans l'objectif d'apporter une contribution significative aux défis rencontrés par les membres de l'UIT. De mai 2024 à avril 2025, l'[Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/#/fr) a enregistré 15 200 **nouveaux utilisateurs, ce qui porte à plus de 63 000 le nombre total d'apprenants de tous les États Membres**, dont plus de 70% de pays en développement. Au cours de cette période, plus de 160 cours ont été dispensés sur la plate-forme à plus de 22 000 participants inscrits, dont plus de 6 200 avaient terminé leur formation au mois de mars 2025. Par ailleurs, plus de 4 000 participants ont répondu à des enquêtes d'évaluation des cours, et 95% se sont déclarés satisfaits ou très satisfaits de leur expérience. Au cours de la deuxième année de mise en œuvre, pour la même période (mai 2024-avril 2025), les **centres de formation de l'Académie de l'UIT ont dispensé 64 cours, qui ont recueilli plus de 3 000 inscriptions**. Plus de 1 200 cours ont été achevés en avril 2025. En 2024 et 2025, le BDT a organisé plusieurs séances de formation à l'intention des formateurs des 14 centres sur la manière d'organiser des formations en ligne attrayantes. L'objectif de l'initiative était d'améliorer la qualité des cours de formation, en améliorant l'animation, les compétences en matière d'organisation virtuelle et en permettant l'échange de bonnes pratiques entre les institutions participantes. Lors de la [deuxième réunion annuelle mondiale des centres de formation](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/itu-academy-training-centres/events/atc-annual-meeting-2024#/fr), les représentants des 14 centres de formation se sont réunis pour tirer parti des enseignements tirés et partager les meilleures pratiques sur la gestion et la mise à l'échelle des cours de formation, s'aligner davantage sur des approches optimales concernant la qualité des formations, la manière dont les formations sont dispensées et la mesure des incidences, et pour renforcer les collaborations avec les institutions participant au programme.Début 2024, l'UIT, en collaboration avec le PNUD, a commencé à mettre en œuvre un **nouveau projet intitulé "Renforcement des capacités pour la transformation numérique"**. Ce projet est financé par l'initiative "Global Gateway" de la Commission européenne pour une période de quatre ans. Il appuie la mise en place d'une formation à l'intention des décideurs et des fonctionnaires gouvernementaux sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Depuis le début du projet, 27 cours ont été dispensés en présentiel et en ligne, qu'ils soient dirigés par un instructeur ou effectués en autonomie, au rythme de chacun. Quelque 1 390 participants provenant de 160 pays (principalement des pays en développement) ont été formés, et le taux de satisfaction s'élève à 97%.En collaboration avec **Cisco**, [l'**initiative sur les centres de transformation numérique (DTC)**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/digital-transformation-centres-initiative#/fr)continue d'étendre ses activités en soutenant constamment les centres de formation. Depuis le lancement de cette initiative, le nombre total de participants formés aux compétences numériques de base et intermédiaires est passé à 435 760, parmi lesquels figurent 54% de femmes. Au cours de la période considérée, 80 699 participants (dont 56% de femmes) ont pu participer à des activités DTC. Dans le cadre du projet "Renforcer les compétences numériques grâce aux centres de transformation numérique", le BDT et le **Gouvernement norvégien** ont soutenu les activités des centres de transformation numérique au Ghana, en formant plus de 22 000 personnes, dont 68% de femmes, durant les trois années du projet. Au Ghana, le centre DTC a dépassé presque tous les objectifs fixés dans le cadre du projet et a eu des répercussions sur la vie de citoyens des 16 régions du pays. Ce projet s'est achevé en septembre 2024. L'UIT a reçu, au début de cette année, de nouveaux financements du Gouvernement norvégien pour soutenir l'initiative DTC. Ce projet soutiendra les activités de formation des DTC et l'initiative DTC au niveau mondial jusqu'à la fin décembre 2025.Les partenaires de l'UIT et de l'initiative DTC ont aidé cinq centres DTC en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Pakistan, aux Philippines et au Sénégal à **renforcer leurs capacités institutionnelles grâce à des interventions de formation des formateurs**, qui ont bénéficié à 144 formateurs (dont 47 femmes). Un appui a été fourni au centre DTC du Pakistan pour la formation de formateurs malvoyants et de formateurs voyants sur le thème de l'**initiation aux bases de l'informatique pour les personnes malvoyantes (ICBVI)**, portant ainsi à 4 le nombre total de centres DTC ayant suivi la formation. Le centre DTC en Ouganda est sur le point de commencer à mettre en œuvre le programme ICBVI, avec une première activité de formation des formateurs prévue en avril-mai 2025. En 2024 et en 2025, l'Institut ougandais des technologies de l'information et de la communication (UICT) a également bénéficié de cours de formation de formateurs organisés dans le cadre du projet "Assistance technique et formation à l'intention de l'Ouganda concernant la stratégie de développement national des TIC" appuyé conjointement par l'UIT-Gouvernement ougandais et par le Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud. Au Sénégal et en Zambie, les centres DTC ont mené des activités de sensibilisation des communautés visant à sensibiliser davantage à l'importance des compétences numériques, notamment pour les personnes malvoyantes. Les centres DTC des sept pays suivants ont bénéficié d'un appui en faveur de la formation des populations des communautés mal desservies aux compétences numériques de base et intermédiaires: Côte d'Ivoire, République dominicaine, Maroc, Pakistan, Philippines, Sénégal et Zambie.Le [**Forum de l'UIT sur les compétences numériques**](https://www.itu.int/itu-d/meetings/digital-skills-forum/), qui s'est tenu à Bahreïn en septembre 2024 sur le thème **"Renforcement des compétences au service de la transformation numérique"**, a rassemblé plus de 700 participants de 66 pays représentant différents groupes de parties prenantes. Les participants au Forum ont abordé des questions essentielles liées au déficit de compétences numériques et aux moyens d'y remédier, qu'il s'agisse de réduire la fracture en matière de compétences numériques, de renforcer les compétences numériques pour l'emploi, d'évaluer les incidences de l'IA ou encore de renforcer les compétences en matière de cybersécurité et de sécurité en ligne. Les principaux résultats du Forum, ainsi que les recommandations sur la manière de remédier au déficit de compétences qui se fait jour, figurent dans le rapport résumé du président.Le [**kit pratique sur les compétences numériques de 2024 de l'UIT**](https://academy.itu.int/itu-d/projects-activities/research-publications/digital-skills-toolkit#/fr), lancé en septembre, propose un **guide complet, étape par étape, qui aide les membres de l'UIT à définir des stratégies et des politiques nationales efficaces en matière d'acquisition de compétences numériques**. Il s'agit d'une mise à jour complète de la version précédente de 2018 qui comprend trois parties: la Partie 1 est axée sur la compréhension des compétences numériques, en abordant les cadres et concepts relatifs aux compétences numériques; la Partie 2 présente une feuille de route détaillée pour l'établissement d'une stratégie nationale en matière de compétences numériques; et la Partie 3 présente de nombreux exemples de stratégies et de programmes en matière de compétences numériques dans le monde entier.**Dans la région Afrique**: l'UIT a mis en œuvre une série de programmes de formation sur les compétences numériques par l'intermédiaire des centres DTC dans la région, afin d'autonomiser les jeunes, de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et l'écart en matière de compétences numériques, et de favoriser les écosystèmes locaux de renforcement des compétences numériques dans les communautés rurales et difficiles d'accès. 270 personnes ont été formées en République démocratique du Congo, en Zambie et en Côte d'Ivoire. L'UIT, en vue d'amplifier l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder" (AGCCI), a mis à jour le cours en autonomie proposé par l'Académie de l'UIT, en y ajoutant six modules et sous‑modules sur les compétences techniques et les compétences générales en anglais, français et portugais, afin de toucher un public plus large. À l'appui du Guide UIT pour l'évaluation des compétences numériques, du nouveau kit pratique sur les compétences numériques et des ressources connexes, une évaluation nationale des compétences numériques a été menée à bien en Ouganda, au Kenya et au Soudan du Sud.Le BDT a appuyé le renforcement des compétences numériques par l'intermédiaire du **centre DTC de la Sierra Leone**. **Quatre cent quatre-vingts jeunes garçons et filles issus de communautés marginalisées** ont ainsi été formés aux compétences numériques de base et intermédiaires, dans le cadre d'un programme auquel est associé une ONG chargée de gérer un réseau de centres de formation bien équipés dans les deux pays. Parmi les principales réalisations, citons une amélioration significative de la maîtrise des outils numériques chez les jeunes participants, puisqu'au moins 80% d'entre eux démontrent des compétences numériques élémentaires à intermédiaires. Ces compétences comprennent l'utilisation d'un ordinateur, la navigation sur l'Internet et l'utilisation d'applications logicielles standard. Le succès du programme a été renforcé par deux éléments clés: des campagnes de sensibilisation à l'intention de la communauté et de l'administration locale et une approche de formation des formateurs. La méthode de formation des formateurs s'est révélée particulièrement efficace pour assurer la viabilité à long terme en renforçant les capacités locales au service d'un transfert de connaissances permanent.Des évaluations nationales des compétences numériques basées sur la version améliorée du Kit pratique sur les compétences numériques de 2024 de l'UIT et de cadres complémentaires ont été menées en 2024 en Ouganda, dans le cadre du projet "Assistance technique et formation proposées à l'Ouganda concernant la stratégie de développement national des TIC" [9UGA21008], et en 2025 au Soudan du Sud. Une évaluation nationale des compétences numériques a également été menée au Kenya en 2024 avec l'appui financier du projet d'accès numérique de l'UIT et du Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du Royaume-Uni. **Dans la région Amériques**: le BDT a contribué au renforcement des connaissances des petits entrepreneurs grâce à l'organisation d'un atelier sur la transformation numérique dans le cadre de l'initiative KIT numérique pour les entrepreneurs, les microentreprises et les petites entreprises, auquel ont participé 206 petits entrepreneurs issus de pays d'Amérique latine, à savoir **Cuba, le Honduras, le Paraguay et l'Uruguay**. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de l'[initiative kit numérique pour la transformation numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/DTK/DTK-AMS.aspx) et sont actuellement mises en œuvre dans le cadre du **projet UIT-Huawei** à l'appui des initiatives régionales pour la région Amériques.Le BDT a également renforcé les **compétences des populations autochtones et des communautés rurales en matière de gestion de projets** grâce à une formation en ligne en cinq modules dispensée par l'intermédiaire de l'Académie de l'UIT, y compris grâce à un stage intensif sur les réseaux communautaires organisé au Guatemala, et **amélioré les connaissances dans le domaine de l'accessibilité des TIC** grâce à la formation des cadres dispensée à l'occasion de l'édition 2024 de la manifestation "Amériques accessibles: les TIC pour TOUS" (Mexico, 12-14 novembre 2024).L'UIT parachève à l'heure actuelle un projet relatif aux compétences numériques avec l'Autorité des télécommunications de Trinité-et-Tobago (TATT) et le Ministère de la transformation numérique de Trinité-et-Tobago, dont le lancement est prévu pour 2025. Il s'agit d'appuyer les efforts déployés par le ministère pour renforcer les capacités relatives aux incidences horizontales et verticales de la transformation numérique et doter les individus des compétences numériques élémentaires, intermédiaires et avancées nécessaires pour faire face aux tendances actuelles et futures de l'économie numérique. Le projet devrait permettre de former 40 mentors et profiter à 10 000 personnes (50% d'hommes et 50% de femmes).**Dans la région des États arabes**: en Tunisie, le projet de collaboration établi en partenariat avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), qui vise à accélérer la transformation numérique en Tunisie, a également été achevé. Son objectif principal était de renforcer les initiatives gouvernementales dans deux domaines stratégiques: le renforcement des capacités numériques et l'amélioration des infrastructures. Grâce à une collaboration étroite avec toutes les parties prenantes du projet, l'UIT a atteint avec succès l'objectif du projet en formant 217 fonctionnaires du secteur public dans le cadre de cours de l'Académie de l'UIT.**Dans la région Asie-Pacifique**: l'UIT et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont œuvré ensemble à la réalisation d'une évaluation complète des compétences numériques des réfugiés en Inde, axée sur l'identification des lacunes en matière de maîtrise des outils numériques, afin d'améliorer leur inclusion et leur participation grâce à la plate-forme Digital Gateway. Cette initiative répond aux besoins de plus de 47 000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés par le HCR en Inde. Cette étude en deux phases a nécessité l'élaboration d'une méthodologie adaptée au contexte unique des réfugiés, en veillant à l'alignement sur les meilleures pratiques et sur les normes éthiques à l'échelle mondiale. L'évaluation vise à réduire les fossés numériques et à soutenir l'autonomisation des réfugiés en améliorant l'accès aux outils et aux compétences numériques. Cette collaboration témoigne de l'engagement de l'UIT en faveur d'une transformation numérique inclusive et de la réalisation des Objectifs de développement durable.**Dans la région de la CEI**: l'évaluation des compétences numériques en Azerbaïdjan a été achevée, les conclusions et les résultats ont été présentés aux partenaires azerbaïdjanais en mai 2024 lors d'une session spéciale tenue pendant la Conférence M360 à Bakou. Le rapport final, publié en 2024, constitue une ressource précieuse à l'appui des interventions ciblées et fondées sur des données qui sont nécessaires pour améliorer la maîtrise des outils numériques en Azerbaïdjan. Cette publication peut également servir de modèle pour une évaluation plus régulière de la maîtrise des outils numériques en Azerbaïdjan. En outre, ses recommandations servent de base à la conception et à la planification des interventions, des politiques et des stratégies, y compris des activités sectorielles, des campagnes de sensibilisation et des activités de communication.**En Europe**: les négociations avec les partenaires des Nations Unies ont permis de mettre en place une évaluation des compétences numériques de la population adulte, qui sera menée conjointement avec l'Organisation internationale du travail (OIT), en Moldova. L'accord entre les entités des Nations Unies se trouve actuellement au stade final de la préparation, qui consiste à établir le cadre d'une action conjointe avec l'OIT en Moldova dans le cadre de son projet "Emplois inclusifs et productifs en Moldova" actuellement en cours dans le pays. Ce projet vise à évaluer les niveaux de maîtrise des outils numériques chez les adultes âgés de 45 ans et plus dans les zones rurales, en mettant l'accent sur les femmes et les groupes défavorisés et en identifiant les déficits de compétences qui nuisent à l'emploi. L'objectif est d'améliorer l'employabilité en comblant ces déficits et en fournissant des informations sur les compétences technologiques nécessaires. | **Renforcement des capacités:** |
| **Académie de l'UIT:**• 15 200 nouveaux utilisateurs.• 160 cours dispensés.• 14 centres de formation de l'Académie de l'UIT proposant des cours de grande qualité dans toutes les régions.• Tous les États Membres de l'UIT ont bénéficié de cours de formation.• Très grande satisfaction de la part des participants.**Centres de formation de l'Académie de l'UIT:**• 14 entités issues de toutes les régions.• 3 099 participants à 64 cours de formation visant à renforcer les compétences numériques dans les domaines suivants:– politique et réglementation;– réseau et infrastructure;– gestion du spectre;– cybersécurité;– inclusion numérique;– services numériques.**Centres de transformation numérique:**• 352 cours dispensés dans 14 centres répartis dans toutes les régions.• 80 699 participants (dont 56% de femmes) aux cours des centres DTC dispensés à des apprenants issus de communautés rurales ou isolées.**Développement des compétences numériques ayant une incidence sur:**• les professionnels des TIC;• les peuples autochtones et les communautés isolées;• les femmes et les filles;• les jeunes;• les personnes handicapées;• les jeunes entrepreneurs.**Pays les moins avancés (PMA)/pays en développement sans littoral (PDSL) et petits États insulaires en développement (PEID) mobilisés ou aidés – Environnement politique et réglementaire propice:****•** 47 PMA, PDSL et PEID au total.• 32 pays ont bénéficié d'une assistance technique.• Des cadres politiques et des supports de connaissance ont été élaborés dans 14 pays.• Des séances de sensibilisation ont été menées dans 6 pays.• 1 plate-forme fédératrice a été mise en place dans un pays.• 2 projets sont en cours. |
| Politique et réglementation***Résultat****: renforcement de la capacité des États Membres à améliorer leurs cadres politiques, juridiques et réglementaires en matière de télécommunication/TIC propices au développement durable et à la transformation numérique.* |
| **Renforcement de la capacité des membres de l'UIT à améliorer les cadres politiques, juridiques et réglementaires en renforçant les connaissances et l'accessibilité des outils dans le but d'aider les membres à comprendre l'évolution rapide du paysage, à relever les nouveaux défis de l'écosystème numérique, à stimuler l'investissement et à permettre une croissance plus forte du marché.** **La sensibilisation et l'accès aux données et aux analyses réglementaires et économiques ont également été renforcés pour appuyer la prise de décisions fondées sur des données factuelles.**Amélioration de la fourniture de recherches et d'analyses réglementaires et économiquesDans le cadre des activités mondiales, les produits suivants ont été livrés au cours de cette période:• Deux nouvelles études de la [série d'examens collaboratifs de pays sur la réglementation en matière de numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/collaborative-regulation-country-reviews/default.aspx#/fr) sont actuellement menées en collaboration avec les autorités de régulation des TIC du Qatar et d'Oman. Dans le cadre du projet UIT‑FCDO (Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni), une [étude sur la République sudafricaine](https://www.itu.int/hub/publication/d-pref-them-34-2024/#/fr) a été publiée. Tous les examens de pays suivent une méthode normalisée et proposent un ensemble de recommandations concrètes sur la promotion d'une meilleure compréhension du rôle et des incidences de la collaboration et de la gouvernance collaborative, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux outils pour réglementer les marchés des TIC et du numérique.• Le Colloque mondial des régulateurs de 2024 (GSR-24) a adopté les lignes directrices relatives aux meilleures pratiques, qui ont été publiées sous le titre "Fixer le cap pour des technologies porteuses de transformations positives".• Les articles existants sur la gestion du spectre ont été mis à jour, un nouvel article a été publié sur la technologie 6G des réseaux mobiles en 2025 et deux documents et articles visant à améliorer les capacités humaines et institutionnelles des membres de l'UIT ont été publiés sur la plate-forme de réglementation numérique en mai 2024. Ces documents portent sur la gouvernance des données, les défis liés aux technologies porteuses de changement (IA) et les principes de réglementation. L'un d'entre eux, qui a été achevé et sera publié prochainement, met l'accent sur un guide permettant d'intégrer les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans l'élaboration des politiques et la réglementation en matière de conformité.• Deux nouveaux modules ont été lancés sur la [plate-forme de réglementation numérique](https://digitalregulation.org/), qui portent sur la prise de décision fondée sur des données factuelles et sur la gouvernance numérique collaborative, afin d'aider les régulateurs et les décideurs à faire face aux défis liés à la transformation numérique et à tirer parti de ses possibilités. La révision du module "accès pour tous" est en cours d'achèvement, dans le cadre du projet en République centrafricaine financé par l'UIT et l'Union européenne (UE) et soutenu par la délégation de l'UE en République démocratique du Congo (COFED). • À la suite de la participation du BDT à la conférence PEID4, un [plan en dix étapes visant à accélérer la transformation numérique dans les PEID](https://www.itu.int/net/epub/BDT/2024-ITUs-contribution-to-the-implementation-of-the-Antigua-and-Barbuda-Agenda-for-SIDS/index.html#p=1) a été élaboré. Ce plan met en avant les principaux domaines d'action dans lesquels l'UIT peut aider les PEID à accélérer la mise en œuvre du programme d'Antigua-et-Barbuda pour les PEID.**En Afrique**: dans le cadre du projet UIT-UE "Analyse comparative des TIC en République centrafricaine", qui s'inscrit dans le "Programme d'appui à la gouvernance des infrastructures régionales et nationales de l'Afrique centrale (PAGIRN)", l'UIT met en œuvre le projet d'analyse comparative des TIC en République centrafricaine visant à améliorer la gouvernance des TIC dans le pays et à promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. L'évaluation des cadres politiques et réglementaires des TIC dans les 11 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a été achevée. Elle avait pour objectif d'évaluer leur efficacité, d'identifier les lacunes et de mettre en évidence les points à améliorer. Il s'agissait essentiellement de comprendre la manière dont ces cadres soutiennent la transformation numérique, la réglementation collaborative et l'accès universel aux services, ainsi que de les aligner sur les bonnes pratiques internationales. Les principales conclusions ont été présentées en ligne aux parties prenantes début octobre 2024, à la suite de quoi un atelier présentiel a été organisé en Guinée équatoriale en novembre 2024 pour examiner les recommandations et les feuilles de route, qui seront remises aux pays concernés d'ici à juin 2025. Une assistance technique a été fournie au Lesotho et au Soudan du Sud pour l'élaboration de leurs stratégies nationales de transformation numérique, ainsi qu'à l'Association des régulateurs des communications de l'Afrique australe (CRASA) pour l'examen et la mise à jour du kit pratique de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur le financement de l'accès universel, dans le cadre du projet UIT-FCDO.**Dans la région Amériques**: une assistance technique a été fournie au Gouvernement du Honduras dans le cadre du projet de modernisation du cadre juridique des TIC, mis en œuvre au cours de la première année du projet conclu avec CONATEL, l'autorité de régulation des télécommunications. D'autre part, un diagnostic initial du cadre juridique et réglementaire des télécommunications a été remis au Gouvernement panaméen, qui vise à servir de base à la modernisation de la législation sectorielle du pays.À Saint-Kitts-et-Nevis et en Dominique, une évaluation a été effectuée en ce qui concerne l'élaboration d'un cadre politique et législatif pour l'identification électronique, dans le but de renforcer les compétences en matière d'élaboration de politiques et de réglementations. Cela favorisera l'accès d'un plus grand nombre de personnes aux applications en ligne et aux services numériques et l'instauration d'un climat de confiance dans l'utilisation de ces applications et services.**Dans la région des États arabes**: le BDT a fourni une assistance technique à la Syrie, achevé les rapports pour la deuxième phase de l'examen et de l'analyse du marché des TIC et établi un cadre réglementaire de tarification pour l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications (SyTPRA). Cette phase visait à appuyer le Ministère et le régulateur syrien dans le processus de consultation, en vue d'établir les résultats de l'examen et de l'analyse du marché sous leur forme définitive, et à les aider à élaborer un rapport assorti de recommandations sur le cadre réglementaire de tarification des services TIC.**Dans la région Asie-Pacifique**: la collaboration avec l'ASEAN s'est davantage renforcée dans le cadre des domaines de coopération prioritaires, au titre duquel un cadre de référence pour la collaboration avec les membres de l'ASEAN sur les principaux produits et services du BDT a été élaboré. Le BDT a également fourni **une assistance technique pour l'élaboration d'une politique de service universel et d'une politique de partage des infrastructures**: des activités sont en cours aux Tonga et au Vanuatu en vue d'améliorer la connectivité dans les zones rurales et isolées. Afin d'aider davantage les États Membres, un répertoire des politiques et de la réglementation dans la région Asie-Pacifique est en cours d'élaboration. Il permettra à terme aux États Membres de se référer facilement aux pratiques des pays de la région en matière de politiques.Amélioration de la fourniture de données et de statistiques réglementaires et économiquesDes enquêtes sur les politiques réglementaires et tarifaires ont été diffusées auprès des membres en 2024. Les données recueillies sont analysées, intégrées et publiées dans le [centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/).L'édition 2024 de l'outil de suivi réglementaire des TIC a été publiée en ligne. Cet outil de suivi, l'un des critères de référence les plus complets disponibles depuis 2007 pour évaluer la maturité de la réglementation et de la capacité réglementaire en matière de TIC, est largement utilisé par les régulateurs, les organismes des Nations Unies et les chercheurs. Il est hébergé sur la plate-forme de l'Accélérateur G5, où sont disponibles tous les critères de référence de l'UIT en matière de réglementation. Il permet une analyse personnalisée et une analyse approfondie des données concernant plus d'une centaine d'indicateurs par région ou par pays.**Le BDT fournit également des plates-formes fédératrices, des outils et des services, ainsi qu'une assistance technique, pour renforcer les capacités des individus et des entités grâce à l'échange de connaissances et à la capacité de relever les défis et de saisir les possibilités de la transformation numérique.****En Afrique**: la **formation sur la réglementation du numérique pour la région Afrique** a été organisée en collaboration avec la Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST) de l'Arabie saoudite, la Banque islamique de développement (BID) et le projet UIT-FCDO. La formation a été dispensée en deux phases, l'une en ligne (12 et 14 novembre) et l'autre en présentiel (18-20 novembre) à Abuja (Nigéria), à l'invitation de la Commission des communications du Nigéria (NCC). Axée sur les stratégies de transformation numérique, la gouvernance réglementaire, la prise de décision fondée sur des données factuelles, les bacs à sable réglementaires, la concurrence et l'économie (analyse de marché), le partage des infrastructures et l'efficacité du financement de l'accès et du service universels, cette formation en deux phases a attiré 44 participants, dont 32% de femmes issues de 16 pays, parmi lesquels 39 ont reçu un certificat.**Dans la région Asie-Pacifique**: la formation des cadres de l'Infocomm Media Development Authority pour les petites nations sur l'édification d'avenirs numériques, tenue à Singapour en novembre 2024, a mis en évidence l'engagement en faveur de la transformation numérique dans les petits États dans le cadre de l'initiative **Coalition pour le numérique Partner2Connect (P2C)** au profit des membres du monde entier. Cette formation a permis de renforcer les capacités des décideurs et des régulateurs des petits États dans le domaine de la réglementation numérique, et a enregistré la participation de 25 personnes, chacune venant d'un pays différent.**Dans la région Amériques**: le BDT a fourni une assistance technique au Nicaragua concernant l'innovation réglementaire et les bacs à sable réglementaires, et a en outre élaboré un document technique et une proposition de réglementation. En Haïti, une **évaluation de la résilience des réseaux**, soutenue par le projet Connect2Recover, a permis de renforcer les compétences des participants formés en matière d'élaboration de nouvelles politiques et réglementations, de prise de décisions sur la gestion des risques de catastrophe et d'utilisation des services numériques.**Dans la région des États arabes**: en 2024, l'UIT, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) d'Oman et l'Autorité de régulation des communications (CRA) du Qatar, a organisé des ateliers nationaux sur la réglementation collaborative du numérique, les 21 février et 24 juillet 2024, respectivement. Ces ateliers visaient à renforcer les capacités du personnel en le dotant des outils nécessaires à une réglementation collaborative efficace. En outre, les 28 octobre et 26 novembre 2024, l'UIT a organisé des ateliers multi-parties prenantes nationaux virtuels sur l'examen, l'analyse et la réglementation tarifaire du marché des TIC, auxquels ont participé tous les opérateurs de réseaux mobiles et fournisseurs de services Internet exerçant des activités en Syrie, ainsi que des représentants du Ministère et de la SyTPRA.**Dans la région Europe**, dans le souci de réduire l'écart réglementaire dans le domaine du numérique, **l'UIT, le Groupe euro‑méditerranéen des régulateurs (EMRG) et le Réseau des régulateurs des communications électroniques du partenariat oriental (EaPeReg)** ont organisé une **formation sur la réglementation de la transformation numérique** du 10 avril au 30 mai 2024. Celle-ci a permis à des professionnels de mieux comprendre les stratégies de réglementation numérique, la prise de décision fondée sur des données factuelles et les dernières évolutions réglementaires en la matière. Cette formation en ligne était ouverte aux pays européens et du monde entier et a attiré 139 participants de 57 pays. Quatre-vingt-dix-huit participants ont reçu un certificat.Fourniture d'une assistance technique**En Afrique**: une assistance technique a été fournie pour un éventail de priorités techniques relevées par le Gouvernement de l'Ouganda, allant de l'élaboration d'orientations générales concernant la connectivité sur le dernier kilomètre, le partage d'infrastructures, les applications et l'utilisation des mégadonnées ainsi que l'évaluation du paysage de l'IA à la définition d'une stratégie pour le déploiement de la 5G et les centres de données verts en Ouganda, dans le cadre du projet de transformation numérique mené conjointement par le Gouvernement ougandais et l'UIT, avec l'appui financier du Fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud de la Chine. Quatre projets pilotes visant à appuyer la mise en œuvre des recommandations connexes ont également été menés, notamment pour cartographier la couverture de l'Internet mobile dans les zones rurales avec des chauffeurs Bod Boda, développer un portail ouvert de données sur l'éducation et fournir aux technopreneurs les compétences numériques et commerciales nécessaires pour développer leurs activités numériques. Une assistance technique a en outre été fournie à la Namibie pour l'élaboration d'une politique nationale en matière de TIC et au Lesotho pour l'élaboration d'une stratégie de transformation numérique. Enfin, la CRASA a bénéficié elle aussi d'une assistance technique pour la mise à jour de son kit pratique sur le service universel dans le cadre du projet UIT-FCDO.Dans le cadre du projet PRIDA (Initiative pour les politiques et la régulation en faveur d'une Afrique numérique), l'UIT, en collaboration avec la National Communications of Authority (NCA) de la Somalie, a contribué à l'élaboration du cadre méthodologique de tarification du spectre afin de fournir une approche structurée, transparente et adaptable de la tarification du spectre en Somalie. Ce cadre vise à établir un modèle de tarification du spectre équitable, cohérent et économiquement viable qui équilibre les besoins des opérateurs commerciaux, de l'intérêt public et des consommateurs, et aidera le pays à garantir que les ressources du spectre des fréquences radioélectriques sont gérées efficacement, favorisant ainsi la croissance économique, l'innovation technologique et l'inclusion numérique. La fourniture d'une assistance technique à la Guinée équatoriale sur l'évaluation du dividende numérique a également été achevée en février 2025.En outre, le logiciel HCM4A (méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique) a été élaboré et, du 3 au 7 mars 2025, une formation technique sur la méthode HCM4A a été dispensée (Éthiopie). La formation sur l'exploitation et la maintenance du logiciel HCM4A (coordination des fréquences comprises entre 29,7 MHz et 43,5 GHz) pour le service fixe et le service mobile terrestre a rassemblé des représentants de 45 États Membres, dont 41 étaient représentés par 55 participants en présentiel et 4 participaient en ligne. Au total, 70 participants ont participé à cette formation hybride.L'atelier sur la concurrence et la régulation des marchés dans les télécommunications, les marchés numériques et le transit IP s'est tenu à Gaborone (Botswana) du 4 au 8 novembre 2024 à l'intention des membres de la CRASA. Il visait à mettre l'accent sur l'évaluation des caractéristiques du marché, des goulets d'étranglement et des obstacles à l'entrée susceptibles d'entraver la concurrence, notamment les effets de réseau, le coût d'investissement, les politiques et les réglementations relatives au marché et aux coûts du marché susceptibles d'avoir une incidence sur la concurrence (restrictions, incitations, entre autres) sur les marchés numériques. Il a également permis d'aborder les approches réglementaires concernant la tarification des services numériques de gros, d'interconnexion, de transit et d'utilisateur final et d'examiner un comparatif des pratiques aux niveaux national et régional afin d'orienter l'examen des lignes directrices sur la tarification de gros pour les membres de la CRASA.Plates-formes fédératricesL'édition 2024 du [**Colloque mondial des régulateurs (GSR-24)**](https://www.itu.int/itu-d/meetings/gsr-24/#/fr) a été organisée par l'UIT en collaboration avec le Gouvernement de l'Ouganda. Cette manifestation, qui s'est tenue du 1er au 4 juillet 2024 et qui avait pour thème "Réglementer pour produire des effets", a réuni plus de 600 participants de plus de 75 pays, parmi lesquels des ministres, des responsables d'autorités chargées de la réglementation et des dirigeants d'entreprises. Il comprenait des sessions thématiques réunissant des régulateurs, des décideurs et des parties prenantes du numérique du monde entier et offrait une tribune mondiale d'échange de connaissances. Deux manifestations spéciales ont été organisées, respectivement sur les outils pour l'espace durable et sur l'IA et la robotique en action, afin d'encourager le partage de connaissances et le dialogue sur les questions qui se font jour. Les manifestations préalables au GSR-24 comprenaient la réunion des associations régionales de régulateurs et du Réseau de régulation du numérique (DRN), la table ronde des responsables des organismes de régulation, la réunion du Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et des Directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO) et une session du Réseau de femmes (NoW) du BDT.Dans le cadre de l'édition de 2024 de la Manifestation de haut niveau du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)+20, la **session interactive sur la grande orientation C6 (Créer un environnement propice)** de cette année avait pour thème "Collaborer pour produire des retombées". Cette session visait à encourager une discussion avec les associations régionales de régulateurs et leurs membres, afin d'aborder les questions essentielles auxquelles sont confrontées les parties prenantes du secteur des TIC lorsqu'elles adoptent des technologies porteuses de transformations plus importantes.L'initiative du [Réseau des régulateurs du numérique (DRN)](https://www.itu.int/itu-d/sites/ra-network/#/fr) a été lancée par le Directeur du BDT, M. Cosmas Zavazava, en juin 2023, à l'occasion de la réunion des associations régionales de régulateurs du GSR-23. Le réseau fonctionne grâce aux associations réglementaires régionales, interrégionales et mondiales, en tirant parti de la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire. Les travaux du réseau DRN porteront sur trois grands axes de base: guider la réflexion, renforcer les capacités et expérimenter et innover dans le domaine réglementaire. Le réseau a pour objectif d'accélérer et de pérenniser la transformation numérique au moyen d'approches communes en matière de politique, de réglementation et de gouvernance numériques collaboratives dans tous les secteurs économiques et entre les pays. Une session spéciale avec l'Association régionale de régulateurs portait sur l'optimisation des possibilités dans le domaine du numérique dans la région Amériques, et sur le rôle des gouvernements, des régulateurs et des associations régionales de régulateurs dans l'adoption d'approches cohérentes face à des problèmes complexes. Ces sessions étaient axées sur les principales activités menées par les associations de régulateurs et sur la manière dont l'initiative sur le Réseau pourrait les appuyer.**Dans la région Amériques**: le [Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC-24)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2024/IPEC-2024.aspx), qui s'est tenu au Pérou du 2 au 6 septembre 2024 et a réuni plus de 150 délégués de 21 pays, visait à examiner les déficits de financement et les approches à adopter pour garantir les investissements et parvenir au développement inclusif et durable du numérique dans la région Amériques. Le **Dialogue économique régional (RED-AMS)** visait à examiner les bonnes pratiques en matière de politiques économiques et de réglementation et prévoyait une évaluation des besoins en infrastructures et services TIC, des mécanismes de financement et des investissements dans la région Amériques. Une session a été consacrée aux moyens de faire progresser les bonnes pratiques dans la région en ce qui concerne les stratégies réglementaires d'établissement des coûts et de tarification.**En Europe**: la Conférence internationale sur la réglementation de 2024 s'est tenue en Macédoine du Nord, en mai 2024. La manifestation, intitulée "Réduire l'écart – Entrer dans une nouvelle ère", constituait un cadre de discussion sur les communications électroniques, la réduction de l'écart à l'aide de la technologie et la connexion des sociétés et des économies. Trois tables rondes ont été organisées sur la gestion et le contrôle du spectre, la cybersécurité, et les questions liées à la réglementation et au large bande.Le Forum régional sur la réglementation organisé conjointement par l'UIT et l'Agence des communications électroniques et des services postaux (EKIP) s'est tenu à Budva (Monténégro) et a permis à plus de 150 experts en matière de réglementation de plus de 20 pays de se familiariser avec les dernières tendances mondiales et régionales et d'échanger des données d'expérience nationales. Parmi les thèmes abordés par les 35 intervenants présents lors du Forum figuraient les stratégies de réglementation pour les technologies de télécommunication émergentes, les tendances et l'évolution de l'infrastructure numérique, la qualité et les droits des services de télécommunication, la cybersécurité et la protection de la vie privée, la durabilité et les interventions en cas de catastrophe.La Conférence sur le Techritoire de la 5G a été coorganisée par l'UIT et s'est tenue à Riga (Lettonie) les 30 et 31 octobre. La conférence constitue un cadre de discussion important pour la région, accueillant des orateurs issus de gouvernements, d'organisations internationales, d'établissements universitaires et du secteur privé. Plus de 1 000 participants de plus de 40 pays différents étaient présents durant les deux jours de l'édition 2024. Les intervenants des 26 tables rondes ont évoqué également les priorités que sont la connectivité, la cybersécurité, la connectivité maritime et l'inclusion numérique en Europe.L'atelier sur l'avenir de la télévision en Europe, organisé en coopération avec le BR et le TSB, s'est tenu en novembre; l'objectif était d'aborder, avec les parties concernées, des questions comme le cadre réglementaire et la politique générale, les infrastructures et les services TIC émergents et convergents, ainsi que les interfaces utilisateur et les facteurs humains. Les participants ont notamment évoqué l'expérience utilisateur, la réglementation et les politiques, et la radiodiffusion résiliente et durable. Cet atelier était organisé en collaboration avec la Commission d'études 1 de l'UIT-D au titre de la Question 2/1.Les résultats présentés plus haut ont permis de renforcer les partenariats ainsi que la mobilisation et la collaboration des régulateurs, des associations de régulateurs, du secteur privé et des décideurs de différents secteurs, enrichissant les discussions dans le domaine et mettant en valeur la collaboration entre les secteurs visant à accélérer la transformation numérique. | **Amélioration de la politique et de la réglementation nationales:**• Lignes directrices relatives aux bonnes pratiques du GSR.• Articles publiés sur la plate‑forme sur la réglementation du numérique portant sur des sujets d'actualité.**Afrique:**• Projet d'analyse comparative des TIC en Afrique centrale.• Projet relatif à l'assistance technique et la formation à l'intention de l'Ouganda concernant la Stratégie de développement national des TIC.**Amériques:**• Appui à l'amélioration de la réglementation pour le Honduras.**États arabes:**• Oman, Qatar et Syrie.**Europe:**• Ukraine.• Lettonie. |
| Statistiques***Résultat****: renforcement de la capacité des États Membres à produire et à recueillir des statistiques de qualité et comparables au niveau international, qui tiennent compte de l'évolution et des tendances dans le secteur des télécommunications/TIC rendues possibles grâce aux technologies et aux services nouveaux et émergents, à partir de normes et de méthodologies convenues.* |
| Série de publications "Mesurer le développement du numérique"De nouveaux produits de connaissances ont contribué à sensibiliser les États Membres au fait que la connectivité universelle et efficace est un impératif politique, et à renforcer leurs capacités à évaluer l'état du développement numérique et à donner du sens à la transformation numérique.• Deux éditions spéciales de la publication "Faits et chiffres", s'intéressant respectivement aux [petits États insulaires en développement](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-sids/) (PEID) et aux [pays en développement sans littoral](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-for-lldc/) (PDSL), ont été publiées en 2024, avant la tenue de conférences mondiales consacrées à ces pays. Sur la base des estimations pour 2023, les auteurs des publications ont évalué la situation de la connectivité dans les PEID et les PDSL, en mettant en évidence leur diversité, leurs défis communs et les atouts sur lesquels ils peuvent s'appuyer.• Le [Rapport de synthèse sur l'accessibilité financière des services TIC en 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx) a présenté de façon concise les informations clés tirées de [l'ensemble de données sur les prix des TIC en 2023](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx).• L'[Indice de développement des TIC (IDI) de 2024](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/idi2024/), la deuxième édition fondée sur la nouvelle [méthode de calcul de l'IDI](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/IDI/default.aspx) et un nouveau [tableau de bord de l'IDI](https://datahub.itu.int/dashboards/idi/) intégré au Centre de données de l'UIT ont été publiés en juin.• L'[édition de 2024](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/facts-figures-2024/) de la publication mondiale "Faits et chiffres", publiée en novembre, contenait des estimations des indicateurs fondamentaux des TIC pour le monde, les régions de l'UIT, les groupes de revenus et les groupes spéciaux des Nations Unies.• Une série de [six publications sur l'état et les tendances du développement du numérique](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/sddt/), chacune consacrée à une région de l'UIT, a été publiée à l'occasion des différents forums régionaux sur le développement.Présence numérique et outils de productivitéL'amélioration de la présence en ligne a contribué à renforcer la capacité des États Membres à soumettre des données de qualité et à faciliter l'accès aux statistiques sur les TIC et aux informations réglementaires.Le Questionnaire sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde est désormais disponible dans les six langues officielles.De nouvelles fonctionnalités et de nouveaux outils ont été ajoutés au [centre de données de l'UIT](https://datahub.itu.int/), notamment un [outil avancé de recherche de données](https://datahub.itu.int/query/) et une [carte choroplèthe](https://datahub.itu.int/data/?i=178&u=per+100+people) permettant de visualiser immédiatement les résultats des pays pour un indicateur sélectionné. La dernière édition de la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) sur abonnement a été publiée en janvier 2024 et supprimée par la suite, puisque toutes ses données sont maintenant accessibles gratuitement sur le Centre de données de l'UIT.Entre décembre 2023 et novembre 2024, le trafic sur le centre de données a augmenté de 170%.Collecte de données et production de statistiquesLes activités de collecte de données ont contribué à renforcer la capacité des États Membres à évaluer le niveau de connectivité et les progrès accomplis pour parvenir à une connectivité universelle et efficace et à préparer des interventions efficaces.Pendant la campagne de collecte de données du printemps 2024, la proportion de pays soumettant des données à l'UIT a connu une légère augmentation par rapport à la campagne de l'automne 2023. Il est à noter que les résultats se sont améliorés pour trois des cinq indicateurs fondamentaux de performance du GCDT relatifs à la soumission de données par les États Membres, bien que six mois seulement se soient écoulés depuis le cycle précédent de présentation des rapports. En outre, le nombre de points de données disponibles sur le Centre de données est passé à 613 000, augmentant ainsi de 6% par rapport à 2023. L'UIT possède l'ensemble de données sur les prix des PIC le plus vaste et le plus complet. En 2024, des données ont été recueillies pour un nombre record de 218 économies et huit paniers de prix. Les [prix médians](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2024/11/10/ff24-affordability-of-ict-services/) du panier de données mobiles d'entrée de gamme et du panier du large bande fixe pour le monde, les Régions de l'UIT, les groupes de revenu et les groupes spéciaux des Nations Unies ont été présentés dans l'édition de 2024 du rapport "Faits et chiffres". L'ensemble complet des données nationales sur les [prix des TIC en 2024](https://datahub.itu.int/dashboards/?id=1) a été publié début 2025. La collecte de données sur le prix des TIC en 2025 a eu lieu en février.Un [calendrier consolidé pour tous les questionnaires sur les données du BDT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/datacollection/ITU_BDT_QuestionnaireSchedule_2025.pdf) prévus a été publié en décembre 2024 pour la première fois, afin de tenir compte des réactions des États Membres de l'UIT, en particulier lors de la réunion de 2024 du GCDT. Le calendrier pour 2025 vise à réduire au minimum les chevauchements et les redondances, à appuyer les travaux de planification des États Membres et à faciliter la soumission des données dans les délais. Il décrit les délais pour chaque questionnaire et comprend les adresses électroniques des personnes à contacter pour toute question ou demande de clarification concernant des enquêtes spécifiques. Le cycle de collecte de données pour 2025 comprend les questionnaires suivants: le questionnaire sur les paniers de prix des TIC, le questionnaire sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers, le questionnaire sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde et le questionnaire sur les politiques tarifaires des télécommunications/TIC.La science des données au service des statistiques officiellesDes activités de sensibilisation ont permis de mieux faire connaître le potentiel de la science des données pour les statistiques officielles sur les TIC. L'assistance et les outils techniques ont contribué à renforcer la capacité des États Membres à tirer parti de la science des données pour établir des statistiques sur les TIC.Au sein du [Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données en statistiques officielles des Nations Unies](https://unstats.un.org/bigdata/), l'UIT dirige l'[équipe spéciale chargée des questions liées aux données mobiles](https://unstats.un.org/bigdata/task-teams/mobile-phone/index.cshtml) et son sous-groupe sur les données synthétiques.Le [projet](https://www.worldbank.org/en/programs/global-data-facility/brief/putting-mobile-phone-data-to-work-for-policy) UIT-Banque mondiale "Mettre les mégadonnées de la téléphonie mobile au service des politiques" est maintenant pleinement mis en œuvre. Un [atelier](https://www.worldbank.org/en/events/2024/09/25/global-data-facility-mobile-phone-data-program-for-policy-cohort-1-launch-workshop) de lancement, auquel ont participé des représentants de bureaux nationaux de la statistique, des régulateurs des télécommunications et des opérateurs de télécommunication de 18 pays sélectionnés pour faire partie de la première cohorte, a été organisé en octobre 2024. La première cohorte a été officiellement annoncée lors du Forum mondial des Nations Unies sur les données de 2024 à Medellín, en Colombie.De nouveaux notebooks Jupiter de l'UIT permettant de calculer l'indicateur d'utilisation de l'Internet à partir de données de téléphonie mobile ont été mis au point. Ces notebooks ont été présentés à la Conférence internationale sur les mégadonnées tenue à Bilbao (Espagne), ainsi qu'au Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS-24), et ont suscité un vif intérêt parmi les États Membres, puisque plus de 20 pays ont demandé à utiliser les codes.L'Ouganda a bénéficié d'une assistance pour la préparation d'une stratégie relative à l'utilisation des mégadonnées dans les organismes publics, et la Tunisie, le Libéria et la Malaisie ont reçu une aide pour tirer parti des données de téléphonie mobile dans le cadre des indicateurs de la société de l'information et d'autres applications statistiques. L'Argentine, l'Uruguay, le Costa Rica et la Mongolie ont bénéficié de présentations sur les données de téléphonie mobile.Le BDT a intensifié ses travaux techniques afin d'estimer l'utilisation de l'Internet au niveau sous-national à l'aide de sources de mégadonnées ouvertes.Les sources de mégadonnées ont été intégrées dans les processus statistiques fondamentaux de l'UIT et ont permis la création d'un lac de données permettant de rationaliser la collecte, le traitement et le partage des données. Le BDT a organisé des sessions sur les mégadonnées au service des statistiques sur les TIC lors du Forum mondial sur les données de 2024 et de la Conférence internationale sur les mégadonnées, ainsi que plusieurs webinaires placés sous l'égide des pôles régionaux du Comité d'experts en mégadonnées et sciences des données des Nations Unies sur l'utilisation des données de téléphonie mobile pour les indicateurs de la société de l'information.Développement des capacités et normes statistiques (Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH))Les travaux du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) et du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI), les activités de renforcement des capacités et l'assistance technique ont contribué à améliorer la qualité et la pertinence des indicateurs de l'UIT et à renforcer la capacité des États Membres en matière d'établissement et de collecte de statistiques de haute qualité sur les TIC.Les réunions annuelles de 2024 des [groupes d'experts sur les indicateurs des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/expertgroups.aspx) se sont tenues conjointement les 25 et 26 septembre à Genève et ont attiré 263 participants.La [douzième réunion du Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages](https://www.itu.int/itu-d/meetings/egh2024/#/fr) comprenait des sessions sur la mesure des compétences TIC, sur les [travaux](https://www.itu.int/itu-d/meetings/egh2024/wp-content/uploads/sites/28/2024/09/EGTIEGH2024_IDIReport.pdf) du sous-groupe mixte EGTI/EGH sur la méthode d'élaboration de l'Indice de développement des TIC (session conjointe avec le Groupe EGH), sur la conception des questionnaires et sur la mesure de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) par les particuliers.À sa [quinzième réunion, le Groupe EGTI](https://www.itu.int/itu-d/meetings/egti2024/#/fr) a tenu des séances consacrées aux conclusions du sous-groupe sur les paniers de prix des TIC, à la mesure de la qualité de service et de la qualité d'expérience et à la mesure de l'empreinte environnementale du secteur des TIC, au cours desquelles de nombreuses données d'expériences nationales ont été présentées, notamment sur les bonnes pratiques de collecte de données sur les marchés des TIC.S'appuyant sur les conclusions du Groupe EGH et du Groupe EGTI, l'UIT a mis à jour les [principales parties](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/manual/ITU_HHManual_ICTskills_rev2025.pdf) de son *Manuel sur la mesure de l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers*, en y introduisant de nouvelles recommandations relatives à la mesure des compétences en matière de TIC. Ces éléments ont également été intégrés dans les [métadonnées](https://unstats.un.org/sdgs/metadata/) pour l'indicateur 4.4.1 des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, dans le but de fournir aux pays une approche normalisée à l'échelle mondiale pour mesurer le niveau de compétence des individus dans le domaine des TIC. En outre, l'UIT a mis à jour les métadonnées pour l'indicateur 9.c.1 des ODD des Nations Unies. Cet indicateur distingue désormais les populations couvertes par les réseaux 5G, offrant ainsi une vision plus pertinente et plus instructive de la connectivité mondiale.Le BDT a organisé une série de neuf séminaires régionaux sur la promotion et la mesure de la connectivité efficace et universelle, qui s'adresse aux décideurs chargés des politiques et des stratégies nationales de connectivité numérique, et aux statisticiens chargés de la mesure du développement des télécommunications/TIC des ministères, des bureaux nationaux de la statistique, des régulateurs, des opérateurs de télécommunication, d'instituts de recherche et d'autres organisations compétentes. Ces séminaires sont organisés en coopération avec les bureaux régionaux de l'UIT. Ils bénéficient du soutien financier d'une organisation hôte ou de l'Union européenne dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Promouvoir et mesurer une connectivité universelle et efficace". Les ateliers de trois jours répondent à trois objectifs: 1) satisfaire à l'impératif de parvenir à une connectivité universelle et efficace; 2) renforcer la collaboration entre statisticiens et décideurs; 3) surmonter les défis liés à la mesure. Les ateliers suivants ont été dispensés:• pour les [Caraïbes](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/03/14/umc_ws_car/#/fr), à Nassau, en collaboration avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) des Bahamas (juin 2024);• pour la région des [États arabes](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/03/12/umc_ws_arb/#/fr), à Doha, en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications du Qatar (octobre);• pour l'[Asie](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2024/10/28/umc_ws_asia/#/fr), à Bangkok, en collaboration avec la Commission nationale de la radiodiffusion et des télécommunications (NBTC) de la Thaïlande (décembre);• pour l'[Amérique latine](https://www.itu.int/itu-d/sites/projectumc/2025/01/27/umc_ws_latam/?lang=en#/fr), à Saint-Domingue, en collaboration avec ONE et INDOTEL (avril 2025).**Dans la CEI**: une formation régionale de l'UIT sur le suivi de la connectivité universelle et efficace grâce aux statistiques sur les TIC a été organisée à Tachkent (Ouzbékistan) et a permis d'examiner le concept de connectivité universelle et efficace ainsi que manière d'intégrer celle-ci dans les politiques numériques nationales, d'améliorer la capacité statistique des pays de la région à produire et à diffuser des données statistiques pertinentes, et d'utiliser les données pour identifier les bonnes pratiques et les recommandations politiques. Cette formation a inclus plus de 80 participants: des décideurs chargés des politiques et des stratégies nationales de connectivité numérique, des dirigeants et des experts chargés de la mesure du développement des télécommunications/TIC des ministères, des bureaux nationaux de la statistique, des régulateurs, des opérateurs de télécommunication, d'instituts de recherche et d'autres organisations compétentes des pays de la CEI. Les participants ont ainsi pu se familiariser avec le concept de connectivité universelle et efficace et avec le nouvel impératif politique, recevoir une formation sur les normes statistiques en matière de TIC, et examiner la situation des statistiques relatives aux TIC dans les pays de la CEI, aux niveaux national et régional.Une assistance spécialisée plus personnalisée a été fournie à certains pays de la région de la CEI. Ainsi, en avril 2024, un atelier national intitulé "Le développement numérique axé sur les données: échange de données d'expérience sur la collecte, l'analyse et la diffusion de données relatives aux télécommunications/TIC" a été organisé au Kirghizistan et a permis à plus de 30 représentants du Ministère du développement numérique et de la Commission nationale des statistiques d'approfondir leurs connaissances dans ce domaine. En mars 2025, un atelier national intitulé "Outils à l'appui de l'élaboration de politiques et de réglementations sectorielles: statistiques sur les TIC et évaluation de la qualité de la fourniture de services" a été organisé en Arménie à l'intention de représentants des autorités politiques, réglementaires et statistiques. Au cours de ces formations, les représentants nationaux, avec l'aide d'experts de l'UIT, ont examiné les approches nationales en matière de collecte de données et les méthodologies existantes, ont discuté des lacunes et des difficultés et ont élaboré des recommandations sur les données relatives aux ménages et à l'administration.Les trois cours de l'Académie de l'UIT sur la collecte de données sur les TIC pour, respectivement, [les indicateurs des télécommunications/TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-telecommunicationict-indicators-2#/fr), [l'accès aux TIC et l'utilisation des TIC par les ménages](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-ict-access-and-use-households-and-individuals-2#/fr) et [les données de téléphonie mobile](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/mobile-phone-data#/fr) incluent des contenus nouveaux et mis à jour.Un nouveau [manuel sur les paniers de prix des TIC pour 2025](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/ICT_Prices/ITU_IPBQManual_2025.pdf) a été publié en février 2025, complété par un [guide visuel de collecte des prix des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/datacollection/IPB_Rules_VisualGuide_2025.pdf), reflétant la nouvelle méthode adoptée par le Groupe EGTI.Entre février et avril, une [série de quatre webinaires techniques](https://ituint.sharepoint.com/sites/TDAG/Shared%20Documents/TDAG-25%20%2812-16%20May%202025%29/02_Document%202%20-%20KAP%20Implementation/series%20of%20four%20technical%20webinars) ("stages") sur le questionnaire sur les paniers de prix des TIC, le questionnaire sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers (deux webinaires) et le questionnaire sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde ont été organisés à l'intention des coordonnateurs des statistiques avant les campagnes de collecte de données. Ils comprenaient des exemples concrets sur la façon de remplir les questionnaires et les modifications apportées aux indicateurs, ainsi que des questions-réponses.Partenariats et coopération internationaleDes manifestations et des activités de sensibilisation ont contribué à sensibiliser davantage les États Membres et les parties prenantes à l'importance de la connectivité universelle et efficace et de sa mesure, ainsi qu'à faire progresser le programme relatif aux statistiques dans le domaine des TIC et à améliorer son évaluation.Placée sous le thème "Des mesures aux actes: combler le fossé des données pour parvenir à une connectivité universelle et efficace", l'édition de 2024 du [Colloque sur les indicateurs des télécommunications dans le monde](https://www.itu.int/itu-d/meetings/wtis24/#/fr) (WTIS-24) s'est tenue les 23 et 24 septembre à Genève. Le Colloque comportait huit séances, auxquelles ont pris part 32 orateurs, ainsi que 276 participants de 85 pays. Quarante-trois pour cent des participants étaient des femmes.Au cours de la [présidence du Brésil du G20](https://www.g20.org/pt-br) en 2024, l'UIT était un partenaire pour le partage de connaissances auprès du Groupe de travail sur l'économie numérique (DEWG). Plus précisément, elle était chargée d'appuyer l'élaboration de lignes directrices relatives à des indicateurs pour une connectivité efficace et universelle. L'accent mis par la Présidence sur la mesure de la connectivité universelle et efficace a souligné l'intérêt croissant que suscite ce concept, qui a été introduit par l'UIT en 2021, ainsi que l'importance de la prise de décisions fondées sur des données et des données factuelles.• L'UIT a apporté sa contribution aux discussions du Groupe DEWG, aux manifestations parallèles du G20 et à plusieurs produits. Elle a également contribué à l'élaboration du [document](https://www.gov.br/mcom/pt-br/acesso-a-informacao/governanca/governanca-de-tic-1/documentos-g20/p1-g20-dewg-brasil-2024-umc.pdf) intitulé "Connectivité universelle et efficace: cadre pour les indicateurs et les mesures", qui prône la connectivité universelle et efficace, propose des indicateurs pertinents, évalue la capacité statistique des économies du G20, présente de nouvelles méthodes de mesure et formule des recommandations. • Un résumé du document est joint en annexe à la [déclaration ministérielle du Groupe DEWG](https://g7g20-documents.org/database/document/2024-g20-brazil-sherpa-track-digital-economy-ministers-ministers-language-g20-dewg-maceio-ministerial-declaration), adoptée par les ministres du G20 responsables de l'économie numérique. La déclaration souligne l'importance de la connectivité universelle et efficace, affirme l'engagement en faveur de celle-ci et salue la contribution de l'UIT en la matière. Des manifestations ont été organisées pour marquer le 20ème anniversaire du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/intlcoop/partnership/default.aspx), notamment une session lors de l'édition 2024 du Forum du SMSI à Genève, une session lors de l'Atelier sur les méthodes d'enquête organisé par le Centre d'information sur les réseaux du Brésil (NIC.br) et le Centre d'études sur les technologies de l'information et de la communication du Brésil (CETIC) à Sao Paulo, où l'annonce de la création du partenariat a été faite en 2004, et une session à l'occasion du WTIS-24. Un bilan a été dressé afin d'évaluer les progrès accomplis et de définir les priorités.Le BDT a présenté des contributions sur les statistiques dans le domaine des TIC pour l'élaboration de documents internationaux, notamment pour le Comité de coordination des activités de statistique des Nations Unies (CCAS), le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF) et la Commission de statistique des Nations Unies.Dépositaire de [six indicateurs des Nations Unies relatifs aux ODD](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/SDGs-ITU-ICT-indicators.aspx), l'UIT a joué un rôle essentiel dans les progrès réalisés à l'échelle mondiale en fournissant des données mises à jour qui seront versées dans la [base de données des Nations Unies sur les indicateurs relatifs aux ODD](https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/). Elle a également fourni des données complémentaires sur ces indicateurs demandées par les commissions régionales de l'ONU et a répondu activement aux demandes de données, garantissant ainsi l'accessibilité et la clarté pour les parties prenantes du monde entier.La mise en œuvre du projet "Promouvoir et mesurer la connectivité universelle et efficace", financé par l'UE, est en cours. Le projet appuie des activités essentielles, notamment des activités et outils de renforcement des capacités, la recherche et la présence numérique. |  |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 2, 8, 10, 18, 21, 22, 131, 135, 138, 139, 174, 191, 195, 196 et 201 de la PP;8, 16, 17, 22, 23, 25, 30, 37, 48, 64, 71, 77, 78, 79, 80, 84 et 85 de la CMDT |
| **Commission d'études** | Toutes les Questions confiées à la Commission d'études 1 (Environnement propice à une connectivité efficace); Questions 5/2, 6/2 et 7/2 de la Commission d'études 2 (Transformation numérique) |

|  |
| --- |
| Priorité 4 de l'UIT-D: Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable*Promouvoir l'élaboration de stratégies nationales en matière de cybersécurité et renforcer les compétences numériques* |
| Cybersécurité***Résultat****: fourniture aux États Membres d'une aide à l'élaboration de stratégies nationales relatives à la cybersécurité et à la création d'équipes CIRT.* *Développement de services en ligne sécurisés, notamment les services de protection en ligne des enfants, et mobilisation de ressources en faveur des groupes marginalisés et des personnes ayant des besoins particuliers.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Renforcement des capacités**Dans la région Afrique**: le BDT, en collaboration avec INTERPOL, a tenu un cyberexercice régional pour l'Afrique à Accra (Ghana), accueilli par l'Autorité ghanéenne de cybersécurité. Cette manifestation a renforcé la capacité des participants à communiquer et gérer les interventions en cas d'incident, et à favoriser la collaboration pour faire face aux cybermenaces. Plus de 210 participants de 29 pays africains ont pris part à une session d'une journée consacrée à l'échange de bonnes pratiques et de données d'expérience.Quatre Membres du secteur privé de l'UIT-D, à savoir BitSight, CTM360, ImmuniWeb et NRD, ont mis gratuitement à disposition de 19 pays africains faisant partie des pays les moins avancés (PMA) des outils, des services et des formations, dans le but de réduire les disparités en matière de cybersécurité entre pays développés, pays en développement et PMA, dans le cadre du **projet "La cybersécurité au service du bien social"**. En collaboration avec le Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB), une série de stages pratiques sur la sécurité des services financiers numériques (SFN) ont été organisés dans les pays suivants: Gambie, Soudan du Sud, Ghana, Zimbabwe, Malawi, Lesotho, Éthiopie, Eswatini, Sierra Leone, Burkina Faso et Gabon. Les stages SFN sont suivis par des régulateurs des TIC et des services financiers, des opérateurs de télécommunication et des fournisseurs de services financiers; leur objectif principal est de fournir une assistance technique aux pays sur les questions de sécurité liées aux services financiers numériques et d'aider les États Membres à adopter les recommandations de l'UIT sur la sécurité des SFN et à créer leurs propres laboratoires de sécurité des SFN afin de valider la conformité des applications SFN à ces recommandations.L'UIT a mis en œuvre, en collaboration avec la GIZ, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et l'Académie de l'UIT, le programme Her CyberTracks, auquel participent 19 pays africains. Ce programme de cinq mois comprenait des formations en ligne et une formation présentielle au Ghana, en collaboration avec l'Autorité ghanéenne de cybersécurité.**Dans la région Amériques**: l'UIT, l'UNICEF et l'OECO ont collaboré dans des domaines d'intérêt commun, y compris la connectivité des écoles et l'initiative Giga dans la région des Caraïbes orientales, à travers l'élaboration d'une politique et d'un cadre stratégique pour la protection en ligne des enfants, une étude pilote dans des communautés rurales de la Barbade (qui comprenait la fourniture d'équipements informatiques et une formation) et la présentation aux États membres de l'OECO de l'appui de Giga à la mise à niveau du large bande.À la Barbade, le large bande a été amélioré dans 27 écoles pilotes, et plus de 18 057 élèves et 1 382 enseignants dans tout le pays en ont bénéficié. Dans le cadre de la programmation mondiale de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, un programme de formation des formateurs a été dispensé à des éducateurs au Suriname et au Costa Rica en mars 2024, en Équateur en août 2024 et aux Bahamas en février 2025. En outre, les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants ont été traduites en aymara, en néerlandais et en quechua. Haïti a été intégrée au projet "La cybersécurité au service du bien social" de l'UIT en mars 2025 et a eu accès aux outils, aux services et aux formations fournis par les Membres de Secteur de l'UIT.Le séminaire régional sur la cybersécurité et la cyberdiplomatie, organisé par l'UIT, la Commission technique régionale des télécommunications (COMTELCA) et l'Autorité nationale des services publics (ASEP) du Panama, se tiendra en avril 2025 à Panama. Ce séminaire, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de mentorat de l'UIT pour les femmes dans la cybersécurité, vise à autonomiser les décideuses et à renforcer la gouvernance et la diplomatie en matière de cybersécurité dans la région Amériques grâce à des discussions d'experts et à des exercices pratiques.**Dans la région des États arabes**: dans le cadre de l'initiative en faveur de **l'acquisition de compétences pour les femmes dans le domaine de la cybersécurité**, une formation a été dispensée en collaboration avec l'Union générale des femmes et le Conseil de cybersécurité des Émirats arabes unis à l'intention des décideuses de la région sur la gouvernance nationale de la cybersécurité et la cyberdiplomatie, afin de renforcer leur capacité à participer à l'élaboration de politiques de cybersécurité aux niveaux national et international.Le projet "La cybersécurité au service du bien social" offre à la Somalie un accès gratuit aux plates-formes CTM360 et ImmuniWeb. Dans le cadre de la programmation mondiale de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, des ressources de sensibilisation localisées à l'intention des enfants et des tuteurs ont été élaborées au Maroc.**Dans la région Asie-Pacifique**: dans le cadre du projet **"La cybersécurité au service du bien social"**, le BDT collabore avec les PMA pour améliorer leur capacité à remédier aux problèmes de cybersécurité. La République démocratique populaire Lao et le Cambodge ont bénéficié d'un accès gratuit à des outils fournis par des Membres du secteur privé de l'UIT, notamment CTM360 et ImmuniWeb. Par l'intermédiaire de son "Programme d'intervention en cas d'incident", le BDT a fourni une assistance technique aux Maldives en dispensant des formations et en établissant un rapport d'évaluation sur les lacunes en matière de renforcement des capacités. Le BDT, en collaboration avec le Centre de cybersécurité du Brunéi (CSB) et le Ministère des transports et de l'infocommunication (MTIC) du Brunéi Darussalam, a organisé le cyberexercice régional de l'UIT pour l'Asie-Pacifique en novembre 2024 à Bandar Seri Begawan (Brunéi Darussalam). Ce cyberexercice a rassemblé plus de 130 participants à la conférence régionale. En outre, 80 participants de 19 États Membres ont également assisté aux sessions de formation et à l'exercice basé sur des scénarios, au cours desquels ils ont renforcé leur capacité à gérer les interventions en cas d'incident.L'UIT, en collaboration avec le Ministère des postes et télécommunications du Cambodge (MPTC) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), a également organisé un atelier sur le thème "Renforcer la résilience des infrastructures essentielles de l'information". Cette formation se présentant sous la forme d'un atelier, qui a réuni 30 participants représentant des parties prenantes des infrastructures de l'information essentielles du Cambodge, dont l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique du Cambodge (CamCERT), a contribué à renforcer les connaissances des participants sur les interventions en cas d'incident technique, la stratégie nationale de cybersécurité et la gestion des crises.Du 3 au 5 février 2025, le BDT a organisé à Bangkok une formation à l'intention des responsables gouvernementaux du Bhoutan. Organisée en partenariat avec la JICA Bhoutan, cette formation a permis à 11 cadres de sept organismes publics de participer à des simulations, des formations et des visites d'étude de haut niveau en matière de cybersécurité. Du 17 au 20 février 2025, le BDT a dispensé une formation sur le renforcement de la résilience des infrastructures essentielles de l'information par l'intermédiaire des services des équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique pour les Philippines. Cette formation a été organisée en partenariat avec la JICA et le Ministère des TIC (DICT) des Philippines.**Dans la région de la CEI**: le **premier cyberexercice national** s'est tenu en Arménie. Il était coorganisé par l'Agence des systèmes d'information de l'Arménie (ISAA). Ce cyberexercice a contribué à renforcer les capacités des parties prenantes gouvernementales en ce qui concerne les interventions techniques et les compétences de gestion dans le domaine de la cybersécurité, et a permis d'établir une référence pour le secteur de la cybersécurité en développement de l'Arménie.Dans le cadre du programme mondial de l'UIT pour la protection en ligne des enfants, l'Union a appuyé une formation de deux jours intitulée "Cybersécurité pour la famille", organisée en avril 2025 au Kazakhstan par TechnoWomen, avec l'appui de la Commission nationale pour les affaires féminines, la politique familiale et démographique relevant du président de la République du Kazakhstan et du Ministère du développement numérique, de l'innovation et de l'industrie aérospatiale de la République du Kazakhstan. Cette formation visait à former les femmes des forces de l'ordre et d'autres organisations concernées aux tendances numériques, à la cybersécurité et à l'hygiène numérique, ainsi qu'aux méthodes permettant de faire face aux risques et aux questions de protection en ligne et couvrait, entre autres, des sujets tels que la prévention du cyberharcèlement, le harcèlement en ligne, la sécurité des paiements en ligne et les mécanismes de contrôle parental.**Dans la région Europe**: le Forum de l'UIT sur la cybersécurité et le cyberexercice pour l'Europe et la Méditerranée, qui se sont tenus du 26 au 29 novembre 2024 à Sofia (Bulgarie), ont réuni des représentants de l'Albanie, de l'Allemagne, de la Bosnie‑Herzégovine, de la Bulgarie, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, de la Macédoine du Nord, de Moldova, du Monténégro, de la Pologne, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Suisse, de l'Ukraine, de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Tunisie, ainsi que des experts du Forum pour les équipes d'intervention en cas d'incident (FIRST), d'Europol, de la Banque mondiale et de l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA).Les lignes directrices sur la protection en ligne des enfants ont été traduites en maltais, et des cartes de citation résumant les principales recommandations ont été élaborées. Des activités de renforcement des capacités ont également été déployées, afin de sensibiliser le pays et de renforcer les compétences des représentants maltais. Ces initiatives ont renforcé la capacité de Malte à relever les défis de la protection en ligne des enfants et favorisent ainsi un environnement numérique plus sûr et sécurisé pour les enfants.L'élaboration de l'évaluation nationale de la protection en ligne des enfants, ainsi qu'une consultation nationale des parties prenantes tenue les 2 et 3 décembre 2024, ont contribué à améliorer l'approche stratégique d'Andorre en matière de protection des enfants dans l'environnement en ligne. Ces initiatives, qui favorisent une collaboration multi-parties prenantes, recensent les lacunes et hiérarchisent les mesures à prendre, ouvrent la voie à l'établissement d'un cadre global et inclusif sur la protection en ligne des enfants adapté aux besoins spécifiques du pays.L'UIT a mis en œuvre, en collaboration avec la GIZ, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et l'Académie de l'UIT, le programme "Her CyberTracks", auquel participent 8 pays européens. Ce programme de cinq mois comprenait des formations en ligne et une formation présentielle en Albanie, en collaboration avec l'Autorité nationale de cybersécurité de l'Albanie.Fourniture d'une assistance technique**Dans la région Afrique**: le BDT a procédé à une évaluation nationale de l'état de préparation de l'équipe d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) des Seychelles. En outre, un exercice théorique a été organisé pour l'écosystème de la cybersécurité du Lesotho. Cette session visait à améliorer la réflexion stratégique sur la gouvernance de la cybersécurité des principales parties prenantes nationales, et ainsi à progresser dans la réalisation des objectifs de la stratégie nationale de cybersécurité du Lesotho. Le Ministère des communications, des sciences et des technologies du Royaume du Lesotho a également reçu un appui pour l'élaboration d'une évaluation nationale des cyberrisques – un facteur essentiel pour renforcer la confiance dans les TIC dans le Royaume.En outre, le BDT a organisé des sessions de renforcement des capacités pour l'écosystème de la cybersécurité à Bissau, qui ont permis de consolider la capacité des parties prenantes nationales à élaborer des stratégies pour la mise en œuvre des équipes CIRT et à améliorer l'écosystème de la cybersécurité à Bissau.Dans le cadre du programme mondial de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, un groupe d'action national sur la protection en ligne des enfants a été créé au Malawi afin de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection en ligne des enfants, précédemment élaborée avec l'appui de l'UIT.**Dans la région Amériques**: le BDT a organisé trois cyberexercices. La 13ème manifestation sur le thème "Renforcement des cybercapacités en Amérique – Andino" a eu lieu à Caracas (Venezuela) du 14 au 17 mai 2024, à l'invitation du Ministère du pouvoir populaire pour la science et la technologie de la République bolivarienne du Venezuela, en collaboration avec la Commission nationale des technologies de l'information (CONATI) et la Surintendance des services de certification électronique (SUSCERTE). Le 14ème cyberexercice de la région Amériques a eu lieu à Lima (Pérou) du 23 au 27 septembre 2024, à l'invitation d'INICTEL‑UNI et en collaboration avec le Ministère des transports et des communications et le Secrétariat général de la Communauté andine. Le cyberexercice de l'UIT pour les Caraïbes (Nassau, Bahamas) s'est déroulé du 15 au 17 janvier 2025, à invitation du Gouvernement des Bahamas. Ces trois manifestations ont permis aux équipes d'intervention en cas d'incident d'améliorer leurs compétences, d'échanger des bonnes pratiques et de renforcer les liens entre les différents acteurs.Dans le cadre de la programmation mondiale de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, des projets de cadres nationaux ont été fournis à l'Équateur, au Pérou, à la Bolivie, au Suriname et aux Bahamas.**Dans la région des États arabes**: l'UIT a organisé deux cyberexercices régionaux, à savoir la semaine régionale de la cybersécurité et le cyberexercice régional pour les États arabes et l'OIC-CERT à Musat (Oman), du 28 au 30 octobre 2024, et l'exercice régional de préparation en matière de cybersécurité de l'UIT à Marrakech (Maroc), du 29 au 31 mai 2024. L'exercice régional de préparation en matière de cybersécurité s'est déroulé à l'invitation de la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information (DGSSI). Ces sessions ont non seulement permis de rassembler des équipes d'intervention en cas d'incident de toute la région pour améliorer leurs compétences, mais ont également facilité la consolidation et le partage des connaissances.Cent quatre pays ont participé au cyberexercice mondial de l'UIT, organisé par les Émirats arabes unis du 23 au 25 avril 2024. Le Conseil de cybersécurité des Émirats arabes unis a mis à la disposition des participants des 104 pays sélectionnés des bourses incluant les frais de voyage et d'hébergement.Dans la lignée de la programmation mondiale de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, un groupe d'action national sur la protection en ligne des enfants a été créé et consulté au Liban afin de contribuer à la mise en œuvre des travaux en faveur de la protection en ligne des enfants.**Dans la région Asie-Pacifique**: l'UIT a intensifié ses efforts dans les domaines de la cybersécurité, de la protection en ligne des enfants et du renforcement des capacités. En ce qui concerne l'assistance technique en matière de cybersécurité, l'Union a achevé une évaluation du niveau de maturité des équipes CIRT au Timor-Leste, en formulant des recommandations à l'intention de l'équipe d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT) du Timor-Leste, en collaboration avec l'Autoridade Nacional de Comunicações (ANC), afin de veiller à ce que l'équipe CSIRT du pays puisse améliorer son niveau de maturité en matière de cybersécurité. En outre, l'UIT a organisé une séance d'information de politique générale de haut niveau à huis clos et présenté une analyse de l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) à l'intention des Maldives, afin de renforcer les connaissances du pays en ce qui concerne les politiques de cybersécurité.Dans le cadre de son programme d'intervention en cas d'incident, l'UIT a mené une évaluation de l'état de préparation des équipes CIRT nationales aux Palaos en janvier 2025. Le BDT prévoit d'évaluer l'état de préparation de l'équipe CIRT à Nauru en avril 2025.Dans la lignée de la programmation mondiale de l'UIT sur la protection en ligne des enfants, un groupe d'action national sur la protection en ligne des enfants a été créé et consulté en Indonésie afin de contribuer à la mise en œuvre des travaux en faveur de la protection en ligne des enfants. | **Indice 2024 de la cybersécurité dans le monde lancé en septembre****Programme d'intervention en cas d'incident:**• 160 pays ont bénéficié des **cyberexercices** organisés dans toutes les régions.**PMA/PDSL et PEID mobilisés/aidés – Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable:**Au total, 40 PMA, PDSL et PEID ont bénéficié d'une assistance:• 11 de ces pays ont bénéficié d'une assistance technique.• Des cadres politiques et des supports de connaissance ont été élaborés dans 28 pays.• Des séances de sensibilisation ont été organisées dans 5 pays et des plates-formes fédératrices ont été créées dans 2 pays.• 6 projets sont en cours dans des PMA, des PDSL et des PEID relevant du domaine thématique "Télécommunications/TIC inclusives et sûres au service du développement durable". |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 130, 174 et 179 de la PP; 45 et 69 de la CMDT; 52 et 58 de l'AMNT |
| **Commission d'études** | Question 3/2 – Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité |

|  |
| --- |
| Priorité 5 de l'UIT-D et Catalyseurs 6 et 7 de l'UIT-D: Mobilisation de ressources, partenariats et coopération internationale*Renforcer la stratégie de mobilisation des ressources grâce à la coopération internationale* |
| ***Résultat****: renforcement de la coopération et de la coordination avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'autres organisations internationales, les organisations régionales de télécommunication et les institutions régionales et mondiales de développement, pour la mise en œuvre des priorités de l'UIT-D.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Mobilisation des ressources et partenariat**Nouveaux accords de partenariat signés**: entre mai 2024 et avril 2025, l'UIT a signé 73 accords avec un large éventail de partenaires. De plus amples informations sont publiées sur la [page web consacrée aux partenariats de l'UIT-D](https://www.itu.int/itu-d/sites/partnerships/home/partnerships/#/fr).**Nouveaux projets signés**: de mai 2024 à avril 2025, l'UIT a signé 35 nouveaux projets et addenda au total, d'un montant de 26,7 millions de CHF. Ces chiffres confirment la tendance à la hausse, observée ces dernières années, des fonds mobilisés par le BDT pour appuyer les projets, ce qui témoigne **de la plus grande confiance accordée à l'UIT en tant que partenaire de premier plan pour la mise en œuvre d'initiatives dans le domaine des TIC**, qu'il s'agisse de projets d'assistance technique aux États Membres de l'UIT ou de projets financés par des tiers donateurs. On trouvera d'autres précisions sur la mise en œuvre des projets par le BDT dans le [Document TDAG/24/7](https://www.itu.int/md/D22-TDAG31-C-0007/en), ainsi que sur le [portail des projets de l'UIT-D](https://www.itu.int/en/ITU-D/Projects/Pages/Portfolio.aspx), qui présente un tableau de bord interactif à l'intention des membres du GCDT qui inclut de plus amples informations sur le portefeuille de projets du BDT.Les projets, partenariats et activités de coopération existants ont également pris de l'ampleur: en 2024, le BDT a entrepris des activités dans le cadre de 91 projets, pour un montant de 88,5 millions CHF. Ces projets sont de nature multirégionale, régionale ou nationale. La plupart d'entre eux (93%) ont été financés par les fonds extrabudgétaires mobilisés auprès de tiers, tandis que les 7% restants ont été financés par des fonds d'amorçage provenant de l'UIT, le Fonds pour le développement des TIC, ainsi que par des fonds alloués par le Conseil de l'UIT pour appuyer les initiatives régionales de l'UIT-D. On trouvera de plus amples informations sur les efforts déployés par le BDT dans le domaine de la mobilisation de ressources et des partenariats dans les Documents 4 et 7 du GCDT-25.  | **• De mai 2024 à avril 2025**: 71 nouveaux accords; 35 accords de projet pour un montant de 26,7 millions USD.• 36 PMA, PDSL et PEID ont bénéficié d'un soutien.• Des séances de sensibilisation ont été menées dans 34 pays.• Des plates-formes fédératrices ont été mises en place dans 2 pays. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 1, 2, 24, 25, 52 et 58 de la CMDT |

|  |
| --- |
| Catalyseur 1 de l'UIT-D: Travaux reposant sur les contributions des membres*Renforcer la mise en œuvre des décisions de la CMDT et le dialogue entre les membres de l'UIT* |
| ***Résultat****: renforcement de la mise en œuvre des Résolutions de la CMDT.* *Renforcement de l'échange de connaissances, de la recherche-développement, du dialogue et des partenariats entre les membres de l'UIT concernant les questions de télécommunication/TIC.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| MembresDe mai 2024 à avril 2025, l'UIT-D a accueilli un nombre important de nouveaux membres issus du secteur privé, d'organisations régionales et internationales et d'établissements universitaires, grâce à une stratégie de communication renforcée, concertée et ciblée couvrant divers segments de l'écosystème des TIC.**Trente-sept nouveaux membres, dont des établissements universitaires**, ont rejoint l'UIT-D entre mai 2024 et mars 2025, ce qui contribue à la croissance du nombre de membres de l'UIT-D.La **croissance nette globale du nombre de membres jusqu'en avril 2025** (c'est-à-dire la différence entre les nouveaux membres et les membres ayant dénoncé leur participation) a été **supérieure de 50% à celle de 2023**.En 2024, l'organisation de deux réunions du **Groupe consultatif de professionnels chargé des questions de développement et des directeurs de la réglementation du secteur privé (IAGDI-CRO)** (l'une virtuelle et l'autre physique à Kampala (Ouganda)) a permis d'accroître le niveau des contributions aux Lignes directrices relatives à la réglementation et aux bonnes pratiques du GSR-24, et de mieux faire connaître les domaines d'interaction avec l'UIT-D.En outre, la réunion du Groupe IAGDI-CRO tenue pendant le GSR-24 à Kampala (Ouganda) a enregistré un nombre record de **participants** en présentiel (plus de 200). La déclaration finale est disponible [ici](https://www.itu.int/itu-d/sites/membership/wp-content/uploads/sites/50/2024/07/IAGDICRO-2024-Outcome-Statement_2-July_2024.pdf).À la suite des notes de liaison adressées par l'IAGDI-CRO aux Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D en vue d'organiser des discussions techniques pour définir des sujets pertinents et tournés vers l'avenir susceptibles d'inspirer les travaux futurs de l'UIT-D et de nouvelles Questions éventuelles pour les commissions d'études à soumettre lors de la CMDT-25, **deux DISCUSSIONS TECHNIQUES** ont été organisées en février 2025, sur les thèmes suivants: "Environnement propice à une connectivité efficace" et "Transformation numérique". Les deux DISCUSSIONS TECHNIQUES ont rassemblé plus de 200 participants qui ont exposé les points de vue du secteur sur les complexités actuelles et futures de l'environnement technologique en évolution.Le BDT a continué de mieux faire connaître les produits et services de l'UIT-D en organisant plus de **180** séances d'information avec les membres dans le cadre de réunions physiques et virtuelles et de visites de haut niveau, ce qui témoigne d'une augmentation soutenue du nombre de nouveaux membres et d'un taux de fidélisation accru des membres existants à l'horizon 2025.Établissements universitaires participant aux travaux de l'UITL'UIT a attiré 19 établissements universitaires membres et en a perdu 11 entre mai 2024 et avril 2025. Les trois Secteurs de l'UIT poursuivent leurs efforts concertés pour attirer et fidéliser les établissements universitaires.Les domaines présentant un intérêt particulier et d'interaction avec l'UIT-D, pour lesquels des collaborations sont envisagées, en plus de la contribution aux activités de recherche et des commissions d'études de l'UIT-D, sont l'Académie de l'UIT, le renforcement des capacités, l'inclusion numérique et l'innovation numérique.Commissions d'études (CE) de l'UIT-DLa [troisième réunion annuelle de la Commission d'études 1 (CE 1 – Environnement propice à une connectivité efficace) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&sp=2022&blk=28245#/fr) s'est tenue du 4 au 8 novembre 2024, en présence de 240 délégués (38% de femmes, 53% de participants en ligne) de 65 États Membres. Des bourses ont été accordées à 15 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion.Cent quatre-vingt-cinq contributions, dont les sept projets de rapport dans la version précédant la version finale pour la période d'études, ont été examinés à la réunion de 2024 de la CE 1 de l'UIT-D, ce qui a abouti à: 1) la publication de neuf notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination de deux Vice-Rapporteurs; et 3) l'approbation de trois produits intérimaires de la CE 1 de l'UIT-D, à savoir: i) "Enjeux et perspectives de l'utilisation du Fonds pour le service universel pour la réduction de la fracture numérique" (travaux menés conjointement au titre des Questions 4/1 et 5/1); ii) "Connectivité transformatrice: tendances en matière d'innovation dans le domaine des satellites" (travaux menés conjointement au titre des Questions 1/1, 3/1 et 5/1); et iii) "Sensibilisation des consommateurs à l'ère de la transformation numérique" (travaux menés au titre de la Question 6/1). Ce dernier produit intérimaire découle principalement de l'atelier de sensibilisation des consommateurs organisé à Brasilia par le Bureau régional de l'UIT pour les Amériques et Anatel en juin 2024. La Commission d'études 1 compte 93 postes de direction au total (présidents, vice-présidents, Corapporteurs, Vice-Rapporteurs), dont 37 (40%) sont occupés par des femmes.Afin de continuer à innover, et à la demande des membres, deux séances d'information ont été organisées respectivement sur les thèmes "Encourager la participation des jeunes et des femmes aux activités des commissions d'études" et "Technologies large bande hertziennes de Terre et cas d'utilisation". Les [membres de l'équipe de direction de la CE 1](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé cette troisième réunion annuelle et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à l'organisation régulière de réunions électroniques au titre des Questions à l'étude depuis la fin des réunions des groupes du Rapporteur en avril 2024. La [troisième réunion annuelle de la Commission d'études 2 (CE 2) de l'UIT-D](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=1&stg=&sp=2022&blk=28817#/fr) s'est tenue du 11 au 15 novembre 2024, en présence de 186 délégués de 54 États Membres. Des bourses ont été accordées à 12 délégués afin de leur permettre de participer en personne à la réunion. Les [membres de l'équipe de direction de la CE 2](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Management.aspx) ont préparé cette réunion et avancé sur la préparation des rapports finals sur les Questions et sur les produits intérimaires grâce à l'organisation régulière de réunions électroniques au titre des Questions à l'étude depuis la fin des réunions des groupes du Rapporteur en avril-mai 2024.**CIE**Lors de la réunion de la CE 2 de l'UIT-D en 2024, 125 documents ont été examinés pour faire avancer les travaux, ce qui a abouti à: 1) la publication de trois notes de liaison à l'intention de nos collaborateurs extérieurs; 2) la nomination d'un vice-président, d'un Corapporteur et de six Vice-Rapporteurs; 3) l'approbation du deuxième produit intérimaire de la CE 2 de l'UIT-D concernant les travaux menés au titre de la Question 3/2 confiée à la CE 2 de l'UIT-D sur la "Cybersécurité 5G"; 4) l'examen de sept projets de rapport dont la version précède la version finale pour la période d'études. Lors des deux réunions des commissions d'études, des propositions de collaboration ont été étudiées, notamment en ce qui concerne la participation des jeunes et des femmes, les statistiques et les indicateurs connexes, les synergies avec les projets de développement de l'UIT, les autres Secteurs de l'UIT et le SMSI.Mise en œuvre et suivi des résultats du SMSIConformément aux résultats de la CMDT-22, dont la Résolution 30, toutes les activités du BDT contribuent à la mise en œuvre des résultats du SMSI et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cela comprend la mise en œuvre d'activités ordinaires au titre du **plan opérationnel, de projets, d'initiatives régionales et d'initiatives spéciales, ainsi que des travaux des commissions d'études de l'UIT-D**.Le BDT continue de jouer le rôle de coordonnateur principal pour les grandes orientations C2 (Infrastructure des TIC), C6 (Créer un environnement propice) et C4 (Renforcement des capacités) du SMSI, tout en contribuant de manière significative à la grande orientation C5 du SMSI (Confiance dans l'utilisation des TIC). Une série de réunions de coordination ont été organisées à l'occasion du Forum du SMSI+20, qui s'est tenu du 27 au 31 mai 2024 à Genève (Suisse). Le BDT continue également de coordonner les grandes orientations C1, C3, C7, C9 et C11 du SMSI, en assurant une contribution régulière aux réunions pertinentes et à l'établissement de rapports.En outre, l'UIT est restée un membre actif du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et de son Comité directeur, aux côtés de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et du Département des affaires économiques et sociales (DESA) du Secrétariat de l'ONU. Le nombre de membres du Partenariat s'est élargi; celui-ci compte maintenant 14 organisations. Le Partenariat suit l'évolution des TIC dans le monde, notamment les progrès accomplis dans la réalisation des cibles du SMSI, et sensibilise à l'importance des TIC pour le développement. Il contribue activement au suivi de la réalisation des ODD, plusieurs cibles se rapportant aux TIC et aux technologies. Sur les 231 indicateurs du cadre mondial des indicateurs relatifs aux ODD, sept portent sur les TIC. Ils relèvent de six cibles rattachées aux Objectifs 4, 5, 9 et 17. L'UIT est responsable de cinq des sept indicateurs. (Pour de plus amples informations sur la contribution de l'UIT au Partenariat, veuillez consulter la section "Mesure".)Les forums de développement régional organisés dans l'ensemble des régions continuent d'attirer des représentants du système des Nations Unies, y compris des commissions régionales de l'ONU, et permettent de donner les suites appropriées à la mise en œuvre des résultats du SMSI au niveau régional. En 2025, entre février et avril, une autre série de six forums de développement régional a été organisée juste avant ou juste après les réunions préparatoires régionales de l'UIT en vue de la CMDT-25. Afin de faciliter les discussions régionales, le BDT a élaboré six rapports sur le thème "Niveau de développement du numérique et tendances dans ce domaine – Enjeux et perspectives" dans les régions de l'UIT. Un document d'information sur le SMSI+20, le Programme 2030 et le Pacte pour l'avenir a fourni l'occasion de lancer un nouvel appel à participation. En outre, les bureaux régionaux de l'UIT contribuent de manière proactive à la série de forums régionaux des Nations Unies sur le développement durable, qui sont dirigés par les commissions régionales de l'ONU. L'UIT participe régulièrement aux examens régionaux des ODD, tout en continuant de plaider en faveur d'un rôle catalyseur du numérique au service du développement durable et en mettant en lumière les liens entre les grandes orientations du SMSI et les ODD. En outre, en tant que membres du système des Nations Unies pour le développement, les bureaux régionaux de l'UIT continuent de diriger des coalitions thématiques régionales axées sur le numérique, offrant ainsi des cadres pour la coordination des actions, la création de synergies et, dans de nombreux cas, la mise en place de projets multi-organisations.Coalition Partner2ConnectLa Coalition pour le numérique Partner2Connect (P2C) a été lancée à l'initiative de l'UIT en 2021, en étroite collaboration avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies et le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.Au 22 novembre 2024, l'initiative P2C a recueilli **950 engagements, d'un montant de plus de 53,97 milliards USD, soumis par 465 entités**, notamment des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des organismes du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales ou régionales (banques multilatérales de développement comprises), des représentants de la société civile, des établissements universitaires et des groupes de jeunes. Les entités à l'origine de ces engagements sont originaires de **147 pays**. Lors du Congrès mondial sur la téléphonie mobile, des engagements pour les infrastructures d'un montant de 9 milliards USD ont été annoncés, en particulier pour les groupes de pays suivants:• Groupe des PMA (298 engagements reçus pour un montant estimé à 19,07 milliards USD de la part de 160 entités et de 76 pays ayant pris des engagements).• Groupe des PEID (142 engagements reçus pour un montant estimé à 25,54 milliards USD de la part de 93 entités et de 48 pays ayant pris des engagements).• Groupe des PDSL (248 engagements reçus pour un montant estimé à 19,54 milliards USD de la part de 161 entités et de 75 pays ayant pris des engagements).Plusieurs tables rondes nationales de mise en relation dans le cadre de l'initiative P2C ont également été organisées, par exemple la Table ronde nationale pour le Cambodge, la Table ronde P2C pour la Mongolie le 2 octobre 2024 à Oulan-Bator (Mongolie), et la Table ronde P2C pour la Chine le 8 novembre 2024.Le 6 décembre 2024, l'UIT, en collaboration avec l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU), organisera une manifestation virtuelle d'accélération de mise en relation P2C à l'intention des États Membres de la CTU. Plus de 15 représentants d'États membres de la CTU et 18 opérateurs, investisseurs et autres bailleurs de fonds potentiels se réuniront pour la première fois dans le but de faire progresser les initiatives de transformation numérique dans les pays des Caraïbes.Le 30 janvier 2025, la réunion annuelle 2024 de l'initiative P2C a été organisée au siège de l'UIT, à Genève (Suisse). Le Rapport annuel 2024 de l'initiative P2C a également été présenté et est disponible ici: [Rapport annuel 2024 de l'initiative P2C](https://s46824.pcdn.co/partner2connect/wp-content/uploads/2025/01/P2C-2024-Annual-Report.pdf).L'initiative P2C a participé au Congrès mondial de la téléphonie mobile 2025 (MWC25), qui s'est tenu à Barcelone du 3 au 6 mars 2025. Cette manifestation a constitué une étape décisive, avec l'annonce de nouveaux engagements en faveur d'infrastructures P2C visant à parvenir à une connectivité universelle et efficace. Des promesses de dons d'un montant de 73 milliards USD ont été effectuées, marquant un tournant majeur.Chaque réunion préparatoire régionale a été précédée d'un [forum de développement régional](https://www.itu.int/itu-d/meetings/rdf/#/fr), et le BDT organise des tables rondes de mise en relation P2C comme suit:• États arabes: le Forum de développement régional/la Table ronde de mise en relation P2C s'est tenu le **3 février 2025 à Amman (Jordanie)**.• Europe: le Forum de développement régional/la Table ronde de mise en relation P2C sur la promotion des partenariats pour le développement s'est tenu le **24 février 2025 à Budapest (Hongrie)**.• Asie-Pacifique: le Forum de développement régional/la Table ronde de mise en relation P2C s'est tenu le **19 mars 2025 à Bangkok (Thaïlande)**.• Amériques: le Forum de développement régional/la Table ronde de mise en relation P2C s'est tenu le **31 mars 2025 à Asunción (Paraguay).**• Afrique: le Forum de développement régional/la Table ronde de mise en relation P2C s'est tenu le **7 avril 2025 à Nairobi (Kenya).**• Communauté des États indépendants – CEI: le Forum de développement régional/Table ronde de mise en relation P2C s'est tenu le **23 avril 2025 à Bichkek (Kirghizistan).** | • De mai 2024 à avril 2025: 40 entités, dont des établissements universitaires, sont devenues membres.**Commissions d'études:**• 3 produits intérimaires approuvés à la réunion de la CE 1 de l'UIT-D.• 185 documents examinés à la réunion de la CE 1 de l'UIT-D.• 1 produit intérimaire approuvé à la réunion de la CE 2 de l'UIT-D.• 125 documents examinés à la réunion de la CE 2 de l'UIT-D. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17Contribution à la réalisation des cibles des ODD et des grandes orientations du SMSI: voir [le tableau ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2022-2025/Pages/reference/Questions-under-study.aspx)  |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | Principalement 1 et 2 de la CMDT; 208, 21, 70, 71, 77, 102, 123, 130, 131, 136, 139, 154, 167, 175, 177, 179, 180, 182, 188, 196, 197, 203, 204, 205 et 209 de la PP |
| **Commissions d'études** | Question 1/1 – Stratégies et politiques pour le déploiement du large bande dans les pays en développement;Question 5/1 – Télécommunications/TIC pour les zones rurales et isolées |

|  |
| --- |
| Catalyseur 2 de l'UIT-D: Présence régionale*Renforcer l'efficacité et l'incidence globales de l'UIT à l'échelle mondiale* |
| ***Résultat****: renforcement de la collaboration et de la coopération entre les bureaux régionaux et avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les organisations de télécommunication régionales ainsi que les organismes de financement et de développement pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 se rapportant aux questions de développement de l'économie numérique.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Le BDT, en collaboration et en étroite coordination avec le Bureau des radiocommunications (BR), le Bureau de la normalisation des télécommunications (TSB) et le Secrétariat général, s'emploie activement à renforcer la présence régionale, en vue d'améliorer la fourniture de services aux États Membres, y compris la mise en œuvre de projets et d'autres activités relevant du plan opérationnel, de manière opportune, efficace et percutante. Des interventions bien planifiées et mises en œuvre ont attiré des fonds extrabudgétaires de la part des donateurs pour la réalisation de projets, y compris d'initiatives régionales. Les bureaux régionaux continuent à jouer un rôle crucial dans ce contexte, en contribuant de manière décisive à la collaboration de l'UIT avec les parties prenantes locales et les gouvernements. Un rapport détaillé sur la mise en œuvre des initiatives régionales figure dans le [Document TDAG-25/3](https://www.itu.int/md/D22-TDAG32-C-0003/), qui comprend une annexe sur la mise en correspondance des projets avec les initiatives régionales. | • Collaboration étroite avec le BR, le TSB et le Secrétariat général.• Mise en œuvre efficace des activités relevant du plan opérationnel et des projets de l'UIT. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 16 de la CMDT |
| **Commissions d'études:**  | Toutes les Questions de la CE 1 sur la mise en place d'un environnement propice à une connectivité efficace et de la CE 2 "Transformation numérique" |

|  |
| --- |
| Catalyseur 3 de l'UIT-D: Diversité et inclusion*Élaborer des stratégies et des solutions en matière d'inclusion numérique* |
| ***Résultat:*** *renforcement de la capacité des membres de l'UIT à élaborer des stratégies, des politiques et des pratiques en faveur de l'inclusion et de l'équité numériques, en particulier pour l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, des personnes handicapées, des personnes ayant des besoins particuliers ainsi que des ménages à faible revenu.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Le catalyseur sur la diversité et l'inclusion a permis de réaliser des progrès considérables pour fournir aux parties prenantes de toutes les régions les outils, les connaissances et les réseaux nécessaires pour promouvoir un développement numérique inclusif. Ces efforts ont eu des retombées tangibles dans l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités et l'autonomisation des populations locales, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte à l'ère numérique.Le BDT s'est efforcé de renforcer les capacités des États Membres, des décideurs et de divers groupes cibles, notamment les femmes et les jeunes filles, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les communautés autochtones ou isolées. Des efforts ont été déployés grâce à des avis de spécialistes, à des séances de formation et à des initiatives ciblées dans les six régions de l'UIT.Faits marquants à l'échelle mondiale et incidences interrégionales**Formation et renforcement des capacités**: amélioration des compétences de plus de 800 décideurs dans la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies d'inclusion numérique ainsi que dans le renforcement de la participation de tous dans la société et l'économie numériques grâce à des ateliers de renforcement des capacités dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de l'intégration des mesures d'inclusion numérique pour tous. Ces activités de renforcement des capacités ont été menées par l'intermédiaire de 11 plates-formes mondiales, dans le cadre de 6 sessions en ligne et de 5 sessions en présentiel. Plus de 1 000 participants de 144 pays se sont inscrits à des cours en ligne visant à renforcer les connaissances sur des sujets tels que l'accessibilité des TIC, les personnes âgées et les peuples autochtones, dispensés par l'intermédiaire de la plate-forme de l'Académie de l'UIT (42% de femmes, 74% de personnes issues de pays en développement).**Développement de ressources d'avis de spécialistes**: le BDT a encouragé l'inclusion numérique en fournissant des contenus et des compétences spécialisées sur des sujets tels que l'accessibilité des TIC, l'inclusion numérique des personnes âgées, l'égalité hommes‑femmes et l'autonomisation numérique des jeunes. Ces contributions ont soutenu les travaux des commissions d'études de l'UIT et enrichi les réunions et les manifestations thématiques aux niveaux régional et mondial. En outre, le BDT a participé activement à la collaboration interorganisations, en fournissant des contributions pour des rapports et des initiatives communes dans l'ensemble du système des Nations Unies dans le cadre de travaux intersectoriels.Six nouveaux outils de connaissances ont été créés, dont le kit pratique UIT-OMS pour une télésanté accessible. Le répertoire sur l'inclusion numérique comprend désormais plus de 75 outils destinés à aider les États Membres. **Participation des jeunes**: le BDT a considérablement renforcé la participation des jeunes au programme de développement numérique en autonomisant 184 émissaires pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect de 64 pays et en amplifiant la voix des jeunes dans le monde entier grâce à de grandes manifestations telles que le Sommet mondial sur la jeunesse de 2025 organisé par l'UIT. Ces émissaires pour la jeunesse ont joué un rôle stratégique dans les activités, les manifestations et les processus décisionnels organisés par l'UIT, le mentorat sur mesure et l'apprentissage sur les principaux domaines thématiques de l'UIT, notamment les travaux de l'UIT et de ses trois Secteurs, le Plan d'action de Kigali, l'inclusion numérique, l'accessibilité des TIC et du web, la jeunesse et la cybersécurité, l'accès équitable aux TIC pour les groupes marginalisés – en particulier dans les communautés rurales et isolées – et les communications numériques dans les situations d'urgence. Cette approche globale de renforcement des capacités a permis aux jeunes de mener une transformation numérique inclusive au sein de leurs communautés.En outre, dans le cadre du processus préparatoire du Sommet mondial sur la jeunesse de 2025, l'UIT a facilité les consultations avec les représentants de la jeunesse de l'initiative Generation Connect, en recueillant leurs points de vue utiles sur les enjeux et les perspectives dans le domaine des TIC, et en veillant à ce que les priorités des jeunes façonnent les stratégies régionales et les processus décisionnels mondiaux.L'un des grands jalons de la promotion de la participation des jeunes par l'UIT a été le Sommet mondial sur la jeunesse de 2025 (GYS‑25), qui s'est tenu à Varadero (Cuba) sur le thème "Amplifier la voix des jeunes pour créer un monde numérique plus inclusif et interconnecté". Le Sommet a rassemblé plus de 400 participants de 31 pays et des six régions du monde. Au cours de 12 sessions dynamiques organisées sur trois jours, les jeunes ont présenté des initiatives, échangé des bonnes pratiques, engagé un dialogue intergénérationnel et créé des réseaux en vue de collaborations futures. Les jeunes ont défini leurs priorités en matière de développement numérique et proposé des solutions concrètes, renforçant ainsi leur rôle dans l'élaboration des stratégies mondiales en matière de TIC.*Parmi les principaux résultats du Sommet mondial sur la jeunesse de 2025 figurent les suivants:* faire entendre la voix des jeunes dans l'élaboration de politiques en faveur d'un accès abordable et inclusif aux TIC; renforcer les compétences numériques pour donner aux jeunes les moyens de participer efficacement et en toute sécurité à l'économie numérique; renforcer le rôle de l'UIT en tant que plate‑forme offrant des possibilités d'éducation et d'emploi numériques axées sur les jeunes et promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat dirigés par les jeunes en tant que catalyseurs du développement socioéconomique.*Programme de leadership des jeunes de l'initiative Generation Connect (Generation Connect Youth Leadership Program, ou GCYLP)*: la semaine du développement du GCYLP a permis à la première cohorte mondiale de 30 boursiers du programme, sélectionnée parmi 5 000 candidats, de renforcer ses compétences en matière de direction, d'innovation et de gestion de projet. Chaque boursier a reçu une subvention de 5 000 USD pour mettre en œuvre des projets numériques dans sa communauté et continue de bénéficier de séances et d'exercices mensuels virtuels de mentorat et d'établissement de rapports. Cinq boursiers ont obtenu un financement supplémentaire d'un montant total de 750 000 USD auprès d'autres organisations, ce qui a permis d'améliorer la durabilité du projet. Grâce à cet appui, ils ont élargi leur influence et leurs réseaux en participant en tant qu'intervenants à de grandes manifestations mondiales en 2024, notamment au Forum de l'UIT sur les compétences numériques à Bahreïn, au Forum mondial de l'innovation de l'UIT à Malte, à la réunion de la Commission d'études 1 de l'UIT-D, à la COP29 en Azerbaïdjan et à la Conférence mondiale de l'Internet en Chine. Le lancement des candidatures pour la deuxième cohorte de boursiers du GCYLP a eu lieu à l'occasion du Congrès de la téléphonie mobile (MWC) à Barcelone (Espagne).**Promotion de l'égalité hommes-femmes dans le monde numérique**: le BDT a poursuivi ses efforts à l'échelle mondiale pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes grâce à des initiatives et à des partenariats efficaces.Le Réseau de femmes de l'UIT-D est demeuré actif et a organisé des échanges axés sur les questions de genre lors de manifestations importantes pendant le GCDT-24 et le GSR-24. Un programme de mentorat dans le cadre du projet "Créer un réseau de femmes dirigeantes", appuyé par l'Arabie saoudite et incluant plus de 160 participants, a été lancé afin de renforcer les capacités de direction des femmes dans le secteur des TIC avant la CMDT-25. Des rapports sur la politique de genre de la République dominicaine et de la Libye ont été rédigés avec l'appui du Département d'État américain.L'édition 2024 de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a pris de l'ampleur à l'échelle mondiale, avec 193 manifestations dans plus de 84 pays, qui ont rassemblé plus de 40 000 filles et jeunes femmes. Les préparatifs en vue de la Journée internationale de 2025, organisée conjointement par la région de la CEI et la région des États arabes, sont déjà en cours.Grâce à l'initiative "Equals HerDigitalSkills", mise en œuvre en partenariat avec Qualcomm, Verizon et Ernst & Young, 1 448 filles et jeunes femmes de 14 pays ont renforcé leurs connaissances et leur confiance en ce qui concerne l'utilisation des compétences numériques. En outre, 13 cours de formation ont été lancés dans le cadre de l'Académie de l'UIT, afin d'apporter un soutien supplémentaire au développement inclusif des compétences numériques dans le monde entier. En 2024, le BDT a continué de faire progresser la diversité et l'inclusion en tant que catalyseurs essentiels du développement numérique, en déployant des efforts coordonnés dans toutes les régions de l'UIT, avec le soutien étroit du siège. Principales activités régionales entreprises**Dans la région Afrique**: un avant-projet de stratégie nationale pour l'inclusion numérique au Burundi a été élaboré. Cette initiative stratégique a permis de renforcer la sensibilisation et l'appui des parties prenantes dans l'élaboration d'une stratégie nationale à partir d'une approche holistique et intersectionnelle afin que tous les utilisateurs puissent, de manière égale et équitable, avoir accès à la technologie, l'utiliser et la connaître, et puissent participer activement à la société et à l'économie numériques au Burundi.Un programme de formation aux TIC à l'intention des populations autochtones d'Afrique a été organisé. Ce programme a été conçu sur mesure pour les communautés rurales, et établi à partir de la transposition d'un modèle qui a fait ses preuves en Amérique latine au contexte africain. Il vise à fournir aux groupes autochtones d'Afrique des connaissances de base en matière de TIC et des compétences numériques pratiques. Il couvre des connaissances numériques globales, y compris le développement, le déploiement et la maintenance des équipements ainsi que l'utilisation des plates-formes numériques. Il promeut une inclusion effective des communautés rurales, isolées et autochtones, en améliorant les compétences numériques, les possibilités d'éducation et la participation socioéconomique.L'inclusion des jeunes demeure au cœur des activités menées par le BDT en Afrique. Le Bureau régional pour l'Afrique a organisé une cérémonie de passation symbolique au cours de laquelle d'anciens représentants des groupes pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect ont encadré les nouveaux émissaires, afin d'échanger des informations pratiques et de renforcer une culture de continuité du leadership. Cet événement, axé sur le mentorat, a dynamisé la nouvelle cohorte et souligné son rôle essentiel dans le développement du numérique sur le continent. Tout au long de l'année 2024, les émissaires africains pour la jeunesse ont mené des travaux de recherche et tenu des consultations, formulant des recommandations détaillées sur le développement numérique centré sur les jeunes, et ont permis d'ancrer davantage leur voix dans les processus régionaux d'élaboration de politiques numériques.**Dans la région Amériques**: plus de 130 délégués d'États Membres ont approfondi leurs connaissances en matière d'accessibilité des TIC, ce qui a incité les États Membres à s'engager à adopter des politiques numériques inclusives au niveau national lors de la manifestation "Amériques accessibles 2024" qui s'est tenue au Mexique. Cette manifestation a également facilité l'échange de bonnes pratiques en matière d'inclusion numérique dans la région. Les préparatifs de la manifestation "Amériques accessibles 2025" sont déjà en cours.Une session de formation pratique sur la gestion de projets et la maintenance des réseaux TIC à l'intention des communautés autochtones et isolées a permis à 133 participants de 11 pays d'acquérir des compétences pratiques pour renforcer l'infrastructure numérique locale. Les ateliers sur les jeunes filles dans le secteur des TIC ont rassemblé 1 448 jeunes filles et jeunes femmes dans 14 pays de la région, contribuant ainsi au mouvement mondial qui a inspiré plus de 40 000 participantes dans 84 pays. Ces initiatives continuent de prendre de l'ampleur, les préparatifs régionaux pour les célébrations de 2025 étant déjà en cours au Brésil et au Chili. Les émissaires pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect ont activement contribué aux discussions sur les stratégies numériques nationales, renforçant ainsi leur rôle dans l'édification d'un avenir numérique inclusif, à l'occasion de diverses manifestations telles que le séminaire sous-régional "Priorités pour les jeunes dans le monde numérique: emploi et éducation", tenu au Chili, au cours duquel les États Membres se sont associés à des dirigeants du secteur des télécommunications pour explorer le thème de cette année, "L'innovation numérique au service du développement durable". **Dans la région des États arabes**: la préparation de l'édition de 2025 du forum "Une région arabe accessible – Les TIC pour TOUS" est en cours. La manifestation aura lieu en Jordanie les 29 et 30 avril.L'édition de 2024 de l'initiative relative aux jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée au Liban, en Égypte et en Palestine. Ces manifestations ont permis d'inspirer des centaines de jeunes filles, d'encourager la citoyenneté numérique et de lancer des campagnes nationales visant à doter les jeunes filles et les jeunes femmes des compétences et de la confiance nécessaires pour réussir dans l'économie numérique. Les émissaires pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect de la Région des États arabes ont pris part à des forums et des plates‑formes régionaux offrant des possibilités de mentorat et d'échange de connaissances, par exemple l'événement de passage de flambeau dans la région des États arabes, qui facilite le transfert de connaissances et le mentorat entre les anciens représentants sortants et la nouvelle cohorte de la région.**Dans la région Asie-Pacifique**: le BDT a fait progresser l'inclusion numérique en sensibilisant davantage les personnes âgées, en particulier les femmes âgées, aux besoins en matière de maîtrise des outils numériques. La participation du BDT à des forums régionaux organisés conjointement avec des partenaires tels que la CESAP et la CPDRC a facilité l'élaboration d'outils de formation tenant compte des spécificités des hommes et des femmes, en renforçant les capacités des parties prenantes et en consolidant les cadres politiques, favorisant ainsi l'inclusion sociale et l'accès aux services numériques essentiels.Des célébrations de l'initiative relative aux jeunes filles dans le secteur des TIC ont été organisées dans 11 pays, dont l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vanuatu, et plus de 3 000 participants ont pris part à des sessions de codage, à des formations en matière de maîtrise des outils numériques et à des programmes d'encadrement. Ces activités, menées en collaboration avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies, le secteur privé et la société civile, ont non seulement renforcé les réseaux communautaires, mais ont aussi donné aux jeunes filles et aux jeunes femmes les moyens de s'engager activement en faveur de l'intégration de la dimension hommes-femmes dans l'espace numérique, renforçant ainsi leur confiance et leurs compétences numériques pour un avenir numérique plus inclusif.Les activités ciblées visant à autonomiser les jeunes en 2024 ont abouti au recrutement de 21 nouveaux émissaires pour la jeunesse de sept pays, élargissant considérablement la portée et l'incidence du programme. La participation active à de grands forums internationaux – tels que l'AMNT-24 en Inde, le Forum mondial de l'innovation à Malte et le séminaire UIT-MIIT en Chine – et à des programmes de formation spécialisés – "Seeds for the Future" en Chine et la cérémonie de passage de flambeau des émissaires pour la jeunesse de l'initiative Generation Connect – ont fourni aux jeunes participants des moyens précieux de contribuer de manière significative aux dialogues numériques mondiaux et d'être exposés de manière pratique aux technologies de pointe, y compris l'IA, la 5G et les technologies vertes.**Dans la région Europe**: l'année 2024 a été marquée par une autonomisation accrue des jeunes femmes et des jeunes filles dans la sphère numérique, grâce à des initiatives ciblées favorisant les capacités de direction, l'inclusion et la collaboration intergénérationnelle. La manifestation organisée à l'occasion de la Journée européenne 2024 des jeunes filles dans le secteur des TIC, qui s'est déroulée virtuellement sur le thème "Leadership", a incité les jeunes filles de la région à opter pour une carrière dans les STEM, en leur faisant découvrir des modèles et des outils pratiques pour réussir. Organisée en consultation avec les jeunes, la manifestation a permis de faire entendre la voix du groupe pour la jeunesse en Europe, Generation Connect Europe, et de montrer comment les jeunes femmes façonnent la transformation numérique, tout en s'attaquant aux obstacles auxquels elles continuent de faire face.Les efforts visant à renforcer l'équilibre hommes-femmes dans les processus décisionnels régionaux ont été renforcés dans le cadre de la manifestation intitulée "Favoriser l'équilibre hommes-femmes à l'UIT-D", qui s'est tenue parallèlement à la plénière du Comité pour les politiques de l'UIT (Com-ITU). Cette manifestation a permis de mobiliser les administrations nationales pour renforcer la participation des femmes aux processus de l'UIT et à l'élaboration des politiques relatives au numérique, en mettant l'accent sur un leadership inclusif en tant que moteur du développement numérique.Pour renforcer la mobilisation des jeunes, le dialogue intergénérationnel organisé dans le cadre de Generation Connect Europe a renforcé la collaboration entre les administrations nationales et les émissaires pour la jeunesse, en encourageant la participation des jeunes aux initiatives numériques locales. Cet élan a été renforcé par une manifestation parallèle de Generation Connect Europe, organisée par le Bureau Europe de l'UIT pendant la plénière du Com-UIT de la Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT). Cette session a permis de présenter aux représentants des pays européens la nouvelle cohorte d'émissaires pour la jeunesse, ce qui a permis de mieux faire entendre la voix des jeunes et de faciliter un dialogue soutenu sur les priorités numériques régionales. Un exemple notable de cette collaboration a été le projet DART en Albanie, où des émissaires pour la jeunesse ont joué un rôle clé dans l'élaboration de la stratégie nationale d'agriculture numérique, en veillant à ce que les perspectives des jeunes soient intégrées dans les efforts nationaux de transformation numérique.**Dans la région de la CEI**: le BDT a fait progresser l'inclusion numérique en encourageant l'utilisation de technologies accessibles et le renforcement des compétences numériques tenant compte des questions d'égalité hommes-femmes. L'atelier régional de l'UIT intitulé "Les technologies avancées au service de sociétés durables, inclusives et accessibles", tenu en novembre 2024 à Minsk (Bélarus), a permis de renforcer les capacités des parties prenantes en matière de politiques TIC inclusives et de présenter des programmes éducatifs éprouvés à l'intention des personnes handicapées et des personnes ayant des besoins particuliers, renforçant ainsi les efforts visant à garantir l'accès numérique pour tous.À l'occasion de la Journée internationale 2025 des jeunes filles dans le secteur des TIC, le Forum TechnoWomen pour l'Asie centrale, qui s'est tenu à Bichkek (Kirghizistan) a réuni des dirigeantes issues de gouvernements, d'entreprises, de la société civile et d'établissements universitaires afin de lever les obstacles à la participation numérique des femmes. Axé sur le renforcement des compétences pratiques en matière de sécurité en ligne, d'entrepreneuriat numérique, de médias sociaux et de relations publiques, le Forum a permis aux femmes de s'autonomiser grâce à des formations pratiques spécialisées, des séances de mentorat et des possibilités de réseautage. Cette manifestation a permis de renforcer la collaboration régionale et d'ouvrir des voies permettant aux femmes et aux jeunes filles de devenir des cheffes de file numériques confiantes et de contribuer ainsi à rendre l'économie numérique plus inclusive en Asie centrale et au-delà. | • Autonomisation des groupes vulnérables et des communautés marginalisées.• Renforcement des capacités des décideurs et des utilisateurs finals.• Amélioration de l'accès aux outils et ressources en matière d'inclusion numérique.• Renforcement des partenariats en faveur de l'inclusion numérique.• Extension de l'initiative "Les jeunes filles dans le secteur des TIC" à toutes les régions.**• Afrique**: Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Cuba, Éthiopie, Kenya.**• Asie-Pacifique**: Chine, Inde, Malaisie, Îles Marshall, Vanuatu.**• Amériques**: République dominicaine, Mexique, Paraguay.**• États arabes**: Égypte, Jordanie, Liban, Libye, Palestine.**• Europe**: Malte.• **CEI**: Azerbaïdjan, Kazakhstan, Fédération de Russie, Ouzbékistan. **Pays les moins avancés (PMA)/pays en développement sans littoral (PDSL) et petits États insulaires en développement (PEID) mobilisés ou aidés – Diversité et inclusion:**• 12 PMA, PDSL et PEID.• 3 pays ont bénéficié d'une assistance technique.• Des cadres politiques et des supports de connaissance ont été élaborés dans 2 pays.• Des séances de sensibilisation ont été menées dans 7 pays.• Des plates-formes fédératrices ont été mises en place dans 3 pays. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 70, 175, 179, 184 et 198 de la PP; 11, 46, 55, 58, 67 et 76 de la CMDT |
| **Commission d'études**  | Question 7/1 – Accessibilité des télécommunications/TIC pour permettre des communications inclusives, en particulier pour les personnes handicapées |

|  |
| --- |
| Catalyseur 4 de l'UIT-D: Engagement en faveur de la durabilité environnementale*Élaborer des stratégies et des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques* |
| ***Résultat****: renforcement de la capacité des membres de l'UIT à concevoir des stratégies et des solutions en matière de télécommunications/TIC relatives à l'adaptation aux effets des changements climatiques et à l'atténuation de ces effets ainsi qu'à l'utilisation d'énergies vertes/renouvelables.* |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| **L'UIT-D continue de mettre à disposition des produits et services pour aider les États Membres à élaborer des stratégies et des solutions en matière d'adaptation aux changements climatiques.**Le BDT a établi une feuille de route nationale pour le système de gestion postconsommation des déchets d'équipements électriques et électroniques (appareils électroniques usagés et anciens) en Indonésie. Cette feuille de route a été élaborée à l'issue d'une série de consultations avec les parties prenantes gouvernementales qui ont eu lieu en novembre 2024 et en février 2025, toutes appuyées par le partenariat en cours entre l'UIT et le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni. Le processus de consultation a permis de renforcer les capacités du gouvernement en ce qui concerne la mise en place d'un système durable de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, juridiquement sain et financièrement viable. Une étude sur le coût de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques a été réalisée en Zambie. Cette étude fournit une ventilation détaillée des coûts de collecte, de stockage, de transport et de traitement des appareils électroniques usagés et anciens mis au rebut. L'étude de financement a été menée dans le cadre du projet mené conjointement par l'UIT et la Commission des communications, de l'espace et des technologies (CST) du Royaume d'Arabie saoudite, qui vise à renforcer le cadre juridique de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques en Zambie et à renforcer les capacités des parties prenantes quant à leurs rôles et responsabilités dans le système national de gestion postconsommation des dispositifs électroniques. Dans le cadre du projet UIT-CST sur les déchets d'équipements électriques et électroniques dans le monde, le BDT fournit une assistance technique aux parties prenantes rwandaises pour l'élaboration et la mise en œuvre du système national de responsabilité élargie des producteurs (REP) couvrant les appareils électroniques. L'objectif du projet est de rassembler des spécialistes parmi les fabricants d'appareils électroniques (importateurs, distributeurs et fournisseurs) qui participeront à la mise en place d'un programme de conformité dirigé par la Fédération du secteur privé du Rwanda, afin de gérer les responsabilités des producteurs en matière de collecte et de recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques. À l'heure actuelle, le projet a réuni 30 entreprises emblématiques dans le cadre d'une série de sessions de mobilisation. Un outil a été mis au point pour le futur programme de conformité; il permettra de calculer les frais d'adhésion au programme, en fonction du nombre de dispositifs électroniques vendus au Rwanda par chaque entreprise. Afin de justifier juridiquement ce système, le premier des deux règlements importants a été validé en mars 2025 et le second est en cours de révision.En outre, le BDT continue de fournir un appui au Paraguay pour l'élaboration d'un décret national et d'une résolution nationale visant à réglementer à terme la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le pays; des ateliers ont eu lieu en octobre 2024. Le BDT fournit également un appui à la Thaïlande et à la Mongolie sur des questions réglementaires analogues relatives à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, en collaboration avec le Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications, et des ateliers de consultation ont eu lieu en Thaïlande en novembre et décembre 2024.En octobre 2024, le BDT a soumis au Gouvernement de l'Ouganda une révision de la politique nationale de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et de son plan de mise en œuvre, à l'issue d'une série de consultations des parties prenantes, rendues possibles grâce au projet conjoint Gouvernement ougandais-UIT-Fonds d'assistance pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud.En novembre 2024, le BDT a organisé à Bangkok une formation de renforcement des capacités axée sur [les éléments fondamentaux de la politique relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques et le rôle des producteurs](Fundamentals%20of%20E-waste%20Policy%20and%20the%20Role%20of%20Producers), qui a rassemblé 26 participants de près de 20 pays. La formation a porté notamment sur des sujets fondamentaux liés à la politique et à la réglementation, à la responsabilité élargie des producteurs et aux principes de l'économie circulaire. Dans le cadre de l'initiative sur le thème "Faire progresser l'action du secteur du numérique pour l'environnement afin de parvenir à la neutralité carbone du secteur", le BDT a continué d'améliorer le suivi des émissions du secteur des TIC et de la consommation d'énergie. Pour ce faire, l'UIT et la World Benchmarking Alliance ont publié le Rapport "Greening Digital Companies 2024: Monitoring Emissions and Climate Commitments" (Pour des entreprises numériques plus écologiques: suivi des émissions et des engagements climatiques), qui a pour objet d'analyser les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la consommation d'énergie de 200 entreprises du numérique dans le monde. Ce rapport évalue non seulement leurs données et leurs objectifs climatiques, mais constitue également une ressource précieuse pour les entreprises, qui peuvent s'inspirer des bonnes pratiques et améliorer leurs résultats en matière de réduction des émissions. Il met en lumière les émissions issues des activités et la consommation d'électricité du secteur des TIC, en mettant l'accent sur les 15 émissions de niveau 3 et sur l'augmentation de l'empreinte carbone provoquée par l'IA. Le rapport a été publié le 30 septembre et a fait l'objet d'un [communiqué de presse](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/PR-2024-09-30-Greening-Digital-Companies-report.aspx), de deux [webinaires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2024/GDC.aspx) et d'un [article sur le blog de l'UIT](https://www.itu.int/hub/2024/11/the-digital-sectors-environmental-dilemma/#/fr). Les préparatifs pour l'édition 2025 du rapport "Greening Digital Companies" en collaboration avec la World Benchmarking Alliance sont en cours, et une date de lancement est prévue pour la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin 2025. Ce rapport analyse les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la consommation énergétique de 200 entreprises numériques. Le *Tableau de bord du verdissement du numérique* qui l'accompagne, présenté à la COP29, permet de suivre les incidences des activités du secteur des TIC sur le climat et appuie la réalisation des objectifs climatiques mondiaux. Il est également mis à jour à l'aide de nouvelles données issues du rapport "Greening Digital Companies".En novembre, le BDT a lancé le "[Tableau de bord du verdissement du numérique](https://greeningdigital.itu.int/)" à la COP29, qui permet à l'UIT et à ses partenaires de suivre les incidences des activités du secteur des TIC sur le climat et de fixer des objectifs fondés sur des données scientifiques. Il pose les jalons d'une future base de données sur les émissions de GES des TIC gérée par l'UIT, qui vient appuyer la réalisation des objectifs climatiques mondiaux.Le BDT a soumis une enquête aux coordonnateurs pour les indicateurs des télécommunications dans le monde, qui a permis d'orienter ses travaux en matière de surveillance des émissions de GES et de la consommation d'énergie du secteur des TIC, et d'aider à évaluer les priorités et les besoins de la communauté des régulateurs en matière de surveillance des incidences du secteur des TIC sur le climat. Des résultats ont été obtenus auprès de 77 États Membres. Lors de la réunion du Groupe EGTI qui s'est tenue en septembre, les indicateurs environnementaux s'inscrivant dans le cadre des travaux prospectifs du groupe à l'horizon 2025 ont été examinés. Le BDT a reçu ensuite le soutien de plus de dix experts en vue de la création d'un nouveau sous-groupe sur les indicateurs environnementaux pour le secteur des TIC, portant spécifiquement sur les émissions de GES et la consommation d'énergie, et dont les travaux commenceront début 2025.L'UIT poursuit son programme de travail afin d'aider les pays et les régulateurs des TIC à suivre les incidences de leur secteur national sur le climat grâce à la collecte de données. Un nouveau sous-groupe du Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunication/TIC (EGTI) consacré aux indicateurs nationaux de surveillance des émissions de gaz à effet de serre, présidé par l'Arcep (France), a été créé. Ce sous-groupe élabore actuellement un document décrivant un ensemble d'indicateurs harmonisés pour mesurer l'impact environnemental du secteur des TIC, y compris les émissions de GES de catégorie (*scope*) 1, 2 et 3, la consommation énergétique totale, la consommation d'énergie renouvelable et les cibles liées au climat. En collaboration avec la Banque mondiale et l'Arcep, une étude de cas sur les bonnes pratiques en matière de contrôle des émissions dans le secteur des TIC en France a été élaborée pour guider les régulateurs internationaux. L'UIT a organisé un webinaire le 12 mars 2025 pour marquer le lancement officiel par l'UIT et la Banque mondiale de l'étude de cas conjointe sur les bonnes pratiques intitulée "Mesurer l'impact environnemental du secteur national des TIC: étude de cas de l'Arcep (France)". Cette étude se penche sur le parcours de l'Arcep en matière de collecte de données et de régulation, et détaille la manière dont l'Arcep a mis en œuvre des modifications législatives pour étendre ses pouvoirs de collecte de données et a engagé les parties prenantes du secteur à favoriser la transparence et le partage des responsabilités. Ce webinaire, intitulé "Mesurer l'impact environnemental du secteur des TIC: enseignements et observations de la France, du Brésil, de la République sudafricaine et de la Zambie", a réuni plus de 130 participants.En outre, le BDT s'est associé au Ministère des sciences et des TIC (MSIT) de la République de Corée pour promouvoir la transformation numérique écologique et parvenir à la neutralité carbone dans le secteur numérique aux Philippines et en Tanzanie. Ce nouveau projet, d'une durée de deux ans, a débuté en janvier 2025 et vise à renforcer les compétences des régulateurs et des parties prenantes du secteur des TIC en matière de collecte de données, de réglementation et de définition des objectifs. Une *Story Map* résumant les initiatives du BDT, intitulée "Promouvoir la transformation numérique verte pour parvenir à un secteur des TIC neutre en carbone", a été publiée. L'UIT, la GIZ et la Banque mondiale mettent à jour le cours de cyberapprentissage sur les centres de données écologiques pour qu'il comporte des entretiens et soit plus interactif. Ce cours devrait être lancé au troisième trimestre de 2025. Grâce à des recherches approfondies, à un appui réglementaire, à des initiatives de renforcement des capacités et à des partenariats mondiaux, l'UIT et ses collaborateurs continuent de progresser vers la neutralité carbone dans le secteur numérique, en veillant à ce que le secteur des TIC s'aligne sur les objectifs climatiques mondiaux.Le BDT a organisé ou coorganisé plusieurs manifestations de sensibilisation sur l'Action du secteur du numérique pour l'environnement pour parvenir à un secteur des TIC neutre en carbone, notamment lors du Colloque mondial des régulateurs le 3 juillet à Kampala (Ouganda), de la Semaine du climat à New York en septembre, du Colloque sur les indicateurs des télécommunications dans le monde en septembre et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29) en novembre. Lors de la COP29 qui s'est tenue à Bakou (Azerbaïdjan), l'équipe du BDT a organisé ou coorganisé cinq manifestations, ou y a pris la parole: 1) ouverture de haut niveau du volet "Action du secteur du numérique pour l'environnement à la COP29" le 14 novembre; 2) coorganisation, avec la Banque mondiale, de la manifestation "Élargir l'accès à une infrastructure de données verte", le 14 novembre; 3) coorganisation, avec le TSB et le Département de la planification stratégique et des relations avec les membres (SPM), de la manifestation "Action climatique: Plans de transition pour réduire les émissions de GES propres au secteur des TIC", le 16 novembre; 4) organisation de la manifestation "Promouvoir l'action du secteur du numérique pour l'environnement afin de parvenir à la neutralité carbone dans le secteur des TIC ", et intervention lors de cette manifestation, le 16 novembre; 5) coorganisation, avec le Gouvernement de la République de Corée pour présenter le nouveau projet BDT-MSIT, de la manifestation "Vers la neutralité carbone numérique", le 16 novembre. En outre, l'équipe du BDT a été invitée à prendre la parole lors de plusieurs manifestations, notamment lors du 15ème Colloque du TSB sur les TIC, l'environnement, les changements climatiques et l'économie circulaire, le 9 mai 2024, où elle a présenté un exposé sur le thème "Exploiter les données pour une transformation numérique durable", ainsi que lors du webinaire de l'UIT sur l'Action du secteur du numérique pour l'environnement, le 3 juin 2024, intitulé "Des données aux actes: méthodes normalisées permettant de mesurer les progrès dans le secteur des TIC". | • Renforcement de la participation des producteurs d'équipements électroniques à l'élaboration de la réglementation.• Renforcement des politiques et réglementations.• Renforcement des partenariats et de la collaboration, et promotion des produits et services du BDT.• Renforcement de la collecte de données sur les émissions de GES et l'énergie et de la capacité du régulateur à collecter des données.• Amélioration du suivi de l'empreinte climatique du secteur des TIC. • **Afrique**: Rwanda, Zambie, Tanzanie, Ouganda, Seychelles.• **Amériques**: Paraguay.• **Asie et Pacifique**: Indonésie, Mongolie, Thaïlande, Philippines.**Pays les moins avancés (PMA)/pays en développement sans littoral (PDSL) et petits États insulaires en développement (PEID) mobilisés ou aidés – Engagement en faveur de la durabilité environnementale:**• 7 pays au total ont bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de cadres politiques et de supports de connaissances.• 3 projets sont en cours. |
| **Contribution à la réalisation des cibles des Objectifs de développement durable (ODD)** | ODD 1, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 16, 17 |
| **Grandes orientations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)** | C1, C2, C3, C4, C5, C6, C7, C11 |
| **Résolutions** | 66 de la CMDT |
| **Commissions d'études**  | Question 6/2 – Les TIC au service de l'environnement |

|  |
| --- |
| Catalyseur 5 de l'UIT-D: Excellence en matière de ressources humaines et innovation organisationnelle |
| **Produits** | **Points à retenir** |
| Le Directeur du BDT a poursuivi le lancement d'initiatives visant à atteindre l'excellence organisationnelle et à améliorer les capacités internes en vue d'appuyer les activités du BDT, notamment:**• Des réunions régulières de la haute direction** pour affiner le processus préparatoire en vue de la CMDT-25 ainsi que des forums de développement régional et des réunions préparatoires régionales en cours dans les régions.• Renforcer les fonctions d'appui essentielles telles que les services informatiques pour améliorer les systèmes informatiques internes et le développement de la formation pour soutenir **l'apprentissage tout au long de la vie du personnel du BDT**. • Promouvoir l'adoption de **l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée** au moyen de messages réguliers à l'intention du personnel et encourager le personnel à participer à diverses formations et initiatives de gestion du stress.**• Des réunions d'échanges avec le personnel** continuent d'être organisées à intervalles réguliers et sont ouvertes à l'ensemble du personnel. Ces réunions offrent un espace où chacun peut s'exprimer en toute sécurité et faire part de ses idées sur les enjeux et les perspectives liés à l'ambition du BDT de produire des résultats concrets.• Il est constamment rappelé au BDT l'importance de veiller au respect de la **transparence et de la responsabilité** dans la gestion et la mise en œuvre d'activités à l'intention des États Membres.• Diverses mesures sont prises en permanence en interne pour **améliorer l'efficacité de la fourniture des produits et services de l'UIT-D** par l'intermédiaire du plan opérationnel, des projets de l'UIT-D et d'autres mécanismes de financement. Des rapports sont envoyés régulièrement aux partenaires de l'UIT et aux donateurs pour s'assurer qu'ils sont informés des résultats du BDT et, surtout, des retombées sur le terrain. | • Retraites de la haute direction.• Équilibre entre vie professionnelle et vie privée.• Réunions d'échanges avec le personnel. |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_